

## LA REVUE DU REDIF

Volumen 6

2013

ISSN : 2070-9021

### SUMARIO

- Introduction.....3-6**
- Divorcio y pobreza.....7-22**  
Ana Martínez-Pampliega, Leire Iriarte, Laura Merino, y Maria Fernanda Rocha  
Universidad de Deusto (Bilbao)
- Retorno al hogar: una aproximación actual a la nueva organización de los vínculos familiares.....23-30**  
Carlota Martín  
Instituto Superior de Ciencias de la Familia. Universidad Pontificia de Salamanca
- Bonnes pratiques en matière de soutien aux relations de soins entre les générations dans les familles avec des personnes âgées dépendantes .....31-39**  
Donatella Bramanti  
Università Cattolica, Milano
- Primera Alianza: Programa para el fortalecimiento del apego en familias vulnerables.....41-52**  
Amaia Halty Barrutieta, Carlos Pitillas Salvá y Ana Berástegui Pedro-Viejo  
Instituto Universitario de la Familia. Universidad Pontificia Comillas, Madrid.
- Les liens entre frères et sœurs à l'épreuve de la Révolution.....53-57**  
Isabelle Levêque-Lamotte  
Louvain-La-Neuve
- Rupture et continuité des liens familiaux dans le contexte migratoire : les migrations parentales internationales en question .....59-68**  
Asunción Fersnoza-Flot  
Cirfase/Iacchos. Louvain-La-Neuve
- Sobre la dolorosa escisión entre clínica e investigación en psicoterapia familiar: reflexiones sobre una evidente realidad.....69-74**  
Carles Pérez-Testor, Montse Davins Pujols, Ines Aramburu, Berta Aznar  
Grup de Recerca de Parella i Família  
Universitat Ramon Llull
- Vicissitudes du droit français de la famille.....75-87**  
Sabine Robert  
Université Catholique de Lyon, Lyon

## Introduction

Le mot « vicissitudes » peut facilement renvoyer à toute sorte de problèmes rencontrés au sein de la famille ou dans son entourage. C'est pourquoi l'éventail des objets d'étude de ce numéro, abordé par les Instituts de notre réseau, est très vaste et a permis une grande liberté de choix. La liste des thèmes est donc forcément hétéroclite mais avec un point commun: montrer que la vie de famille n'est pas un long fleuve tranquille. Les études ont porté alors sur:

- Le divorce et la parenté, surtout en familles monoparentales.
- La crise économique et le retour obligé de jeunes adultes dans leurs foyers d'origine.
- Certaines bonnes pratiques de soutien aux personnes âgées, dans une perspective intergénérationnelle.
- Le renforcement précoce des liens d'attachement, entre les parents et les enfants de 1 à 6 ans, dans les familles fragiles.
- L'impact de la Révolution française sur la famille souche, dans un village du Périgord, avec les nouvelles règles de succession.
- La rupture et la continuité des liens familiaux dans le contexte migratoire et leurs retombées positives sur l'économie du pays d'origine.
- Comment construire des ponts entre les pratiques thérapeutiques et la recherche en thérapie, sans tomber dans le réductionnisme.
- Aborder, sans faux fuyant, les vicissitudes de Droit français de la famille, avec l'influence grandissante des notions d'égalité et de liberté.

Voyons, de façon un peu plus détaillée, chacune de ces études:

**Bilbao** note la montée en flèche du divorce dans les sociétés occidentales au point de comptabiliser dans l'Union européenne, en 2008, 1.000.706 cas de divorce, ce qui se traduit par un divorce toutes les 31 secondes. Ce phénomène est d'autant plus massif qu'il faudrait y ajouter les séparations, et cela a un impact majeur à la fois physique, psychosocial, économique... sur le bien-être de la famille. On observe alors une corrélation avec le stress, la dépression, la solitude, la paupérisation, surtout des femmes, dans les familles monoparentales, la déstabilisation du système d'aide informel, la fragilisation de la santé mentale et surtout le bouleversement de la vie des enfants: violence accrue, apprentissage perturbé, stimulation cognitive moindre et, par la suite, instabilité professionnelle et chômage. La solution ne serait pas, pour une femme seule avec ses enfants, le remariage, mais un programme qui puisse promouvoir ses capacités éducatives et personnelles.

L'étude rappelle ici les programmes, aux Etats-Unis, qui travaillent en amont d'un possible divorce et qui cherchent à consolider le mariage en initiant aux techniques de communication et de résolution des conflits, à la thérapie et à la médiation familiale obligatoire, pour réduire les tensions entre parents, entre parents et enfants, et limiter les comportements déviants comme l'addiction à la drogue et au sexe. Mais les effets réels de ces programmes, sur une grande échelle, n'ont pas été prouvés, et quand bien même ces derniers arrivent à résoudre la moitié de ce problème de pauvreté, l'autre moitié restera, car due à d'autres raisons qui sont diverses et variées.

**Salamanque** rappelle d'abord la loi du genre qui a toujours obligé les familles, depuis des siècles, à des changements sans fin, pour s'adapter à leur environnement. Elle rappelle ensuite l'évolution interne classique, c'est-à-

dire les différentes étapes que traverse une famille: sa constitution, l'arrivée de l'enfant, le départ du jeune, l'entrée dans la grand-parentalité et, phénomène nouveau, le retour, sous la pression de la crise économique actuelle et du chômage, d'un enfant adulte marié au sein de sa famille d'origine.

Si la constitution du couple demande une relation flexible et des frontières semi-perméables avec les deux familles d'origine, si l'arrivée de l'enfant nécessite un équilibre entre fonctions conjugales et fonctions parentales, le retour, en tant qu'adulte et pour des raisons économiques, dans la famille d'origine, impose à nouveau la flexibilité dans les relations pour conserver l'harmonie familiale. Etre au chômage et se sentir obligé de revenir vivre dans sa famille d'origine est une expérience humiliante qui peut être gérée si la relation entre la première et deuxième génération était de qualité avant l'arrivée de cette cohabitation imposée. Cette dernière a, néanmoins, des impacts sur la relation conjugale, parentale et celle d'avec la première génération: absence d'intimité pour les parents et grands-parents, liens parfois concurrentiels entre parents-enfants et grands-parents-petits-enfants, mais aussi, vu cette « densité historique », c'est-à-dire la présence permanente des grands-parents auprès des petits enfants, une occasion exceptionnelle pour ces derniers de découvrir leurs origines et leurs racines.

**Milan** observe que les projections, dans les pays de l'OCDE, indiquent qu'en 2060, les personnes âgées de 65 ans et plus représenteront environ 30% de la population, comparativement à une proportion de 17% enregistrée en 2008. D'où la nécessité de bonnes pratiques en matière de soutien aux relations de soin entre les générations, dans les familles avec des personnes âgées dépendantes. Les bonnes pratiques étant celles qui permettent de faire face aux besoins des parents âgés, à travers la promotion des familles et des communautés elles-mêmes, tout en se soumettant à des évaluations réelles, comme pour toute intervention sociale qui se veut sérieuse. Elle propose ensuite d'étudier et

d'analyser quelques pratiques exemplaires dans ce domaine, en Italie.

Ces pratiques renvoient essentiellement à celles des municipalités et associations à but non lucratif comme par exemple le service de proximité mis en place par la municipalité de Milan, le projet d'offre de soins de Gênes, le soutien familial de Cinisello Balsamo en Lombardie, le café Alzheimer à Gênes et Bergamo, le projet de placement familial de personnes âgées à Castelvetro ou le service de médiation entre les générations en Sicile. Toutes ces expériences, innovantes et reproductibles, mettent l'accent sur l'autonomie, la dimension relationnelle des soins et la reconnaissance d'une histoire commune pour ouvrir un espace de réflexivité qui doit mener vers un « nous relationnel ».

**Madrid** souhaite travailler sur un programme appelé « première alliance », pour consolider les liens d'attachement dans les familles vulnérables, avec des enfants entre un et six ans. Cela se justifie par le fait que l'exclusion sociale chez l'adolescent et l'adulte, ainsi que beaucoup de problèmes de santé mentale, comme les comportements antisociaux ou de borderline, prennent racine dans ces premiers liens d'attachement, dans un contexte d'exclusion et de misère sociale.

Le lien d'attachement est fondé sur l'interaction parent-enfant. Le parent, sensé être soignant, doit assurer, à travers d'abord le langage des corps, complété ensuite par un langage de plus en plus verbal, le tout en partant de micro-faits et micro-événements, une base de sécurité et de bien-être pour son enfant. Or cette interaction peut parfois aboutir à des liens d'insécurité et de mal-être, surtout en situation de pauvreté excessive, d'où l'intérêt d'un programme réactif portant sur la toute première enfance. Ce dernier, ayant pour objectif l'amélioration des compétences des parents, est fondé sur un lien de qualité entre patient et thérapeute, au sein d'un groupe de parents qui fonctionne en miroir, et mobilisant un système vidéo pour visionner les interactions et mieux interpréter le langage non-verbal des enfants. Plus ce programme est court, ne dépassant pas les trois mois, et plus il

est efficace ; plus il intervient tôt et plus il est à même de stopper la transmission intergénérationnelle de l'exclusion et s'avère être un outil performant de justice sociale.

**Louvain**, dans ses deux contributions, aborde deux problèmes différents. Le premier est la famille souche en Périgord et la répercussion des nouvelles règles de succession sur les liens entre frères et sœurs, suite à la Révolution française qui a bouleversé le cadre juridique et le droit de la famille. Sous l'Ancien régime, les relations entre les membres de la famille, et particulièrement entre les frères et les sœurs, étaient fortement hiérarchisées, entre ceux qui héritent et ceux qui sont dotés, entre ceux qui restent et ceux qui partent. Avec la Révolution, les nouvelles lois privilégient le principe de l'héritage égalitaire, ce qui provoque la contestation, portée principalement par les sœurs, les procédures judiciaires, les négociations, les conciliations, le recul du moment du partage ou le recours à la licitation des parts.

Le deuxième problème traité par Louvain porte sur les migrations parentales internationales, sur les « familles transnationales » qui créent à la fois de la rupture et de la continuité dans les liens interpersonnels en leur sein. Les femmes, constituant 47,9 % de la population totale des migrants âgés entre 20 et 64 ans laissent, comme les hommes, leurs enfants dans leur pays d'origine. Et si les transferts d'argent, aussi bien des pères que des mères, consolident effectivement l'économie de la famille, voire celle du pays d'origine, ils permettent aussi de reconfigurer les liens familiaux en compensant la séparation physique par le confort matériel, le fossé émotionnel par l'accès à l'éducation et au système de santé. Ces parents migrants adoptent aussi certaines tactiques pour conforter la résilience dans leurs familles: construire une maison et organiser des allers-retours vers le pays d'origine, faire venir les enfants comme touristes dans le pays d'accueil, les faire immigrer via un programme de regroupement familial... Le tout pour maintenir l'unité familiale.

**Barcelone** se pose la question de la coupure entre recherches et pratiques thérapeutiques. Comment construire des ponts entre les deux? Comment approfondir la connaissance sans réduire le champ d'étude? En sachant que le chercheur a besoin d'un cadre et d'une méthodologie précise, alors que le clinicien tolère le chaos et la confusion, que le premier procède à des investigations, alors que le deuxième investit des relations interpersonnelles complexes, que le premier a des critères d'inclusion et d'exclusion précis, alors que le deuxième utilise un langage très métaphorique. D'où cette vision clivée de ces deux approches et les différentes représentations qui les traversent: si la majorité des cliniciens respectent la « science » et consultent les revues et recherches scientifiques, les chercheurs en thérapie ne reconnaissent pas, généralement, la valeur et l'intérêt des pratiques thérapeutiques.

Les chercheurs et les cliniciens devraient travailler ensemble, sur des projets communs, pour que les premiers soient initiés à la complexité de la thérapie et les seconds à la finesse d'une investigation. Un groupe mixte formé d'enseignants-chercheurs de l'université et des thérapeutes de centres hospitaliers permet de surmonter cette douloureuse coupure entre les deux camps.

**Lyon** enfin étudie de près les vicissitudes du droit français de la famille, à la lumière des notions d'égalité et de liberté, qui ont un impact grandissant, soutenues notamment par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. L'évolution sociétale oblige en effet de passer de la « famille modèle » à la « famille module », c'est-à-dire à la désinstitutionalisation du couple et à la légitimation de toutes les filiations. Le nouvel article 143 CCiv. Énonce, à côté du Pacs et de la cohabitation, que « le mariage est contracté par deux personnes de sexe différent ou de même sexe »; que l'enfant, qu'il soit légitime, naturel ou procréé avec l'aide des techniques médicales, a pratiquement les mêmes droits. Bref, à la liberté qui conduit à la diversité des couples et à un accès de plus en plus grand à la parenté, s'associe l'égalité qui tend à

l'alignement des effets de ces derniers, c'est-à-dire à la légitimation, dans ce cadre, de toutes les filiations. L'étude de Lyon, nous venons de le voir, est partie de la devise « liberté, égalité, intimité » pour aboutir, comme le dit son auteur, à « liberté, égalité, instabilité ».

Toutes ces études montrent bien une avancée « civilisationnelle » qui touche tous les âges de la vie, y compris les plus jeunes (la petite enfance) et les plus âgés (les séniors dépendants). Le droit, la psychologie, la thérapie ainsi que le travail social ne font que s'adapter aux nouvelles situations. Le lien moral et matériel, très fort, entre sexe, mariage et éducation des enfants, qui était l'ossature de la vie familiale depuis un siècle, est très fragilisé. Nous assistons aujourd'hui à une double dissociation: celle croissante entre sexe et mariage, et celle, également croissante, entre mariage et éducation des enfants. La famille est de plus en plus à voir moins qu'un substantif (un nom), plus qu'un adjectif, un verbe. Chacun fait famille, avec les vicissitudes de son propre parcours personnel. Et le concept de bricolage de Claude Lévi-Strauss peut nous être ici d'un grand secours et ouvrir de nouvelles pistes pour de nouvelles études, dans un proche avenir.

Georges Eid  
Institut des Sciences de la Famille  
Université Catholique de Lyon



## Divorcio y pobreza

**Ana Martínez-Pampliega; Leire Iriarte; Laura Merino y Maria Fernanda Rocha**

Universidad de Deusto (Bilbao)

Las familias monoparentales son entendidas como aquellas familias compuestas por un solo cónyuge y que tienen a su cargo hijos/as menores de 18 años. Ésta es la definición utilizada por el Boletín Estadístico de Datos Básicos, publicación del Ministerio de Trabajo y asuntos Sociales que reformula los datos de la EPA (Encuesta de Población Activa).

Según el Instituto Nacional de Estadística (INE) relativos al año 2011 (INE, 2013), este tipo de familias está compuesto en más de ocho de cada diez casos por mujeres (82.7%), en seis de cada diez casos en edades comprendidas por debajo de los 45 años. El número de hijos/as, en la mayoría de las familias monoparentales (cerca del 94%), es uno o dos, siendo muy poco frecuente tres o más hijos/as (Ruiz Becerril, 1999; INE, 2013). El 7,7% de los hogares españoles está compuesto por un adulto con uno o más hijos dependientes a su cargo y además son este tipo de hogares los que tienen la menor renta anual media por persona en comparación con otro tipo de familias (INE, 2011). Esta situación se ve claramente reflejada en que las familias encabezadas por un adulto con uno o más hijos a su cargo son los hogares con mayor riesgo de pobreza, llegando a un 38% de tasa de riesgo de pobreza (INE, 2011).

Según la estadística de Nulidades, Separaciones y Divorcios (INE, 2013), el segmento de población más propenso a la ruptura matrimonial por nulidad es entre 35 y 39 años de edad, tanto en hombres como en

mujeres, y en el caso de separaciones y divorcios entre los 40 y 49 años de edad. Un 47,2% de las rupturas están compuestas de parejas con hijos; siendo el 48,4% con hijos pequeños, y el 28,5% con un solo hijo.

El aumento del número de divorciados en las sociedades occidentales, tanto europeas como americanas, es un hecho que señalan todos los científicos sociales que trabajan en este campo de investigación. Sólo en el año 2008 se produjeron más de un millón de rupturas matrimoniales (1.007.706) en la Unión Europea, lo que significa que cada 31 segundos un pareja puso fin a su matrimonio (Instituto de Política Familiar, 2010).

España es, tras Reino Unido, Francia y Alemania, uno de los países de la Unión Europea con mayor número de rupturas matrimoniales. Además, es el país de la Unión Europea que presenta el mayor crecimiento cuantitativo de divorcios en los últimos 28 años (Instituto de Política Familiar, 2010). Sin embargo, en nuestro país el número de divorcios está aún lejos de alcanzar las cifras de otros países occidentales como Estados Unidos o Alemania. En el año de 2011 un total de 110.651 matrimonios se rompieron en España, siendo un 0,3% más que en el ejercicio anterior, según Estadística de Nulidades, Separaciones y Divorcios de 2011 del INE. Del total de rupturas, un 93,6% se consumaron en divorcios, generando un incremento de los mismos del 0,7%, mientras que las separaciones y las nulidades de matrimonio mostraron un descenso del 4,6% y

del 5,7%, respectivamente, en comparación con el año 2010.

El número de rupturas matrimoniales ha mostrado un aumento constante durante las últimas dos décadas. El Instituto de Política Familiar, en su informe “A los dos años de la Ley del Divorcio Express” publicado en julio de 2007 y que incluye datos del primer trimestre de ese mismo año (Instituto de Política Familiar, 2007), asegura que desde 1995 a 2005 la tasa de rupturas matrimoniales aumentó en casi un 81%, rompiéndose 408 matrimonios cada día durante el año 2006. Dicho aumento fue incluso más acentuado entre los años 2000 y 2005 (Instituto de Política Familiar, 2007), pero hubo una inversión de ésta tendencia en el año 2007, mostrando una disminución del número de rupturas matrimoniales del 10,7% entre los años 2008 y 2009 (Instituto Nacional de Estadística, 2011). El informe “La Evolución de la Familia en España” apunta a la crisis económica como la razón principal de este descenso (Instituto de Política Familiar, 2010).

Sin embargo, en 2010 se mostró el incremento del 3,9% sobre el año anterior. El 93,3% de las rupturas son divorcios, consolidándose la tendencia al alza de los divorcios en el global de las disoluciones matrimoniales.

Si atendemos a la contenciosidad de las disoluciones matrimoniales, nos encontramos con que de los 102.690 divorcios que se tramitaron en 2010, 69.261 (67,4%) fueron consensuados y 33.429 (32,6%) fueron no consensuados (INE, 2012b). Por su parte, de las 7.246 separaciones registradas, 5.126 (70,7%) fueron de mutuo acuerdo y 2.120 (29,3%) fueron contenciosas (INE, 2012c). Por lo que obtenemos que durante el año 2010 el 67,7% de las disoluciones matrimoniales fueron de mutuo acuerdo; mientras que en 2009 dicho porcentaje mantenía un 64,6% (Notas de prensa de INE, 2011). Estos datos siguen la tendencia al alza de las rupturas contenciosas frente a las consensuadas. Para el año 2012, los juzgados españoles tramitaron

un total de 120,000 divorcios; lo cual representa un incremento de 2,4% con respecto al año de 2011 en los asuntos de divorcio consensuado, y un 2,5% en divorcios contenciosos, según los datos del Servicio de Estadística del Consejo General del Poder Judicial, informado por la agencia Efe.

Por lo tanto, el fenómeno de la separación y el divorcio interparental es un acontecimiento cada vez más frecuente, y su relevancia no se puede minimizar.

Junto al impacto emocional que la ruptura matrimonial suele ocasionar son de destacar las repercusiones físicas, familiares, sociales, y económicas que surgen tras el divorcio. Es decir, una inadecuada adaptación en este sentido puede afectar a todas estas áreas de la persona, así como influir en la adaptación de quienes le rodean, especialmente en los hijos/as.

#### 1. IMPACTO FÍSICO/PSICOLÓGICO EN PADRES/MADRES.

El postdivorcio y el cambio de estado civil puede significar la entrada en grupos de riesgo donde existe una mayor probabilidad de contraer enfermedades y una tasa de mortalidad superior. Estas consecuencias en la salud de las personas que se divorcian incluyen tanto problemáticas somáticas como mentales, como por ejemplo que los padres y madres separados experimentan mayores niveles de depresión, estrés y miedo, así como una autoestima más baja (Bracke, Colamn, Symoens y Van Praag, 2010). Además, un estudio sobre la población europea afirma que las personas separadas o divorciadas se encuentran en una situación de necesidades no cubiertas puesto que requieren de servicios de salud, tanto física como mental pero no obtienen los suficientes recursos (Wang, 2004). Esta incidencia en riesgos superiores de salud pasa desapercibida en la mayoría de las ocasiones (Amato, 2000; Ruiz Becerril, 1999). Generalmente el efecto es inmediato y se reduce en torno a los tres o cuatro años tras la



ruptura, si bien quedan algunos efectos que sí son persistentes.

La investigación de Domenech (1994) sobre mujeres separadas y divorciadas en Valencia ofrece algunos datos sobre las consecuencias en la salud física durante el proceso de separación. El 35 % de las mujeres afirman que en este período su salud empeoró, un 20 % tuvo problemas de tabaquismo, un 3 % de alcoholismo y un 11 % tuvo intentos de suicidio. El síndrome de dependencia de alcohol también presenta diferencias muy considerables. La tasa que registran los separados y divorciados es cinco veces superior a la media (Magura y Shapiro, 1988).

Junto a las consecuencias físicas sobre la salud, la ruptura matrimonial tiene un significativo efecto sobre el bienestar psicológico. La separación y el divorcio están asociados a la aparición de algún síntoma de malestar a nivel psicológico, bien sea estrés, depresión o soledad. Si bien en la sintomatología física podemos no encontrar diferencias por estructura familiar, los efectos psicológicos surgen prácticamente en la totalidad de los casos, siendo muy excepcional la ruptura donde no se registran síntomas de este tipo (Bracke, Colman, Symoens y Van Praag, 2010; Domenech, 1994; Kitson y Holmes, 1992; Rohlf et al., 1996; Pérez Testor, Castillo y Davins, 2006; Ruiz Becerril, 1999).

Existen factores que son significativos: el estatus laboral, el número de personas en el hogar, la estructura familiar y la satisfacción con la familia, la vivienda, el trabajo, la situación económica y las relaciones sociales.

## 2.ALTERACIONES EN LA DINÁMICA FAMILIAR

Cambia la frecuencia de contacto del hijo con ambos padres. En cualquier caso, la relación e implicación que el padre ausente desarrolle con sus hijos/as es relevante ya que de estos contactos y de su calidad va a depender, en

gran medida, el ajuste que los/as hijos/as y, en cierto grado los padres, tengan en el postdivorcio (Arditti y Keith, 1993; Seltzer, Shaeffer y Charng, 1989).

## 3.LAS RELACIONES SOCIALES

La separación supone también con frecuencia la ruptura o el distanciamiento progresivo de los antiguos amigos con los que se relacionaban desde la pareja. En unos casos el reparto de bienes se extiende a los amigos que toman partido por unos u otros o que vuelven a quien los aportó al matrimonio. Los familiares suelen ser siempre los pilares básicos de apoyo en el postdivorcio, además de ser una de las estrategias más importantes para compatibilizar familia y empleo.

## 4.IMPACTO ECONÓMICO

Junto con la guarda de los/as hijos/as, el rasgo más polémico de una ruptura matrimonial es la división de bienes y asignación de las pensiones. Los dos aspectos están íntimamente relacionados y puede afirmarse que son distintas caras de una misma moneda.

En las sentencias de separación y divorcio, es usual que sea el varón quien deba pagar una pensión a los/as hijos/as y la mujer, mientras que ésta queda con la guarda de los/as hijos/as y con el uso de la vivienda conyugal.

En primer lugar, y en lo referente a este tema, hay que considerar que existe una pérdida de economía de escala. En principio, cuando una familia se mantiene unida hay una serie de gastos que se reparten entre todos los miembros. El gasto per cápita es menor en familias intactas que en otras familias postdivorcio como las monoparentales, sobre todo si atendemos a gastos fijos (electricidad, luz, etc.). Cuando el matrimonio se separa estos beneficios de economía de escala se pierden.

Sea cual sea la sentencia obtenida en la separación o divorcio, en los estudios de las consecuencias económicas es preciso ver la

posición previa de la que se partía. Cuando se tiene esta precaución se observa que los ingresos de las familias que se divorcian son menores incluso en el matrimonio previo a la ruptura. Es decir, si se atiende sólo la situación actual, puede afirmarse que los divorciados/as se empobrecen, pero este descenso económico hay que enmarcarlo dentro de unos niveles económicos, en muchas ocasiones bajos y ya anteriores a la ruptura matrimonial.

La separación acentúa estas diferencias comparadas con el resto de unidades familiares. No obstante, la desigualdad económica con las personas casadas se reduce paulatinamente a lo largo de dos, tres, incluso cuatro años, aunque siguen existiendo siempre unos niveles económicos inferiores entre separados y divorciados (Kitson y Holmes, 1992). La conclusión es que el empobrecimiento ligado a procesos de postdivorcio es muy persistente, o al menos más que en otras formas de pobreza.

## 5.LA FEMINIZACIÓN DE LA POBREZA

Pearce (1978) es quien acuña la frase de feminización de la pobreza para referirse a la relación entre la pobreza y el divorcio para el caso de las mujeres.

En el Oregon Divorce Study las madres informaron de un importante descenso de los ingresos familiares tras la separación, lo que condujo al 76% de las familias participantes en este estudio a recibir ayudas económicas gubernamentales y, en general, el 50% de las familias participantes se encontraban viviendo por debajo del umbral de la pobreza (Forgatch y DeGarmo, 2002).

Ruiz Becerril (1999) enumera las siguientes razones para explicar la incidencia de la pobreza en las mujeres:

1. La desigualdad está relacionada con las sentencias judiciales y su aplicación y seguimiento real (Christensen y Rettig, 1991; Holden y Smock, 1991; Weitzman, 1987). Es queja común de los sectores de mujeres

separadas y divorciadas la cuantía insuficiente de las pensiones que son asignadas. Se denuncia que son muy bajas para todas las demandas económicas originadas por la mujer, especialmente si existen hijos/as a su cargo.

2. Menor capacidad de la mujer para aportar un sueldo al hogar. Esta circunstancia es explicada por dos factores, capital humano y discriminación en el mercado (Folk, Graham y Beller, 1992; Pitrou, 1994; Sorensen, 1994). Tradicionalmente, el capital humano en la mujer separada o divorciada es inferior al del varón, pues registra en muchos casos falta de preparación y experiencia. A esto se añade un efecto discriminatorio en el mercado laboral que incide por un lado en la menor tasa de actividad femenina y, por otro, en un sueldo inferior bien por trabajar menos horas, bien por retribuirles menos por las mismas horas. Brown y Lichter (2004) señalan que los trabajos disponibles para madres (en familias monoparentales) y, en general para trabajadores con poca formación, son inestables, con pocos beneficios y pagas bajas. Además dejar la asistencia pública supone el riesgo de desempleo. En distintos estudios se ha hallado que las madres consideran que “tener trabajo” es una variable crucial para salir adelante como responsables en solitario de sus familias (Domenech, 1994; Morgado, González y Jiménez, 2003).

3. La mujer es, mayoritariamente, quien asume la guarda y custodia de los/as hijos/as. A pesar de que esto otorga derecho a la pensión alimenticia, el tener hijos/as consigo genera gastos y una economía más deficitaria en los hogares monoparentales (Sorensen, 1994; Wright, 1991).

4. Otra explicación es que en la actualidad, las separaciones y divorcios afectan a mujeres de clase media y alta, por lo que el descenso es más brusco y patente en la medida que se refiere a clases más elevadas (Borrajó, 1990; López Pintor y Toharia, 1989).

5. También se señala que la pobreza se debe a la mayor prevalencia de familias monoparentales en poblaciones de nivel socioeconómico más bajo, debido al mayor impacto de estresores externos (falta de apoyo social) y de problemas de conducta (p.e. consumo de drogas) (Trail & Karney, 2012).

6. Otra razón que contribuye a la clarificación, es considerar que las discrepancias económicas son atribuibles a los pobres beneficios que ofrece el gobierno, ya que en general puede afirmarse que en todas las sociedades existe una carencia relevante de las políticas públicas hacia los separados y divorciados.

7. Algunos autores dan un paso más analizando los entornos sociales de los progenitores divorciados, y proponen que la monoparentalidad opera de igual manera que la pobreza: dejan a los padres de familias monoparentales con falta de recursos económicos, tiempo y energía para que tanto ellos como sus hijos/as puedan organizarse y participar en actividades comunitarias en su entorno más cercano, como el barrio. Por tanto, los efectos del divorcio a nivel individual y familiar se extienden al microsistema debilitando la red de apoyo informal (Tcherni, 2011).

Un estudio de la Universidad de Sevilla, España (2001), encontró que la ruptura matrimonial representa también un re-ajuste económico familiar; suponiendo para las madres separadas o divorciadas responsables de familias monoparentales una alta tasa de empleo que va en aumento desde los primeros momentos de la separación (Morgado, González, Jimenez, & Jiménez, 2001). Esto contribuye a perpetuar el empobrecimiento percibido hallado en investigaciones previas acerca de la mujer tras la separación respecto al nivel de vida que disfrutaba anteriormente (Duncan y Rodgers, 1991; González Raya, 2006; Morgado, González y Jiménez, 2003; Peterson, 1996; Pitrou, 1994; Pollock y Stroup, 1996; Smock, 1993).

Diferentes explotaciones/resultados de la Encuesta de Población Activa (E.P.A.) han indicado que las madres solas tienen una tasa de actividad claramente superior a la del conjunto de mujeres españolas (Instituto de la Mujer, 1997; Fernández y Tobío, 1999). Así, por ejemplo, en otro estudio de la E.P.A. del 4º trimestre de 1998 se indicaba que la tasa de actividad de las mujeres responsables de hogares monoparentales era de 75,6%, mientras la del conjunto de mujeres estaba en aquel momento en un 37,3% (González, 2000).

Todo esto supone una situación muy estresante para estas madres (Lorenz et al., 1997), generando un cambio ideológico en muchas de ellas entorno a la necesidad de desarrollar una actividad laboral y poder mantener a sus familias, todo ello concebido como fuente que alimentan su sentimiento de competencia, autonomía y seguridad en sí mismas (Morgado, González, Jimenez, & Jiménez, 2001).

Los psiquiatras y demás profesionales de la red de salud mental en Europa constatan que son las madres separadas o divorciadas las que son hospitalizadas y acuden más a menudo a servicios de salud comparadas con el resto de la población (Bracke, Colamn, Symoens y Van Praag, 2010). Un estudio canadiense encontró que el uso más frecuente que las madres separadas o divorciadas hacen de los servicios de salud mental públicos se debe a su mayor sintomatología (Calmley y Wade, 2002). Una de las posibles explicaciones al mayor uso de los servicios de salud mental por parte de las mujeres puede ser que el divorcio o separación tiene un mayor impacto en la salud mental en las mujeres que en los hombres (Markussen, 1999; Shapiro, 1996).

## 6.DIVORCIO, MONOPARENTALIDAD E HIJOS

El impacto del proceso de divorcio y de la monoparentalidad genera repercusiones a largo plazo en el bienestar de los hijos/as (Weitof, 2000).

Hjern, Haglund y Rosen, 2003), convirtiéndolos en una población de riesgo, cuyo desarrollo y bienestar son objeto de una importante preocupación.

Aunque la integración social y el nivel de salud de la mayoría de los/as hijos/as de padres divorciados es completamente normal, hasta un 25% pueden llegar a presentar problemas. Los principales ejes en los que se ha centrado la investigación en los/as hijos/as son los siguientes: El ajuste de los hijos/as, El ámbito académico intelectual, Las relaciones interpersonales.

Tres son los aspectos del funcionamiento familiar claves en la adaptación de los niños al divorcio de los padres; 1) el conflicto entre los padres, 2) las prácticas de disciplina y 3) la calidad de las relaciones con los hijos (Buehler et al, 1997, Grych, 2005; Morgado 2008).

Si a los factores previos le asociamos la escasez de recursos la situación se vuelve más complicada para los/as hijos/as.

Estudios recientes realizados en EEUU destacan que:

1) Aproximadamente el 16% de los niños menores a 18 años viven en la pobreza y aproximadamente el 40% de estos pertenecen a familias monoparentales a cargo de la madre (U.S. Census Bureau, 2002; Forgatch y DeGarmo, 2007; Kickham & Ford, 2009). Para estos autores esto implica: 1) Mayor exposición a violencia, 2) Mayor probabilidad de gasto en instituciones, 3) Métodos de crianza más punitivos, 4) Apoyo social más bajo, 5) Menos apoyo social, 6) Menos estimulación cognitiva, 7) Menos probabilidad de tener un ambiente educativo positivo.

2) La tasa de pobreza infantil entre familias monoparentales es de media el 34% frente al 8% entre biparentales.

3) Globalmente, los demógrafos consideran que aproximadamente sólo la mitad de los

niños crecerán continuamente con padres casados (Amato & Maynard, 2007).

4) Los ingresos en familias monoparentales disminuyen por término medio en un 40% y estos niños tienen aproximadamente un 46% de probabilidad de ser “pobres”.

5) Hay fuertes asociaciones entre pobreza y ajuste psicológico de hijos y padres. En estudios longitudinales se han encontrado fuertes asociaciones entre pobreza y los problemas de adaptación tanto de niños/as como de sus progenitores. En los/as hijos/as destacan una mayor prevalencia de problemas emocionales y comportamentales y déficits en funcionamiento cognitivo, desempeño académico y salud física. En los padres, la pobreza está relacionada con bajo nivel educativo, paro o precariedad laboral, estrés, problemas de salud mental y prácticas educativas ineficaces, condiciones especialmente comunes en las familias monoparentales encabezadas por madres (Forgatch y DeGarmo, 2006).

6) Las parejas casadas con hijos disfrutan de una mejor calidad de vida y mayor seguridad económica que las familias monoparentales

Perspectivas de análisis ante la relación entre el Divorcio y la pobreza en las familias monoparentales.

Existen dos perspectivas que analizan los efectos económicos en las familias que sufren cambios en su estructura. La primera de ellas enfatiza la idea de que el cambio de circunstancias familiares afecta a los niveles de pobreza infantiles. La otra perspectiva remarca los cambios en la estructura familiar de igual manera que los factores económicos previos (Morgan and Kickham 2001).

Una lectura simplista, pero frecuente durante la última década, ha relacionado la estructura familiar con el bienestar de los hijos (Amato & Maynard, 2007; Kickham & Ford, 2009), aportando evidencias a favor de la asociación entre las tasas de divorcio y las de pobreza

infantil (cfr. Kickham & Ford, 2009). A esta conclusión han llegado diferentes autores, como Ellwood (1988) quien destacaba que la gran mayoría de los niños de familias monoparentales se encuentran en condiciones de pobreza; Duncan and Rodgers (1988) quienes de forma similar consideraban que el estado civil de la madre era el determinante más importante de la pobreza infantil; o, Haveman y Wolfe (1995), Lerman, (1996) o Scarbrough, (1993) que destacaban que todos aquellos tipos de familias no sostenidas por dos progenitores incrementaban las tasas de pobreza infantil y otras muchas consecuencias negativas similares (dependencia de servicios sociales, fracaso académico, etc.).

A pesar de que los/as hijos/as de las familias monoparentales lideradas por madres constituyen una parte importante de la población que vive en condiciones de pobreza, la solución no es animar a estas madres a volver a casarse, puesto que a pesar de que el nuevo matrimonio proporcionaría un alivio financiero, es difícil que se mantenga a largo plazo (Smock, 1983). Para obtener beneficios a largo plazo se deben implementar programas que fomenten las habilidades personales y educativas de las madres. De esta manera se ha demostrado que estas familias pueden tener beneficios a nivel educativo, de bienestar de sus hijos/as y de crecimiento económico (Forgatch & DeGarmo, 2006).

Independientemente de los planteamientos anteriores, es necesario reconocer que los hijos de familias monoparentales son una población de riesgo que debe recibir atención. Las preocupaciones están centradas en las madres divorciadas no trabajadoras, con hijos a su cargo educados por debajo de los umbrales de pobreza, y en la transmisión intergeneracional de la pobreza y la dependencia (Brown & Lichter, 2004). Como hemos señalado, son dos los ámbitos de actuación desarrollados: 1) Fortalecimiento de la relación matrimonial, 2) Favorecer el proceso de adaptación al divorcio

Fortalecimiento de la relación matrimonial.

Como destacan Amato & Maynard, (2007), y recogiendo algunos de los puntos señalados hasta el momento, los niños que crecen en familias con ambos padres presentan un menor índice de pobreza. Esto es debido a que:

- Las parejas comparten gastos, alquileres, bienes.
- Las parejas permiten que ambos trabajen (59% de niños menores de 6, y 76% de niños entre 6-17).
- Más flexibilidad para dividir el tiempo entre familia y trabajo.
- Los miembros de las parejas disfrutan de mejor salud física y psicológica, debido al apoyo social (menor consumo de alcohol y drogas, mayor productividad...).
- Mayor ayuda de su familia extensa (regalos de boda, cuidado de niños...).

Desde los años 70, el número de niños que crecen en familias monoparentales se ha duplicado, afectando especialmente a las familias desfavorecidas. Los autores citados (Amato & Maynard, 2007) consideran que invertir esta tendencia reduciría la pobreza a corto plazo entre un 20 y un 29% y mejoraría el crecimiento y desarrollo de los hijos a largo plazo, reduciendo su probabilidad de pobreza futura. Se espera que de esta forma la tasa de pobreza infantil disminuya.

La iniciativa de enriquecimiento matrimonial se ha considerado desde el comienzo de esta década (Kickham & Ford, 2009) como una prioridad. Se pretendía reconectar al matrimonio con un sentido de permanencia y obligación, basándose en los estudios que asocian divorcio con consecuencias negativas (Amato y Cheadle, 2005)

Esta idea se encuentra apoyada con la aparición de los catastrofistas análisis de los estudios longitudinales desarrollados por

Wallerstein y Lewis (2004). Estos análisis han llegado a afirmar que el amor no es el objeto del matrimonio, sino que el matrimonio es la forma en que nuestra sociedad proporciona seguridad a sus hijos y han terminado culpando a los padres de situar sus intereses por encima de las de los hijos.

El impacto de la pobreza infantil junto con el impacto negativo del divorcio es visto como una “enfermedad social devastadora” (Kickham & Ford, 2009) y a nivel social, en EEUU, esta línea de pensamiento se ha reflejado en una involución y una pérdida de libertades teniendo como resultado el impulso de iniciativas dirigidas a dificultar el proceso de obtención del divorcio y promocionando el matrimonio, a través de reconectarlo con un sentido de obligación. Se plantea que de esta forma disminuirán las tasas de pobreza.

De hecho, ya en 1996 nuevas leyes limitaron las ayudas a familias con hijos dependientes y destinaron los recursos a estos programas descritos. El objetivo era mantener las familias de dos padres, mejorar la calidad de las relaciones y disminuir el divorcio enseñando a las parejas comunicación, resolución de conflictos y apoyo social dentro del matrimonio. Lo cual, indirectamente, fortalece las relaciones matrimoniales y mejora la calidad de la crianza.

En la revisión realizada de estos programas (Amato & Maynard, 2007) se destaca la efectividad de los mismos. A pesar de que son escasos los estudios longitudinales, podemos señalar los siguientes resultados (en programas puntuales):

1. A los tres años de la intervención, sólo el 9% de parejas habían roto en comparación con el 22% de las parejas de los grupos control.
2. Existe un 18% menos de probabilidad de divorcio a los 18 años, lo que implica que 65.000 niños menos que crecerían en familias monoparentales (actualmente existen unos 24 millones de niños en familias monoparentales).

3. Mayor satisfacción y menor conflicto, y tanto en parejas con bajos como con altos ingresos.

4. Resulta positivo tanto para parejas antes del matrimonio, como para parejas casadas y cohabitantes.

5. Mejora la calidad matrimonial y por tanto los beneficios para los hijos.

El objetivo actual es expandir la educación y enriquecimiento matrimonial al doble de parejas, es decir, del 40% al 80% de parejas, lo que requiere, por un lado, la participación de múltiples profesionales: terapeutas de familia, trabajadores sociales, voluntarios...., y no sólo vinculado a la formación realizada desde la iglesia; y, por otro, adaptar los programas a diferentes tipos de familias (en función de su procedencia étnica, la edad de los hijos, la presencia de adopciones...).

Otra cuestión es cómo conseguir motivar a las parejas. Algunos estados como Florida y Oklahoma premian la realización de los cursos prematrimoniales con la obtención de un diploma y un descuento muy importante del coste de la obtención de licencia para casarse.

Ante este tipo de programas, otros autores son muy críticos. Kickham & Ford (2009) recogen algunas de estas críticas así como las contestaciones asociadas de los promotores de los citados programas de fortalecimiento matrimonial:

## 7. CRÍTICA

### RESPUESTA

1. El gobierno no debería intervenir en cuestiones privadas como la crianza de los hijos o el matrimonio.

- a. Las consecuencias del divorcio tienen inmensos costes a la administración, en términos de costes judiciales, disminución de la productividad por salud, disminución del éxito

académico, dificultades de los hijos..., pérdidas de días laborales, escolares...).

b. Además, serían voluntarios.

No se benefician los dos cónyuges, pues no siempre acuden ambos (sobre todo en familias de bajos ingresos)

- Sería beneficioso para la persona que acude y luego modelaría a los demás.
- También: incentivos a las familias de bajos ingresos...
- Las madres se casarán constituyendo en la mayoría de los casos “Familiastras/ Familias reconstituidas/ Stepfamilies” que generarán tensión (dificultades de adaptación de los hijos, a nivel psicológico y conductual)
- Es necesario diseñar programas específicos para estas familias, cualitativamente diferentes.
- Podría llevar a mujeres a estar encerradas en relaciones abusivas.
- La mayoría de las situaciones de agresión son resultado de pérdida de control de la discusión no de abuso de un cónyuge. Por tanto, podrían beneficiarse de los programas.
- Ante el riesgo real de violencia sería necesario salvaguardar las medidas necesarias y proteger a madres e hijos
- Los costes de los programas estarían mejor gastados en las familias monoparentales y sus hijos.

En resumen, no se conoce la efectividad real de los programas, aunque todas las iniciativas destinadas a enriquecer la vida de pareja y a disminuir el conflicto matrimonial parecen interesantes y relevantes.

No obstante, este tipo de medidas no es suficiente. No todas las parejas se beneficiarán de estos programas, ni todos desearán continuar en relaciones abusivas o patológicas. Algo que parece ir sobrentendido en los programas anteriores (Ellis, 2000).

En resumen, algunas de las consecuencias de esta asociación entre divorcio y pobreza han sido las siguientes (Ellis, 2000):

1. Existe una crítica a la reforma del divorcio sin culpa (1997). Muchos estados de EE.UU. se encuentran en el proceso de reintroducir de nuevo la culpa.

2. También se ha propuesto:

- Hacer más caro el divorcio, a no ser que la pareja pase por consejo prematrimonial.
- Acuerdo de un largo noviazgo y abstinencia sexual hasta el matrimonio.
- Participar en programas postmatrimoniales. Compromiso para asistir a los encuentros de fin de semana que vayan surgiendo periódicamente después de casarse
- Programas de reeducación para padres sobre el impacto en los hijos. Se plantea que las parejas con hijos pasen por un curso educativo y que presenten un plan de manejo de las áreas conflictivas: disciplina, visitas, educación y necesidades emocionales de los hijos.
- Esperar de medio año a un año, si han decidido divorciarse, y recibir consejo secular y religioso.
- Esperar un año cuando uno de los dos cónyuges pone alguna pega, o cuando existen niños pequeños.
- Si uno de los dos no desea el divorcio, el otro debe probar el desajuste, y el

matrimonio sólo se podrá disolver en situaciones extremas (abuso, abandono, adulterio, adicciones,...).

- Mediación obligatoria.

Sin embargo, como se ha señalado, la solución no es animar a las madres a mantenerse casadas sin considerar las importantes consecuencias que tendría para el ajuste de sus hijos, algo firmemente estudiado (Buehler et al, 1997, Grych, 2005), independientemente de la estructura familiar. Debemos apoyar con otro tipo de programas las decisiones individuales y no trivializar ni dificultar o impedir el divorcio.

Existen otras estrategias de intervención efectivas que incluyen proporcionar ayuda económica, enriquecer las experiencias educativas de los hijos, educación parental en el domicilio, educación grupal de padres... Sólo si se comprenden las razones que generan esta situación de pobreza se podrá actuar y, si realmente buscamos beneficios a largo plazo, las iniciativas deben contemplar el favorecer el desarrollo de habilidades parentales y personales.

Algunos autores han intentado comprobar diversos modelos teóricos que explican el impacto negativo de la pobreza en la adaptación de los/as hijos/as a través de problemas en las prácticas educativas. Forgatch y DeGarmo (2002) proponen un modelo específico, el Modelo de Aprendizaje de la Interacción Social (Social Interaction Learning, SIL), para familias monoparentales, el cual considera que los efectos adversos en los hijos están mediados por la interrupción de las prácticas de parenting. Según este modelo existen dos sistemas maternos relacionados entre sí que influyen en la adaptación de los/as hijos/as: la “madre progenitora” y la “madre persona”. El sistema de “madre progenitora” incluye las prácticas educativas tanto efectivas como coercitivas. Mientras que el sistema de “madre persona” describe variables familiares ambientales como los recursos limitados, el

estrés generado por estas circunstancias, el apoyo social variable o el estado de ánimo de la madre. Este modelo propone que cada una de estas variables ambientales pertenecientes a la “madre persona” afectan negativamente a las prácticas educativas e impactan en los problemas de adaptación de los/as hijos/as, lo que a su vez complica aún más la tarea educativa de la madre (DeGarmo, Patterson, y Forgatch, 2004).

Los estudios longitudinales de Amato y Maynard, (2007) en torno al programa Oregon Divorce Study (ODS) son un buen ejemplo de ello y demuestran el impacto de estos programas en la disminución de tasas de pobreza. Este programa será descrito a continuación.

Desde el programa ODS, el divorcio supone interrupciones a tres niveles: a nivel ambiental, a nivel familiar y a nivel del ajuste psicológico de hijos y padres.

La alteración del ambiente afecta al ajuste de los hijos a través de su impacto en las prácticas de disciplina: recursos disminuidos (bajos ingresos, desempleo o escaso trabajo, nivel socioeconómico bajo), estrés incrementado (dificultades económicas, preocupación por llegar a fin de mes, eventos familiares y vitales), alteración del apoyo social y problemas emocionales (depresión, irritabilidad). Estos autores incorporan la diferenciación entre madre como persona y madre como progenitora. Los dos dominios se relacionan entre sí bidireccionalmente y afectan al hijo, el cual, a su vez, bidireccionalmente afecta a los anteriores.

Estos autores han desarrollado el programa Parenting through Change combinado con habilidades de entrenamiento para mejora personal. Los estudios longitudinales que han planteado se han dirigido a madres e hijos de 4 años, a quienes se les aplicó un programa de 6 meses de duración y, posteriormente, se tomaron datos a los 12,18, y 30 meses. A los 30 meses, las diferencias entre el grupo control



y experimental permitieron observar un efecto positivo en la madre como persona (reducción de depresión y estrés financiero), y una reducción en los comportamientos internalizantes y externalizantes.

Como se puede observar en las figuras siguientes, al comienzo más de la mitad de las participantes estaban por debajo de umbrales de pobreza. A los 30 meses se encontró una reducción del 38% en la condición experimental y un 42% en el grupo control. Esto supuso una caída del 14% vs el 9% (un 20% de cambio). El declive es más acentuado en cuanto al estrés financiero (figura 2).

En general, en primer lugar, el programa beneficia el ajuste de los hijos y de las madres: mejora de las prácticas de disciplina, reducción en depresión maternal y resultados positivos en el ajuste de los hijos y, en segundo lugar, genera mejoras económicas: en el grupo experimental aumentó en mayor proporción las tasas de ingresos y disminuyó el estrés económico. Ninguno de los grupos se recuperó completamente a nivel económico.

Lo más relevante es que este tipo de programas pueden transformar las trayectorias negativas de los hijos en caminos positivos.

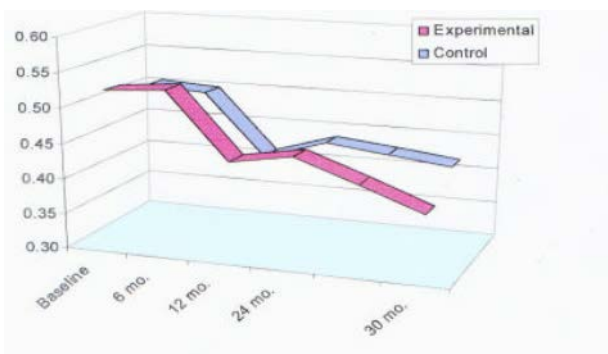


Figure 1. Changes in poverty threshold levels for two groups

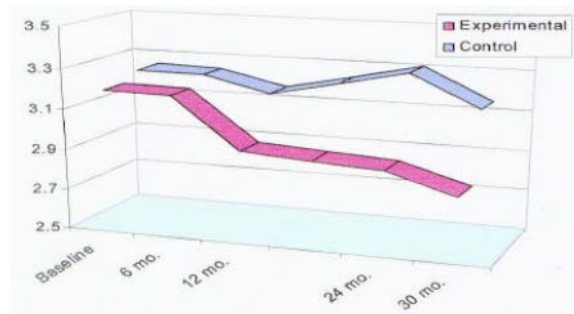


Figure 2. Changes in financial stress for two groups

Este tipo de estrategias de intervención, en apenas un periodo de 10 años, se ha extendido a más de la mitad de los 3000 condados existentes (Arbuthnot y Gordon, 1996; Criddle, Allgood y Piercy, 2003, Pedro-Carroll, 2005) y tienen una consideración positiva en prácticamente todo el conjunto de EEUU (Hunt y Roberts, 2005). Se caracterizan por tener un enfoque psicoeducativo y terapéutico. Es decir, se dirigen a fortalecer las relaciones entre padres e hijos y a tratar de reducir los conflictos entre los padres, al mismo tiempo que proporcionan a los participantes experiencias de personas con problemáticas similares, un efecto de normalización y un marco de apoyo para el cambio y la evolución (Grych, 2005).

El número de estudios de eficacia es muy escaso. La mayoría de los estudios son análisis descriptivos de contenidos o de satisfacción de los asistentes. Éste último tipo de estudios muestran la elevada satisfacción de los participantes, así como su recomendación y demanda de nuevos programas, a pesar de que su motivación inicial fuera baja. Los resultados también parecen demostrar que los programas disminuyen el conflicto al que los hijos están expuestos y la frecuencia en que los padres tienen que volver a los juzgados para arreglar sus problemas, disminuyen los problemas de externalización de los hijos (consumo de drogas, relaciones sexuales) y proporcionan aprendizaje de habilidades de relación con el ex cónyuge y con los hijos.

Entre todos los programas existentes destacan 11 como los más empleados en EEUU (Iriarte, Martínez-Pampliega, Sanz y Cosgaya, 2009), y de todos ellos, podemos resaltar por su resonancia actual y por los estudios de eficacia desarrollados los siguientes: Children First (Kramer y Washo, 1993; Kramer y Kowal, 1998; Kramer et al., 1998); Children In the Middle (Arbuthnot y Gordon, 1996; Arbuthnot, Kramer y Gordon, 1997; Kramer et al., 1998); New Beginnings Parenting Program (Wolchik, Westover, Sandler y Martin, 1993); Assisting Children through Transition (A.C.T.) (Pedro-Carroll et al., 2001).

En cualquier caso, son pocos los estudios que han relacionado el desarrollo del programa con la disminución de la pobreza.

En España son aún más escasos los programas de intervención (Egokitzen: Martínez Pampliega, et. al, 2012; Ruptura de pareja no de Familia: Fariña et al. 2001, 2002...), y ausentes, a tenor de los artículos publicados en revistas de impacto, los estudios de eficacia.

## 8. CONCLUSIÓN

El empobrecimiento ligado a procesos postdivorcio es muy persistente, o al menos más que otras formas de pobreza.

Además de la disminución de poder adquisitivo, existen dificultades de ajuste por el aumento del estrés, la disminución del apoyo social, o los problemas emocionales, los cuales a su vez afectarán a las prácticas de disciplina y a los problemas de ajuste en los hijos. Esta situación hace muy difícil a los padres en familias monoparentales, salir del círculo de pobreza.

Las estrategias de intervención efectivas incluyen proporcionar ayuda económica y desarrollar programas educativos con dos objetivos principales: 1) Fortalecer las relaciones matrimoniales, o bien 2) Favorecer el desarrollo de habilidades parentales y personales que permitan salir de la crisis.

Se desconoce la efectividad a gran escala de estos programas, sobre todo con parejas de bajos ingresos. Pero aún en el caso de que funcionaran y la mitad de las madres y lo hijos salieran de los umbrales de pobreza, quedaría la otra mitad, es decir, más de la mitad de niños sumidos en la pobreza debido a otros motivos diferentes a la organización familiar.

La pobreza tiene múltiples causas y no se puede abordar desde un único enfoque.

## REFERENCIAS

Amato, P. R. (2000). The consequences of divorce for adults and children. *Journal of Marriage and the Family*, 62 (4), 1269-1287.

Amato, P. R., & Maynard, R. A. (2007). Decreasing nonmarital births and strengthening marriage to reduce poverty. *Future of Children*, 17(2), 117-141.

Amato, PR, y Cheadle, J. (2003). El legado de divorcio: Seguimiento de las consecuencias de la disolución matrimonial a través de tres generaciones. Presentación en la Asociación Europea de Psicología del Desarrollo, de Milán, Italia, agosto.

Arbuthnot, J. y Gordon, D.A. (1996). Does mandatory divorce education for parents work? A six-month outcome evaluation. *Family and Conciliation Courts Review*, 34 (1), 60-81.

Arbuthnot, J., Kramer, K. M. & Gordon, D. A (1997). Patterns of relitigation following divorce education. *Family and Conciliation Courts Review*, 3, 269-279.

Arditti, J.A.; Keith, T.Z., 1993. Visitation frequency, child-support payment and the father-child relationship postdivorce. *Journal of marriage and the family*, 55, 699-712. ISSN 0022-2445

- Borrajo, S. (1990) La ruptura matrimonial en España, Eudema, Madrid.
- Bracke, P. F., Colman, E., Symoens, S. A. y Van Praag, L. (2010). Divorce, divorce rates, and professional care seeking for mental health problems in Europe: a cross-sectional population-based study. *BMC Public Health*, 10, 224-235.
- Brooks-Gunn, J., McCormick, M. C., Shapiro, S., Benasich, A. A. & Black, G. W. (1994). The effects of early education intervention on maternal employment, public assistance, and health insurance: The Infant Health and Development Program. *American Journal of Public Health*, 84(6), 924-931.
- Brown, J. B., & Lichter, D. T. (2004). Poverty, welfare, and the livelihood strategies of nonmetropolitan single mothers. *Rural Sociology*, 69(2), 282-301.
- Buehler, C. Anthony, C., Krishnakumar, A., Stone, G., Gerard, J. y Pemberton, S. (1997). Interparental conflict and youth problem behaviors: A meta-analysis. *Journal of Child and Family Studies*, 6, 233-247.
- Camley J, & Wade TJ (2002) Single parent mothers and mental health care service use. *Social psychiatry and psychiatric epidemiology*, 37, 236-242.
- Christensen, D.H. y Rettig, K.D. (1991). Standards of adequacy for child support awards, *JDR*, 16: 19-45.
- Criddle, M.N., Allgood, S.M. y Piercy, K.W. (2003). The Relationship Between Mandatory Divorce Education and Level of Post-Divorce Parental Conflict. *Journal of Divorce & Remarriage*, 39 (3/4), 99-111.
- Davies, P.T. y Cumming, E.M. (1994). Marital conflict and child adjustment: an emotional security hipótesis. *Psychological Bulletin*, 116, 387-411.
- DeGarmo, D. S., Patterson, G. R. y Forgatch, M. S. (2004) How do outcomes in a specified parent training intervention maintain or wane over time? *Prevention Science*, 5, 73-89.
- Domenech, A. (1994). *Mujer y divorcio: De la crisis a la independencia*. Promolibro, Valencia.
- Duncan, G. J. & Hoffman, S. D. (1985). A reconsideration of the economic consequences of marital dissolution. *Demography*, 22(4), 485-499.
- Duncan, G. J. & Rodgers, W. L. (1988) Longitudinal Aspects of Childhood Poverty. *Journal of Marriage and the Family*, 50(4), 1007-1021.
- Ellis, E.M. (2000). *Divorce wars: interventions with families in conflict*. Washington: American Psychological Associations
- Elwood, D. T. (1988) *Poor Support: Poverty in the American Family*. New York: Basic Books.
- Fariña, F., Arce, R., Seijo, D., Real, S. & Novo, M. (2001). *Guía Informativa. Ruptura de pareja, no de familia*. Santiago de Compostela: Consellería de Xustiza, Interior e Relacions
- Fariña, F., Novo, M., Arce, R. & Seijo, D. (2002). Programa de intervención “Ruptura de pareja, no de familia” con familias inmersas en un proceso de separación. *Psicopatología Clínica, Legal y Forense*, 2(3), 67-85.
- Fauber, R. Forehand, R. Thomas, A. M. y Wierson, M. (1990). A mediational model of the impact of marital conflict on adolescent adjustment in intact and divorced families: The role of disrupted parenting. *Child Development*, 61, 1112-1123.
- Fernández, J.A. y Tobío, C. (1999). *Las familias monoparentales en España*. Madrid: Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales.

- Folk, K.F. Graham, J.W. y Beller, A.H. (1992) Child support and remarriage, *JFI*, 13: 142-157.
- Forgatch, M. S. y DeGarmo, D. (2006) Accelerating Recovery from Poverty: Prevention Effects for Recently Separated Mothers. *Journal of Early and Intensive Behavior Intervention*, 4(4), 681-702.
- Forgatch, M. S. y DeGarmo, D. S. (2002). Extending and testing the social interaction learning model with divorce samples. En Reid, Patterson & Snyder (Eds.), *Antisocial behavior in children and adolescents: A developmental analysis and model for intervention*, 235-256. Washington DC: American Psychological Association.
- Forgatch, M. S., y DeGarmo, D. S. (2007). Accelerating recovery from poverty: Prevention effects for recently separated mothers. *Journal of Early and Intensive Behavior Intervention*, 4(4), 681-702.
- González, M.-M. (2000). *Monoparentalidad y exclusión social en España*. Sevilla: Area de Economía y Empleo del Ayuntamiento de Sevilla.
- González Raya, S. (2006). Fenómenos de pobreza en los hogares españoles y su relación con las características del hogar. *Fundación Acción Familiar*.
- Grych, J.H. & Finchman, F.D. (1992). Interventions for Children of Divorce: Toward Greater Integration of Research and Action. *Psychological Bulletin*, 111, (3), 434-454
- Grych, J.H. (2005). Programs for promoting parenting of residential parents: Moving from efficacy to effectiveness. *Family Court Review*, 43 (1), 65-80.
- Haveman, R. & Wolfe, B. (1995) The Determinants of Children's Attainments: A Review of Methods and Findings. *Journal of Economic Literature*, 33(4), 1829-1878.
- Holden, K.C. y Smock, P.J. (1991). The economic costs of marital dissolution: Why do women bear a disproportionate cost? *ARS*, 17: 51-78.
- Hunt, J. y Roberts, C. (2005). Intervening in litigated contact. Ideas from other jurisdictions. *Family Policy Briefing*, 4, 1-19. University of Oxford: Department of Policy and Social Work.
- Huston, A. C., Duncan, G. J., Granger, R., Bos, J., McLoyd, V., Mistry, R., et al. (2001). Work-based anti-poverty programs for parents can enhance the school performance and social behavior of children. *Child Development*, 72(1), 316-336.
- Iriarte, L. Martínez- Pampliega, A., Sanz, M. Y Cosgaya, L. (2009). Programas psicoeducativos para madres y padres en proceso de separación/divorcio. En A. Martínez-Pampliega (Ed.). *Divorcio y Monoparentalidad. Retos de nuestra sociedad ante el divorcio*, 67-87. ISBN: 978-84-613-5031-5.
- Instituto de la Mujer (1997). *Las mujeres en cifras*. Madrid: Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales.
- Instituto Nacional de Estadística (2011). *Estadísticas Condiciones de Vida*. Dirección en internet: <http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=/t25/p453/a2011/&file=pcaxisKickham>, K. & Ford, D. (2009) Are State Marriage Initiatives Having an Effect? An Initial Exploration of the Impact on Divorce and Childhood Poverty Rates. *Public Administration Review*, 846-855.
- Instituto Nacional de Estadística (2013). *Estadística de nulidades, separaciones y divorcios [Base de datos]*. <http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxisy path =/t18/p420/p01/a2009/yfile=pcaxis>.
- Kickham, K., & Ford, D. A. (2009). Are state marriage initiatives having an effect ?an initial

- exploration of the impact on divorce and childhood poverty rates. *Public Administration Review*, 69(5), 846-854. doi:10.1111/j.1540-6210.2009.02034.
- Kitson, G.C. y Holmes, W.M. (1992). *Portrait of divorce. Adjustment to marital breakdown*, The Guilford Press, N.Y.
- Kramer, K.M. et al (1998). Effects of skill-based versus information-based divorce education programs on domestic violence and parental communication. *Family and Conciliation Courts Review*, 36, 9-31.
- Kramer, L. & Washo C.A. (1993). Evaluation of a court-mandated prevention program for divorcing parents: The children first program. *Family Relations*, 12, 179-186.
- Kramer, L. & Kowal, A. (1998). Long-term follow-up of a court-based intervention for divorcing parents. *Family and Conciliation Courts Review*, 36, 452-465.
- Lerman, R. I. (1996) *The Impact of Changing U.S. Family Structure on Child Poverty and Income Inequality*. *Economica*, 63, 119-139.
- López Pintor, R. y J. J. Toharia (1989). *Separación y divorcio en España: Un informe sociológico*. Madrid: Ministerio de Trabajo y Seguridad Social.
- Lorenz, F. O., Simons, R. L., Conger, R. D., Elder, G. H. J., Johnson, C. & Chao, W. (1997). Married and recently divorced mothers' stressful events and distress: Tracing change across time. *Journal of Marriage and Family*, 59, 219-232.
- Magura, M. y Shapiro, E. (1988). Alcoholism and divorce: Wich cause wich? *Journal of divorce*, 12: 127-136.
- Simon, R. & Marcussen, K. (1999) *Marital transitions, marital beliefs, and mental health*. *Journal of health & social behavior*, 40, 111-125.
- Morgado, B.M. (2008). *Experiencia de divorcio parental y ajuste psicológico infantil*. Tesis Doctoral. Universidad de Sevilla.
- Morgado, B., González, M.-M. y Jiménez, I. (2003). *Familias monoparentales: problemas, necesidades y recursos*. *Portularia*, 3, 137-160.
- Morgan, D. R. & Kickham. K. (2001) *Children in Poverty: Do State Policies Matter?* *Social Science Quarterly*, 82(3), 478-493.
- Pearce, D. (1978). *The feminization of poverty: Women, work and welfare*, *Urban and Social Change Review* (cit. en Weitzman, 1987)
- Pearce, D. (1978). *The feminization of poverty: Women, work and welfare*, *Urban and Social Change Review* (cit. en Weitzman, 1987)
- Pedro-Carroll, J. (2005). *Fostering resilience in the aftermath of divorce: the role of evidence-based programs for children*. *Family Court Review*, 43 (1), 52-64.
- Pedro-Carroll, J., Nanknikian, E. & Montes, G. (2001). *Assisiting children through transition*. *Family Court Review*. 39, 4, 377-392.
- Pérez Testor, C., Castillo, J. A. y Davins, M. (2006). *El divorcio*. En C. Pérez Testor (Comp.). *Parejas en conflicto*. Barcelona: Paidós.
- Peterson, R.R. (1996). *A re-evaluation of the economic consequences of divorce*, *ASR*, 61: 528-536.
- Pitrou, A. (1994). *Les politiques familiales: Approches sociologiques*, Syros, Paris.
- Pollock, G.E. y Stroup, A.L. (1996). *Economic consequences of marital dissolution for blacks*, *JDR*, 26: 49-67.
- Popenoe, D. (2001). *Marriage decline in America. Testimony before the Subcommittee on HumanResourcesCommittee on Ways and*

- Means, U.S. House of Representatives. Washington, DC.
- Rohlf, I. et alii (1996). *La salud de las mujeres y el tiempo cotidiano*, multicopiado. Barcelona.
- Ruiz Becerril, D. (1999). *Después del divorcio. Los efectos de la ruptura matrimonial en España*. Centro de Investigaciones Sociológicas. Madrid.
- Shapiro, A. (1996) Explaining psychological distress in a sample of remarried and divorced persons- The influence of economic distress. *Journal of Family Issues*, 17:186-203.
- Scarborough, W. H. (1993) *Who Are the Poor? En Child Poverty and Public Policy*, editado por Judith A. Chafel, 55–90. Washington, DC: Urban Institute.
- Seltzer, J.A. Shaeffer, N.C. y Charng, H. (1989) Family ties after divorce: The relationship between visiting and paying child support, *JMF*, 51: 1013-1032.
- Sorensen, A. (1994). Women's economic risk and the economic position of single mothers, *ESR*, 10: 173-187.
- Tcherni, M. (2011) Structural Determinants of Homicide: The Big Three. *Journal of Quantitative Criminology*, 27, 475-496. doi: 10.1007/s10940-011-9134-x
- Trail, T. E. & Karney, B. R. (2012) What's (Not) Wrong With Low-Income Marriages. *Journal of Marriage and Family*, 74, 413–427. doi:10.1111/j.1741-3737.2012.00977.x
- U.S. Census Bureau. (2002). *Poverty in the United States: 2001* (No. P60-219). Washington D.C.: U. S. Government Printing Office.
- Wallerstein J.S. y Lewis, J.A. (2004). The unexpected legacy of divorce. Report of a 25-year study. *Psychoanalytic Psychology*, (en línea).21, 353-370. (Consulta:13 marzo 2012).
- Disponibile en: DOI: 10.1037/0736-9735.21.3.353.
- Wang, J.L. (2004) The difference between single and married mothers in the 12-month prevalence of major depressive syndrome, associated factors and mental health service utilization. *Social psychiatry and psychiatric epidemiology*, 39:26-32.
- Weitoft, G.R., Hjern, A., Haglund B., y Rosen, M. (2003). Mortality, Severe Morbidity, and Injury in Children Living with Single Parents in Sweden: A Population-based Study. *The Lancet*, 361:289-295.
- Weitzman, L.J. (1987). *The divorce revolution: The unexpected social and economic consequences for women and children in America*, Free Press, New York.
- Wolchik, S.A., West, S.G., Westover, S., Sandler, I.N., Martin, A., Lusting, J., Tein, J-Y. & Fisher, J., et al. (1993). The children of divorce parenting intervention: Outcome evaluation of an empirically-based program. *American Journal of Community Psychology*, 21, 293-331.
- Wright, R.E. (1991). *Les familles monoparentales et la pauvreté en France*, *Population*, 46 : 1265-1267.

## **Retorno al hogar: una aproximación actual a la nueva organización de los vínculos familiares**

**Carlota Martín**

Instituto Superior de Ciencias de la Familia. Universidad Pontificia de Salamanca

### **Resumen**

La familia ha recorrido un largo camino a través de la historia que ha hecho que su estructura sufra cambios sustanciales. Actualmente, se han descrito numerosos ciclos por los que atraviesa el núcleo familiar desde su origen con la formación de la pareja, hasta que esta se convierte en abuelos. El presente artículo pretende analizar las diferentes fases a través de las que evoluciona este sistema, describiendo los posibles problemas y desavenencias a las que se tendrá que enfrentar para madurar, crecer y alcanzar un sano equilibrio en el que todos los miembros puedan desplegar sus máximas capacidades como parte del sistema familiar. Se describirán los roles funcionales y disfuncionales que cada una de las personas puede ocupar en la familia y cómo el paso a diferentes estadios evolutivos de la misma obliga a reestructurar los vínculos formados en etapas anteriores.

Finalmente, la descripción de estas etapas familiares darán un marco de referencia adecuado para exponer una nueva fase que esta estructura social está experimentando actualmente y de la cual aún no se ha recogido demasiada información; el regreso de los hijos ya emancipados al hogar de la familia de origen a razón de los numerosos problemas económicos y laborales que la sociedad está experimentando en esta década. Se abordarán las posibles situaciones por las que atraviesan cada uno de los miembros familiares y cómo los roles, una vez más, habrán que reorganizarse para poder restaurar un equilibrio en la convivencia.

Palabras clave: familia, reorganización de roles, ciclos evolutivos familiares, vínculos familiares.

### **Abstract**

Family has come a long way through the history that has made that its structure suffers substantial changes. Currently, numerous cycles that goes through the family since its inception with the formation of the couple, until this becomes grandparents have been described. This article aims intends to analyze the different phases that evolve this system, describing the possible problems and disagreements that they will face to mature, grow and achieve a healthy balance in which all members can deploy their maximum abilities as part of the family system, describing the functional and dysfunctional roles that each one of those can occupy in the family and how the steps to different stages of the same forces to restructure the relationship formed at previous stages.

Finally, the description of these family stages will give a adequate framework to expose a new phase of this social structure is undergoing today and which, not yet has been collected too much information; the return of the children already emancipated to the home of the original family because of the many economic and labour problems that society is experiencing in this decade. The possible situations that each of the family members will pass through and how the roles, once again, will have to reorganize itself to restore a balance in coexistence.

Key words: family, reorganization of roles, family evolutionary cycles, family ties.

## INTRODUCCIÓN

Sobran evidencias para decir que la familia, la base organizacional más pequeña de la mayoría de las culturas, ha cambiado la estructura de sus vínculos a lo largo de los siglos, ajustándose innumerables veces a las exigencias socio-culturales de cada época. Desde el origen de las primeras agrupaciones familiares hasta la actualidad, la familia se las ha arreglado para ajustar sus lazos de la mejor manera posible conforme a la situación histórica imperante en cada momento.

Hace solo unas décadas, la composición familiar empezó a cambiar de acuerdo a la demanda de los avances tecnológicos y sociales creándose así familias monoparentales, familias con hijos de anteriores matrimonios, familias homoparentales, entre otras; pero actualmente, ante la realidad de las crisis que afecta al mundo occidental, aparece un problema al que la familia debe enfrentarse: la crisis económica que está dejando una profunda huella en la sociedad.

Esta crisis no sólo es económica, sino que trae consigo un fenómeno cada vez más numeroso: los desahucios del hogar, esto es, la obligación legal de abandonar el domicilio cuando no se cumple con las condiciones de pago del préstamo hipotecario solicitado al banco. Sus efectos no solo recaen sobre la persona o familia que los sufren sino también sobre su familia de origen que, ante esta nueva realidad, se ve obligada a acoger de nuevo en su hogar a sus hijos, los cónyuges de éstos y a los nietos.

Este artículo pretende mostrar una realidad que asola cada vez con más frecuencia a las sociedades de este siglo, que adormece la independencia familiar labrada durante la industrialización y que, tal vez, aun siendo un triste desenlace del sistema que generó la opulencia del siglo pasado, puede enseñarnos mucho sobre la importancia del mantenimiento

de unos buenos vínculos familiares forjados desde la infancia.

Para ello haremos un breve recorrido a través de la reorganización de los vínculos familiares durante las etapas normativas por las que atraviesa este sistema. Nos adentraremos con más profundidad en la emancipación e importancia de ésta en el retorno al sistema familiar de origen.

## 1-SALIDA DEL NIDO

Mucho antes de este acontecimiento que surge en el seno de la familia, se habrán debido desarrollar innumerables vínculos afectivos de cierta independencia y seguridad entre los progenitores y los hijos, que permitan llegar a esta fase de la manera más adaptativa posible. Sin embargo, pese a la estabilidad de estos, muchas veces el tránsito puede ser elaborado de maneras muy disfuncionales. Cabe mencionar que actualmente en España la edad media de abandono del hogar se establece en torno a los 30 años. Este factor incide directamente en los vínculos y expectativas de los progenitores, siendo en 2010 el 63% de jóvenes menores de 30 años los que aun viven en casa de la familia de origen (INJUVE, 2010).

### Tipos de salida

#### a) Apropiada

Este tipo de independencia de los hijos frente a los padres debe asegurar la estabilidad emocional de relaciones no dependientes pero manteniendo los vínculos elaborados durante los anteriores periodos. El hijo podrá experimentar una gran libertad a la hora de tomar decisiones, de estructurar su rutina de vida y de compartir ésta con una pareja afectiva que colme sus necesidades de amor y comprensión fuera del sistema familiar de origen, pero sin romper definitivamente los vínculos con los progenitores que se situarán en un segundo plano frente a la posible creación de su propio sistema familiar (SFC).

#### b) De huida o búsqueda



En muchas ocasiones la salida del hogar puede convertirse en un verdadero suplicio, bien sea por la imposibilidad de relegar la relación con los padres a un segundo plano, situación en la que los progenitores ejercen un control excesivo sobre el hijo, impidiendo a éste gozar de su plena autonomía, o bien por la debilidad de los lazos de unión entre la familia, lo que produce que el hijo desee abandonar el hogar con la imperante necesidad de búsqueda en el exterior del seno de la familia, sentimientos que no se han logrado crear o por la huida del hijo frente al turbio clima del hogar.

En cualquiera de las dos situaciones anteriores y añadiéndose a esto la ausencia de un rito de paso que normalice este tránsito, los vínculos afectivos quedan dañados y muchas veces pendientes de un hilo, lo que en un futuro provocará problemas en la convivencia del hijo con su pareja afectiva en lo referente a los límites vagamente marcados con la familia de origen y en el caso que aquí abordaremos, en el retorno al hogar, en la inestabilidad de las relaciones que deberán ser retomadas y que acarrearán un problema añadido a la hora de volver a casa.

## 2- FORMACIÓN DE PAREJA

Una vez que el hijo establece una razonable separación de los vínculos paternofiliales, es hora de establecer su propia vida familiar que comienza con el inicio de un noviazgo. En esta etapa de la vida la personalidad, que el sujeto ha ido creando a lo largo de su recorrido histórico, marcará la relación que éste pueda establecer con su cónyuge.

### 2.1- Vínculos de la pareja

Una vez seleccionada la pareja afectiva, comienza un largo camino, lleno de posibilidades y emociones positivas, pero también con nuevos y renovados desafíos. Ríos (2005) hace una analogía sobre la forja de la pareja, refiriéndose a ella como una tarea ardua y delicada, al final de la cual los miembros contarán con un vínculo afectivo de cariño, confianza y comunicación que les

proporcionará una sólida base sobre la que sostener la próxima fase; los hijos. Sin este esfuerzo mutuo de maduración conjunta, la relación conyugal puede sufrir deterioros graves que vaticinarán una posible separación.

Pero aquí no acaba todo, ya que se trata no solo de elaborar y cuidar unos vínculos con la pareja, sino también la, muchas veces, ardua tarea de restablecer otros con ambas familias de origen, dado que la llegada de un miembro más a la familia a menudo provoca nuevos conflictos o se reavivan viejos fuegos de guerra del pasado.

### 2.2- Relación con la familia de origen

En esta etapa de consolidación de los vínculos conyugales, aparece la inevitable tarea de establecer una separación prudencial con la familia de origen de cada miembro de la pareja. Los suegros han de permanecer siempre cercanos a las necesidades del hijo pero proporcionándole un cierto desahogo espacio-temporal para que pueda organizar su vida junto a su pareja. La excesiva proximidad de los padres puede ocasionar deterioros en esta nueva etapa, provocando tensión en la pareja por la sobrecarga emocional que acarrea su intromisión en la nueva vida de los novios. Por el contrario, un déficit de apoyo familiar frente a la nueva pareja, ya sea por la no aceptación del cónyuge o por la debilidad de los vínculos con la familia de origen, puede ocasionar inseguridad a la hora de establecer una profundidad en los vínculos maritales. Conseguir este delicado equilibrio entre proximidad y espacio es clave para poder afrontar con éxito las etapas venideras.

## 3- ¿TENER HIJOS? UNA DECISIÓN QUE CAMBIA LOS ROLES

Una vez establecida una profunda relación de pareja, los miembros de este sistema familiar creado han de tomar la decisión de engendrar o no un descendiente. Tener un hijo supone establecer una familia propia y entrar en una nueva etapa de la vida que conllevará una dedicación casi única al vástago y, de nuevo,

la reestructuración de los vínculos que pasarán de ser únicamente conyugales a tener que compaginarlos con los parentales.

Este tránsito puede traer consigo problemas referentes a la correcta orientación de los papeles a desempeñar. Se ha de crear un lugar emocional para el nuevo miembro que podrá desarrollar un apego seguro con ambos padres, pero a la vez se deben cuidar los vínculos emocionales con la pareja, ya que en este ciclo existe el peligro de perder el rol de pareja en beneficio al de padres.

Sumado a esta traba, tener un hijo facilita que la familia de origen se inmiscuya demasiado en el SFC. Aparecen los problemas cuando se contraponen los modelos educativos de padres y abuelos, que pueden ocasionar tensiones en la pareja y desubicación del apego del hijo, además de una sensación de invasión del espacio familiar enturbiando la relación de los cónyuges y de estos con sus padres. Es éste el ciclo evolutivo en el que el establecimiento de límites y normas para con la familia extensa es de vital importancia y precisará los vínculos en las siguientes etapas.

#### 4- LA PÉRDIDA DEL EMPLEO

Hasta aquí todo ha transcurrido de forma normativa en lo que a las etapas familiares respecta pero en la sociedad actual, cada vez con más frecuencia, está apareciendo una contrariedad añadida a la ya trabajosa tarea de construir vínculos estables y sólidos en los subsistemas a los que se pertenece. El paro arremete con creciente frecuencia contra el mundo familiar, trastocando por completo la organización de los sistemas instaurados.

El desempleo no solo despoja al individuo de sustento sino también de su posición en el entramado del sistema social y laboral, lo que puede provocar un trastorno adaptativo derivado del estrés por la pérdida de empleo. El individuo puede sentirse frustrado, ansioso, deprimido... Este hecho alterará negativamente su autoestima al saber que no puede sostener a su familia y verse en la

situación de tener que pedir ayuda económica a la de origen para poder mantener la propia. (Fernandez, Amigo, Fonseca, 2000).

La situación emocional de la persona desempleada afecta a la pareja y los hijos ya que el individuo puede no verse capaz de saciar la necesidad de afecto del compañero o prole, generalizando la situación de incapacidad laboral a la de incapacidad conyugal e incapacidad paternal. Este estado puede ser revocado con el tiempo, más es un momento clave, donde se pone de manifiesto la importancia del establecimiento de lazos afectivos sólidos en el pasado y que serán de ayuda para poder superar esta fase.

La comunicación emocional con la pareja, la sinceridad con la prole y los vínculos de confianza con la familia de origen, que han permanecido impasibles desde el abandono del nido, son ahora de vital importancia para que la persona en desempleo no sufra cuadros graves de estrés, ansiedad o depresión ante su nueva realidad, pueda afrontar con entereza este escenario y coger fuerzas cimentadas en el sistema familiar creado y extenso para reiniciar la búsqueda de empleo.

#### 5- DE VUELTA A CASA DE LA FAMILIA DE ORIGEN

La pérdida de empleo puede traer consigo consecuencias hace décadas insospechadas. La familia creada puede ahora verse obligada a abandonar su hogar para mudarse al de la familia de origen de uno de los miembros. Dada esta situación, los vínculos antes concretados con la familia extensa han de volverse a reestructurar y reorganizar de acuerdo con las circunstancias reinantes. Si bien, a raíz de tener hijos, los encuentros con los abuelos estaban en una media de dos o tres citas de unas pocas horas cada una por semana, ahora será ésta la frecuencia de la que dispondrá la pareja de intimidad.

Antes de analizar las diversas situaciones con las que una familia de estas características va a enfrentarse, cabe destacar las siguientes

condiciones que están presentes en esta casuística; los abuelos están ya jubilados o a punto de jubilarse y el hijo, el congenero o ambos se encuentran también sin empleo. Esto se traduce en que todos pasan la mayor parte del día en casa, lo que puede provocar una generalizada falta de intimidad. De este modo la ansiedad y el estrés se incrementan. Las tareas han de ser repartidas entre los miembros que ahora componen esta red familiar y muchas veces surgen conflictos a la hora de gestionar el espacio y los objetos de ocio del hogar como la televisión, el ordenador, el periódico... Es ahora cuando surgen alianzas y coaliciones dentro del sistema que pueden perjudicar la relación de la pareja, de los abuelos y los hijos. En los casos estudiados las coaliciones más encontradas se establecen entre los hijos en contra de los padres, los abuelos en contra del yerno o nuera y de uno de los abuelos y el hijo en contra del cónyuge de éste.

Pero hay otro problema a considerar. Se han observado casos en los que la familia de origen se manifiesta en contra del miembro desempleado a favor de su descendiente, lo que causa graves daños en la relación de pareja o una ruptura de los vínculos del vástago con los ascendientes, sin obviar el deterioro psicológico que puede acarrear para la persona desempleada que a menudo ya carga sobre sus espaldas con el hecho de verse como un fracaso.

Por ello debemos estar alerta para identificar lo antes posible cualquier signo que manifieste la familia respecto a cualquiera de estos problemas y desestructurar la coalición, pudiéndose lograr esto con un ejercicio de cambio de rol que atenuaría el estrés acumulado.

Pero sumado al problema anterior, si la pareja tiene hijos, podemos encontrarnos con más situaciones en las que la familia se carga de tensión. Frente a todas las realidades posibles, nos centraremos, tratando de acotar, en tres de las posibles:

-Hijos en edad escolar, entre los 3 y los 12 años. Tiene sus ventajas e inconvenientes en contraposición a las otras. Dicha edad se enmarca en un periodo evolutivo importante para los niños. La ventaja es que los niños han emprendido ya su viaje exploratorio hacia otras formas de relación social en las que empiezan a establecer vínculos con los pares y las figuras de autoridad dando sus primeros pasos en el sistema social. Esto puede favorecer el clima en el hogar ya que pasan en torno a 6 u 8 horas en la escuela a las que luego se le añadirán otras dos más en actividades extraescolares. Durante esas horas, la familia dispone de más espacio e intimidad en casa, aunque también nos encontramos con un gran inconveniente pues en el momento en que los nietos vuelven a casa, ocurre que, con frecuencia, se topan dos modelos educativos de generaciones diferentes lo que ocasiona conflictos entre estas dos generaciones, (Rios Goltalez, 2008). A la hora de la educación de los niños estos pueden utilizar a su conveniencia las discrepancias y ocasionarles una sensación de inestabilidad e incoherencia ante las normas, lo que a la larga puede provocar cierta inseguridad en la personalidad emergente.

- Hijos adolescentes. Sin duda todo un haz de conflictos frente a las figuras de poder en el que ya no son solo los padres, sino que la figura de los abuelos se interponen también entre ellos y la conquista de su independencia. Esta etapa no solo posee aspectos negativos, de conflictos, adaptaciones truculentas al cambio y desobediencia; también tiene un lado positivo y es que a la vez que ellos luchan por marcar los límites, pasan más tiempo fuera de casa fomentando la creación de vínculos propios fuera del entorno familiar o de la escuela, lo que como anteriormente vimos, facilita el reparto del espacio de la vivienda. Aquí también se dejan entrever posibles alianzas y coaliciones; las más frecuentes se dan entre abuelos y nietos en contra de los padres, lo que desestabiliza la relación de mayor cercanía que estos deben tener con sus progenitores.

- Hijos en edad preescolar. Como las anteriores, este contexto tiene ventajas e inconvenientes. Las desventajas más obvias son que los nietos están continuamente en casa. En los primeros meses de vida la pareja necesita intimidad para enfrentarse juntos a la nueva realidad de tener un hijo. Necesitan adaptarse y encontrar su papel en este ciclo, sin descuidar su relación de pareja, pero esto se ve claramente perjudicado por la presencia continua de la familia de origen que, si bien puede ser una ayuda colmada de experiencia guiando a los padres hacia un buen cuidado del bebé, corre el peligro de inmiscuirse demasiado en la crianza y educación de los hijos o en el peor de los casos y de manera inconsciente, los abuelos desearán asumir por completo la tarea del cuidado del niño. En una situación normal en que los padres vivan en un hogar independiente, éste es un momento delicado en que el establecimiento de límites con la familia de origen es necesario para asegurar la densidad de los vínculos entre padres y abuelos. La tarea se vuelve más y más substancial cuando toda la familia se encuentra bajo el mismo techo, pues no podemos olvidar que esta es la etapa más importante para la creación del apego en el niño, el cual no puede depender de más de una o dos personas.

#### 6- EL EFECTO DE LOS DIVERSOS TIPOS DE ABANDONO DEL HOGAR

Para poder analizar con más precisión los posibles problemas que pueden surgir, destacaremos la importancia que cobra la forma en que el hijo abandonó el hogar familiar. De aquí se despliegan dos posibles maneras en las que este hecho pudo ser resuelto.

Podemos encontrarnos la salida más normalizada en la que el hijo y los padres, habiendo adquirido unos vínculos adecuados durante las etapas anteriores y en el momento de independizarse el vástago, los padres apoyaron esta decisión, para la que se daban las condiciones propicias de empleo, económicas y emocionales, proporcionándole seguridad ante cualquier adversidad que

podiera encontrar en su nueva vida. Así, aunque las separaciones nunca son fáciles y pudiera ser que se experimentara tristeza, apatía y demás situaciones que muy bien describe Noemí Carrizo en su libro “El nido vacío”, ambas partes tienen la oportunidad de descubrir las ventajas de su nueva situación.

Ahora bien, cada vez son más las ocasiones en las cuales la experiencia del abandono del hogar familiar se vive como un auténtico trauma, ya no por el hecho en sí, sino porque los vínculos establecidos entre los padres y el hijo carecen de comprensión, libertad, flexibilidad y a veces por un cariño mal expresado o entendido.

Cuando el hijo efectúa la salida puede hacerlo motivado por dos ideas: (1) ‘escapar’ de sus padres, buscar fuera el cariño que necesita y que ellos no han acertado a darle u (2) obligado por la demanda laboral, con excesiva sensación de culpa, consecuencia de unos vínculos sobreprotectores y excesivamente dependientes.

En la primera situación observamos que cuando el hijo ha de volver a casa, los viejos fuegos familiares se reavivan incluso con más fuerza, ya que el tiempo ha facilitado que cada cual alimente su historia negativa y subjetiva de aquel pasado, retomando a la vuelta una posición hostil por malentendidos que no fueron zanjados a tiempo. En el segundo caso, la sensación de culpa que experimenta el hijo por la incorrecta ideación de haber abandonado a sus padres desemboca, en esta etapa de vuelta, en una creciente dependencia y posible desatención del vínculo que el hijo ha creado con su pareja y sus hijos, en beneficio a sus progenitores.

#### 7- UN LUGAR PARA CADA UNO Y CADA UNO EN SU LUGAR

Analizadas las posibles problemáticas con las que se puede encontrar una familia en esta tesitura, cabe dar algunas pautas para facilitar la buena marcha de esta “nueva” institución social.

La primera cuestión que se debe abordar es la instauración de una jerarquía flexible, en la cual cada miembro de la familia debe acatar ciertas normas y asumir determinados deberes sin interferir en los de los demás pero siempre desde un punto de vista dúctil y que en momentos puntuales estas tareas puedan ser intercambiables. Un ejemplo es la situación en que conviven los dos abuelos, los dos padres y un hijo: los abuelos han de estar pendientes de mantener fuertes los vínculos conyugales, compartir intimidad entre ellos y ser el uno motor de arranque o a veces freno del otro; a la vez, ellos deben llevar la organización de la casa pero siempre contando con la opinión de los hijos para hacer una justa repartición de tareas y privilegios. Los abuelos también pueden implicarse en la educación de los nietos, ya que formarán parte presente de su historia de vida, aunque no de manera invasiva con respecto a la tarea que corresponde únicamente a sus padres.

Los padres son los que más atención deben prestar a sus vínculos, primero entre ellos, manteniendo la comunicación, la afectividad recíproca. Luego para con sus hijos, a los que deben dar confianza, cariño y seguridad a la vez que progresiva independencia y delimitación de normas. Y con respecto a los abuelos, han de procurar organizar los vínculos de tal manera que consigan, en la medida de lo posible, tanta cercanía como intimidad y autonomía en algunas decisiones. El objetivo es conseguir que los nietos perciban a padres y abuelos con sus respectivos roles y no como algo confuso donde no se sabe muy bien quién es quién. El niño debe percibir el mayor consenso posible entre ambas partes pero distinguiendo los vínculos que ha de crear y recibir de sus padres a diferencia de los que genere con los abuelos.

Lo más enriquecedor de este entorno es lo que Julián Marías (1980) llamaría la creación de “espesor histórico”, consistente en descubrir a los niños sus raíces, de dónde vienen. Este ambiente es uno de los mejores pues

contribuyen tanto padres como abuelos, dando cada cual su visión particular de los hechos, lo que dará al infante, además de unos vínculos más fuertes con sus orígenes, gran apertura mental al poder obtener diferentes versiones de los mismos acontecimientos.

#### 8- ABUELOS CON DEPENDENCIA FUNCIONAL

El último escenario que nos parecía importante es el de la dependencia funcional en la que se pueden hallar los abuelos cuando los hijos se ven abocados a regresar a su casa. Nos encontramos que el retraso de edad que estamos experimentando en esta sociedad en relación a la emancipación y formación de la propia familia está, como anteriormente se ha mencionado, en torno a los 30-32 años, lo que significa que los abuelos tienen de 70 años en adelante cuando aquellos regresan, lo que ocasiona que su estado funcional se vea mermado y puedan necesitar cada vez más ayuda para afrontar las tareas del día a día.

Esto dificulta aún más la convivencia y trastoca el estado emocional general de la familia ya que el hijo o hija y su pareja han de invertir más tiempo en ayudarlos creándose un ambiente tenso tanto para los abuelos. Si ya el hecho de no valerse por sí mismos puede ocasionar frustración y tristeza a los primeros, todo se agrava al poder sentirse responsables de la privación de libertad del hijo y su pareja, también para los padres que han de reducir su tiempo de intimidad entre ellos y dedicación a los hijos en detrimento de la atención a la familia de origen. Aun cuando los vínculos han permanecido inalterables, estos se pueden deteriorar debido a la sobrecarga mental, emocional y física que acarrea esta exigente tarea manteniéndose sin descanso al vivir los cuidadores en el mismo domicilio.

Ahora han de poner especial atención para intentar colmar plenamente las necesidades de sus progenitores evitando al mismo tiempo desatender sus roles como pareja y padres procurando no desgastarse mucho con esta responsabilidad, que si bien puede tener un

lado positivo, ya que al perder el trabajo pudieron sentir que su eficacia social disminuía, el cuidado de los abuelos puede reparar este sentimiento al volver a verse útiles de nuevo.

## 9- CONCLUSIÓN

Explica el dramaturgo José L. Alonso de Santos: “La familia es el castillo del que partimos y nuestro último reducto. Cuando se quiebra, caemos en la despersonalización más absoluta”. Padres, hijos y abuelos son los pilares básicos de este castillo, estructura expuesta continuamente a remodelaciones a las que se han de adaptar con flexibilidad, sin quebrarse. Viendo las diversas desavenencias sociales a las que una familia se ven sometida de la noche a la mañana, los profesionales que a esto nos dedicamos no podemos por menos que procurar actualizarnos y seguir investigando los frenéticos cambios que esta institución sufre para poder adaptarnos a sus demandas.

La problemática aquí abordada es tan sólo una de las miles que la sociedad actual está creando en los pequeños subsistemas de los que se compone. Las familias tratan de sortear estas contrariedades pero en nuestras manos está proveerles de estrategias con las que vencer en el continuo acontecimiento de la vida.

“El futuro depende, en gran parte, de la familia, lleva consigo el porvenir mismo de la sociedad; su papel especialísimo es el de contribuir eficazmente a un futuro de paz.”  
Juan Pablo II

## REFERENCIAS

- Amorós, P. y Palacios, J. (2004). *Acogimiento Familiar*. Madrid: Alianza.
- Carrizo, N. (2012). *El nido vacío, Padre e Hijos, ese vínculo fatal*. Ciudad de Buenos Aires, Argentina. Ediciones Lea S.A.
- Carter, B. y McGoldrick, M. (1989). *The family life cycle: a framework for family therapy*. New York: Ally and Bacon.
- Fernandez, M., Amigo, I. y Fonseca-Pedrero, E. (2009). *Estrés Parental, Ansiedad y depresión en los padres*. Cuadernos de Terapia Familiar, vol.72-73. Madrid.
- Ríos, J. A., Ríos, M. y Díaz, J. (2008). *El nido repleto: encrucijada y desafío de un nuevo ciclo vital de la familia actual*. Cuadernos de Terapia Familiar, vol.69. Madrid.
- Fallcke, D., Wagner, A., Di Giorgio, C. y Finkelstein, J. (2001). *Familia de origen: El pasado, presente en el futuro*. Cuadernos de Terapia Familiar, vol.48-49. Madrid.
- De Condés Martínez, M., Álvarez, B. y Fernández, A. (2009). *Orientación Familiar. Contextos, evaluación e intervención*. Madrid: Editorial Sanz y Torres.
- García, M. Et all. (2012). *Manual de Intervención Familiar*. Madrid: Editorial Grupo 5.
- INJUVE (2010). *Juventud en cifras: entorno familiar*. INE.
- Oliva, A., Arranz, E. (2011). *Nuevas familias y bienestar infantil*. Vitoria: Publicaciones de la Universidad del País Vasco.
- Ríos González, J. A. (2005). *Los ciclos de la familia y la pareja: ¿Crisis u oportunidades?* Alcalá: Editorial CCS.
- Rodrigo, M. J., Palacios, J. (1998). *Familia y desarrollo humano*. Madrid: Alianza.

# Bonnes pratiques en matière de soutien aux relations de soins entre les générations dans les familles avec des personnes âgées dépendantes

**Donatella Bramanti**

Università Cattolica, Milano

## 1. INTRODUCTION

Aujourd'hui, les relations familiales sont de plus en plus mises à l'épreuve par la nécessité d'apporter aide et soutien à l'ancienne génération, au cours de la dernière phase de la vie.

Les recherches menées au niveau international<sup>1</sup>, ont apporté un nouvel éclairage sur l'importance de l'échange entre les générations: les grands-parents s'occupent des leurs petits-enfants, les adultes soutiennent les vieillards.

La perspective intergénérationnelle se présente comme une clé fructueuse pour comprendre les caractéristiques de la prise en charge familiale (Dykstra, 2010).

Pour observer et interpréter les relations intergénérationnelles dans la réalité sociale actuelle de la famille, les changements importants qui ont caractérisé la société italienne, ainsi que l'Union Européenne devraient être pris en compte- mais avec des intensités différentes - en ce qui concerne à la fois la composition de la population et la fréquence des événements fondamentaux du cycle de vie de l'individu et de la famille.

Dans le cadre du premier profil, il faut tout d'abord mettre en évidence le changement détecté dans la structure par âge de la population dans l'UE27.

Dans les pays de l'OCDE (2011), l'espérance de vie entre 1983 et 2008 a augmenté de 6 ans. Ceux qui sont nés en 2008 ou dans les années plus récentes peuvent espérer vivre en moyenne jusqu'à 79,3 ans. Les projections indiquent qu'en 2060 les personnes âgées de 65 ans et plus, représenteront, environ 30% de la population, comparativement à une proportion de 17% enregistrée en 2008. On peut facilement imaginer les conséquences négatives de cette réalité sur la relation entre la population encore active et la population qui a achevé sa vie professionnelle, conséquences sur lesquelles on ne peut pas s'attarder ici; il convient de mentionner que les défis auxquels le système de pension, ainsi que celui du bien-être et de la santé, sont déjà actuellement confrontés tendent à devenir plus pertinents dans ce scénario.

Quant à l'Italie, entre 1971 et 2010, la population des personnes âgées de 65 ans a doublée et celle des personnes âgées de plus de 85 ans quadruplée. (CEI eds, 2011).

Les liens intergénérationnels qui se tissent dans ces nouvelles réalités familiales sont devenus importants et significatifs dans les sociétés industrielles avancées, en particulier pour la capacité de grands-parents à faire face aux exigences de la famille et pour la

---

<sup>1</sup> Share – Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe

force et le développement de la solidarité entre les générations.

Dans notre perspective, la génération est définie comme «une relation sociale qui lie ceux qui ont la même position dans la lignée familiale (enfants, parents, grands-parents) à l'instar de la manière dont cette position est considérée par la société, à travers les sphères sociales qui interviennent dans ces relations à l'intérieur et à l'extérieur de la famille» (Donati, 2002, p. 31).

Cette définition, qui relie le temps (l'histoire des générations de la famille) et les structures sociales, met en évidence la dimension particulièrement relationnelle du concept en question. Il est également important de noter que cette conceptualisation implique simultanément le généré autant que le géniteur; la polarité de la relation entre, par exemple, parents et enfants, grands-parents et petits-enfants.

Mais la famille, bien que montrant sa capacité générative, est mise en grande difficulté, et plus encore lorsque les personnes prennent la fonction de soignant, en particulier les femmes. (Facchini, 2006). Dans ce contexte de grandes transformations, la diffusion des bonnes pratiques devient importante pour soutenir les échanges entre les générations, dans une perspective réflexive (Bramanti 2012).

Dans notre société, nous entrons dans la vieillesse lentement, petit à petit, plus que par le passé (Bramanti 2004). À ces moments particuliers de la vie, certains événements marquent les principales transitions: le syndrome du nid vide, la retraite, la maladie, la perte d'un partenaire, la mort.

La dernière étape de la vie est donc longue et complexe. Une période non homogène au cours de laquelle les moments de bien-être et de bonne santé ainsi que ceux de décadence psycho-physique ont tendance à être imbriqués.

Toutefois la survenance de ces événements critiques dans la vie personnelle et familiale crée différents chemins biographiques, en fonction des différences dans les réseaux familiaux ou sociaux, et dans les trajectoires de carrière.

Le passage à la vieillesse - comme les autres transitions (Bramanti 2004) - se réfère à la famille-sujet, non seulement parce qu'elle concerne toutes les générations liées par la parenté, mais également en raison du défi lancé à la relation, entre chaque membre de la famille, à l'identité commune d'être un «nous», que l'on peut nommer «nous-relation» (*we relation*).

Cette identité partagée, comme appartenance à un même sujet social, constitue l'identité de chacun.

Cela peut, ou non, être en conformité avec la culture de la famille: c'est à dire, la famille ou un membre de chaque famille peut être prêt à prendre une distance, à critiquer, ou lutter contre elle.

L'espace de réflexivité de la famille, qui compte dans les processus de prise de décisions et d'élaboration de stratégie des familles -lorsqu'ils sont confrontés au défi du vieillissement- est toujours en rapport au «nous-relation».

À partir de ces considérations générales ou théoriques et par comparaison avec l'évolution démographique, ont été étudiés et analysés certaines pratiques exemplaires<sup>2</sup> (*bonnes pratiques*), actives en Italie, pour le soutien des personnes âgées et leurs soignants, dans une perspective intergénérationnelle.

<sup>2</sup> Une plus grande quantité de données peut être trouvée sur les travaux menés au nom de l'Observatoire National de la Famille, voulu par le Dipartimento per le Politiche della Famiglia - Presidenza del Consiglio dei Ministri - Italie: <http://www.osservatorionazionalefamiglie.it>



## BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE SOUTIEN AUX RELATIONS DE SOINS ENTRE LES GÉNÉRATIONS DANS LES FAMILLES AVEC DES PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

### 2..BIEN-ETRE ET REFLEXIVITE DE LA FAMILLE

Les remarques suivantes sont tirées d'une recherche menée en Italie sur les bonnes pratiques pour soutenir la capacité de faire face aux besoins des parents ou des conjoints âgés (Bramanti 2012).

L'objectif des chercheurs était d'identifier des projets et des services adaptés aux changements actuels, concernant la demande d'assistance émergeant de familles avec des personnes âgées. Comme cela est connu le vieillissement de la population va de pair avec les besoins relationnels des personnes âgées et les efforts pour rendre les soins plus familiaux (Rossi, Bramanti 2006).

En Italie, les personnes âgées ont tendance à vivre chez elles le plus longtemps possible et l'institutionnalisation est considéré comme le dernier recours.

Cette perspective, socialement acceptée et largement répandue (Facchini et al. 2002), remet en cause l'insuffisance des ressources des familles en termes de disponibilité de soins (Da Roit, Facchini 2010), ainsi que sur le plan financier, ou sur les besoins spécifiques liés à la perte d'autonomie.

C'est donc un problème de trouver comment aider et soutenir les familles et savoir identifier les caractéristiques de ces bonnes pratiques capables de répondre de manière adéquate à ces besoins complexes.

Afin de répondre à cette question -dans le cadre de l'étude que nous avons fait- nous nous référerons à la notion de bonne pratique d'un point de vue relationnel, et à son utilisation dans la recherche sociologique sur la famille, la communauté et les politiques sociales.

Comme cela se sait, l'approche des *bonnes pratiques* vise à :

- Améliorer l'efficacité des politiques publiques;
- Permettre la diffusion d'actions efficaces et réalisables ;
- Partager et transférer le savoir-faire à travers des stratégies d'apprentissage basées sur des expériences positives déjà réalisées.
- Impliquer activement les professionnels et les bénéficiaires des actions. Dans la phase de conception, dans la gestion de celle-ci et enfin dans l'évaluation finale.

### 3. UN MODELE RELATIONNEL D'ANALYSE

Le concept des bonnes pratiques est entré dans le langage de la politique sociale au niveau international pour indiquer une référence réelle à l'évaluation de l'intervention sociale.

En particulier, quand on parle de bonnes pratiques nous allons mettre l'accent sur l'analyse et l'évaluation des interventions familiales et communautaires qui visent à renforcer le capital social relationnel des familles (Rossi, Boccacin, 2007).

Tout d'abord, il est nécessaire de partager les critères de sélection et d'évaluation des projets.

Au niveau européen, de nombreux efforts ont été faits dans cette direction. Comme équipe de recherche, nous avons également cherché une définition opérationnelle de «bonnes pratiques», en mettant en avant des critères empiriques permettant d'identifier les meilleures pratiques. Ils sont répertoriés dans le tableau 10, avec des mots-clés mis en évidence.

Tableau 1 – Critères d'identification de bonnes pratiques

- Un tas d'actions visant à répondre à un *besoin complexe socialement pertinent*
- Promu par de nombreux sujets, en *partenariat*
- Capable d'englober *tous les acteurs* (producteurs et consommateurs)
- *Participation* considérée comme le principal moyen de concevoir et de mettre en œuvre le service
- Sujets considérés des *prosumers* (prosommateurs) des biens relationnels
- *Familles impliquées* considérés comme des ressources actives
- Visant au *bien-être de la famille*
- Visant le développement du *capital social des familles*

En bref, pour être qualifiée *bonne pratique*, une intervention doit apporter une réponse aux besoins de la famille et de la communauté ainsi qu'à leur demande de soins, à travers la promotion des familles et des communautés elles-mêmes (Bramanti, 2007).

### 3.1 Les bonnes pratiques analysées

Comme la plupart des experts du vieillissement et de la fragilité le savent déjà, la réflexivité de la famille peut -ou ne peut pas- être exercée. De même qu'elle peut -ou non - trouver des contextes appropriés à son expression.

Ce qui est sûr, cependant, c'est que l'action consciente de la réflexivité produit la signification attribuée au vieillissement, à partir de deux points de vue: celui de la personne vieillissante qui s'approche de la dernière étape de la vie, et celui de ceux qui restent à élaborer la mémoire.

L'hypothèse théorique de cette étude est que le bien-être des familles avec des personnes âgées fragiles est étroitement liée à la possibilité de thématiser la transition, et d'exercer une sorte de réflexivité sur elle.

Les bonnes pratiques analytiquement présentées dans cette section ont été étudiées en référence au niveau de compétence démontré dans la promotion du bien-être familial comme résultat d'un processus réflexif.

Ici, nous allons essayer de proposer une analyse transversale qui permet d'identifier les caractéristiques communes à 9 projets dans trois régions italiennes (Ligurie, Lombardie et Sicile), et les particularités de chacun, par rapport à la mission spécifique de chaque cas.

Une première observation concerne l'origine du service et la création éventuelle d'un partenariat social entre les différents acteurs (public, de bénévolat, à but non lucratif, marchand) du territoire. Dans les cas examinés les promoteurs de bonnes pratiques analysés sont essentiellement des municipalités ou des associations / fondations à but non lucratif.

Il convient de noter que la propension à activer le partenariat social est beaucoup plus présente en Ligurie et en Lombardie qu'en Sicile. Et que ce dernier est toujours engagé, dans les cas considérés dans cette analyse, par l'entité publique qui implique activement les réalités du tiers secteur dans les différentes régions administratives.

Un cas analysé montre un partenariat particulièrement important, ce sont les services de Custodia Sociale de la municipalité de Milan. Il s'agit d'un service de proximité (Laville, Nyssens, 1996) chargé d'éviter l'isolement et permettre aux familles vulnérables d'identifier les services les plus adaptés à leurs besoins.

## BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE SOUTIEN AUX RELATIONS DE SOINS ENTRE LES GÉNÉRATIONS DANS LES FAMILLES AVEC DES PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

La mise en œuvre du SCS a été confiée -par appel d'offres public- à des organismes à but non lucratif ayant une expérience avérée dans le domaine de l'aide sociale<sup>3</sup>.

Il s'agit d'un exemple classique de la promotion au niveau de la *gouvernance* politique et administrative, qui conserve un rôle comme *Primus inter pares*, également impliqué directement dans la gouvernance du réseau, même dans l'action directe.

Dans ce cas, le choix de donner naissance à un nouveau service en optant pour une configuration en partenariat apparaît - au moins au niveau de la politique sociale - particulièrement en harmonie avec l'objectif explicite de l'administration municipale, c'est à dire donner vie à des services de proximité, selon une perspective de solidarité. Il faut savoir que ces services se préoccupent explicitement, non seulement de répondre à un éventail de besoins exprimés par les segments de population fragiles, mais aussi de promouvoir les relations sociales de solidarité et recréer des liens sociaux. Il est clair que nous nous dirigeons vers la construction d'une pratique qui se concentre sur les utilisateurs avec leurs réseaux de proximité, même faibles ou déficitaires, très importants pour les familles avec les personnes âgées fragiles.

Dans deux autres cas, nous nous trouvons en présence de réseaux soutenus par l'administration publique: le Projet *Care Giver* de Gênes (Ligurie) et le Soutien Familial de Cinisello Balsamo (Lombardy). Ce sont des projets d'envergure et d'impact considérables sur la population.

---

<sup>3</sup> L'avis prévoyait que les organisations devraient se constituer en ATI (Association Temporaire d'entreprises) pour gérer conjointement l'activité. Ce fait a conduit à la création d'un partenariat entre ces organisations et les pouvoirs publics directement concernés, à travers son réseau local de services aux personnes dans la prestation de services.

Dans tous ces projets, les ressources mises à disposition du point de vue économique sont très élevées. Les organisations travaillent en partenariat afin de multiplier les ressources, puisque le but de ces services est précisément de fournir à la fois des réponses rapides: aide, information, petites tâches ménagères, mais aussi de construire une sorte de filet de sécurité autour les personnes âgées et de celui qui en prend soin, soient soignants informels, soient assistants rémunérés.

Un autre modèle intéressant d'intervention est celui de Alzheimer Café (que nous avons analysé à Gênes et à Bergamo). Il présente des caractéristiques uniques qui en font un service précieux, car il prend soin de l'une des maladies les plus invalidantes susceptibles d'affecter les personnes âgées.

L'idée simple, mais absolument centrale, est d'offrir un espace public dans lequel les membres de la famille et les patients peuvent passer du temps à l'extérieur de la maison, qui dans de nombreux cas est susceptible de devenir une prison.

Ici, le réseau qui est activé s'articule entre les bénéficiaires, la famille et les personnes âgées, qui y trouvent un entourage d'acceptation et de reconnaissance du travail précieux accompli.

Une autre expérience utile à mentionner est le projet de placement familial aux personnes âgées de la ville de Castelvetro (Sicile). La personne âgée qui a une maison plus grande que ses besoins, est prête à accueillir un jeune couple en difficulté qui y trouve un logement, en échange d'assistance et de soins. Il s'agit de l'opportunité pour ces deux types de familles, de ressentir un sentiment d'auto-efficacité, créant des liens avec la communauté et surmontant des difficultés économiques à travers une expérience de maturation et de confiance.

Enfin, le service de Médiation entre les Générations (Sicile), possède des

caractéristiques très innovantes et spécifiquement centré sur le réseau de soutien naturel. Le service, grâce à la présence d'un médiateur expert, propose une intervention de type professionnel pour soutenir la phase difficile de la prise des décisions et aborder les conflits qui peuvent surgir, entre les membres de la famille, par rapport à la répartition des tâches de soins et/ou les choix sur les différentes stratégies à adopter.

Le procédé du médiateur inclut une attention particulière aux réseaux primaires et à leur participation directe à la mise en œuvre de l'intervention elle-même. Dans ce cas, le promoteur est un service public. Son action est rendue possible par l'alliance explicite avec les bénéficiaires eux-mêmes, qui deviennent en même temps utilisateurs et acteurs du processus de soutien et d'aide.

### **3.2. Trois façons de voir la famille comme «nous»**

Les formes de réflexivité de la famille ne peuvent pas être prises pour acquises *a priori*. Au contraire, nous avons besoin de les observer pour comprendre les différents types (Donati, 2011).

Si le «nous» familial est conçu comme une relation communautaire de type traditionnel, ne nécessitant que l'adaptation et l'adhérence, la réflexivité sera nulle. Dans de telles situations, les transitions familiales ne sont pas thématiques et restent latentes. Les défis sont confrontés selon un modèle normatif: tout doit être ramené aux conditions précédentes (normalisation) ou l'on peut utiliser des motifs empruntés à la famille du passé. Apparemment, ces familles n'ont pas d'éventuelles nouvelles solutions ou alternatives: tout se déroule selon les modèles déjà connus, typique des contextes qui ne peuvent pas être modifiés, pré-modernes.

Dans de telles situations, les familles vieillissantes ne viennent jamais à exprimer

leur besoins sociaux, ou vont s'adresser aux services sociaux pour restaurer l'ordre précédent, selon une logique où le problème doit être éliminé. L'expert externe est prévu pour venir résoudre le problème au nom de la famille.

Au contraire, dans les cas où il y a un «nous» conçu comme une somme d'intérêts, la transition sera soutenue pour essayer de rendre tout le monde heureux. Le processus se déroule selon une pratique de négociation qui identifie les priorités à mesure qu'elles surviennent. Dans ce cas, le «nous-réflexivité» concerne seulement un dénominateur commun minimum: les membres de la famille sont concernés pour éviter de blesser l'autre. Dans ces situations, il est difficile de reconnaître son problème comme le problème de tous. Il est donc difficile d'élaborer une nouvelle conscience du «nous».

Dans ces familles les stratégies de dissimulation sont mises en jeu, de peur de briser un équilibre fragile. Souvent, un membre de la famille (généralement le soignant) porte le fardeau de la transition pour tout le monde, afin de ne pas interférer avec les biographies des autres.

En conséquence, la personne âgée vit souvent la solitude et les soignants sont sujets à des symptômes de *burn-out*, manquant ainsi l'occasion d'enrichir la vie de famille.

Dans certains cas, les gens verbalisent leurs regrets de ne pas avoir compris ce qui se passait et de n'avoir pas appris d'une telle expérience.

Chaque fois que le «nous» est vécue comme une unité réelle et relationnelle, où tout le monde cherche le bien de l'autre dans la relation, la transition devient une chance en mesure de déclencher une nouvelle manière d'être une famille. Seule la «nous-réflexivité» permet à la famille de passer à travers la transition, s'enrichir et parvenir à promouvoir les biens relationnels pour ses membres.

## BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE SOUTIEN AUX RELATIONS DE SOINS ENTRE LES GÉNÉRATIONS DANS LES FAMILLES AVEC DES PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

D'une manière générale, ces familles sont enrichies par l'expérience d'accompagner l'ancien pour sa dernière transition, et ils ont souvent l'opportunité de promouvoir des nouvelles formes de lien social, donnant origine, par exemple, aux associations familiales consacrées à répondre aux besoins des autres.

### 3.3. Styles de socialisation et niveau de familiarité des pratiques

Il est possible d'identifier des différences importantes qui contribuent à déterminer l'ambiance familiale et son contexte dans les régions où l'étude a été menée: Ligurie, Lombardie et Sicile.

En ce qui concerne les stratégies élaborées par les familles pour faire face aux besoins de soins de la vieillesse, il peut être souligné que, dans les trois régions, il y a une proximité importante entre grands-parents et petits-enfants, contrastant avec l'idée de l'isolement social des personnes âgées.

Dans deux régions, Ligurie et Sicile, 65,3% des personnes âgées voient leurs petits-enfants tous les jours, ou presque tous les jours (supérieur à la moyenne nationale). Notamment, la relation avec les enfants adultes a une énorme importance en Sicile : elle est supérieure de 12 points par rapport à la moyenne nationale, tandis que dans la Ligurie et la Lombardie, le pourcentage est plus faible.

Ce qui fait la différence, sans aucun doute, c'est le nombre d'enfants et la proximité spatiale, plus élevés dans les régions du Sud. Le réseau familial est plus cohérent dans le Sud par rapport au Nord de l'Italie. En particulier en Lombardie où, néanmoins, le réseau relationnel d'amis et de voisins est plus actif. En fait, dans les régions du Nord, la population âgée peut compter sur une présence plus importante des amis et des voisins. La capacité d'activer l'amitié et les relations de voisinage est un bon prédicteur

des compétences détenues par une famille d'élargir ses limites pour faire face aux risques éventuels liés à l'affaiblissement de la famille elle-même.

En bref, à partir de l'analyse effectuée, il est possible de différencier les projets en termes de «gradient de famille», savoir comment ils sont placés par rapport à la capacité / but explicite de favoriser la réflexivité de la famille.

Tous les cas que nous avons étudiés ont été classés dans un *continuum* (niveau minimum, moyen, élevé) de réflexivité relationnelle.

Ceux qui expriment un niveau minimum de réflexivité relationnelle sont des services totalement centrés sur les personnes âgées qui visent à empêcher leur isolement avec une faible participation des réseaux primaires (Service de Custodia Sociale).

Un niveau intermédiaire de réflexivité relationnel est montré dans des services tels que les Cafés Alzheimer, une sorte de groupes d'entraide (aide mutuelle) pour les personnes touchées par la maladie d'Alzheimer et leurs proches. Ces services mettent en œuvre la participation des bénéficiaires et la participation active surtout des *care givers*.

Finalement, dans d'autres exemples innovants, il est possible de trouver des nouvelles méthodes d'intervention qui mettent un réel accent sur la famille avec les personnes âgées.

Dans ces cas, les transitions familiales sont considérées comme une occasion de promouvoir la réflexivité de la famille et le bien-être qu'elle cherche à atteindre, ce qui concerne l'ensemble du réseau familial.

Des exemples comme ceux-ci, on peut les trouver dans les services de médiation entre les générations et les expériences de «famille

d'accueil» pour les personnes âgées solitaires, et pour les jeunes couples sans logements.

Donc, en conclusion, je voudrais mettre l'accent sur les raisons spécifiques pour lesquelles les cas que nous avons identifiés, analysés et évalués, peuvent être considérés comme des bonnes pratiques.

Tout d'abord, ils sont innovants et reproductibles. Ils mettent l'accent sur la dimension relationnelle des soins. Ils abordent des besoins de la famille d'un point de vue d'autonomisation.

En outre, ils considèrent la famille comme sujet social, et la vieillesse comme une phase du cycle de vie normale, qui devrait par conséquent obtenir une réponse pour et par les familles.

Ils ont cherché à stimuler la solidarité familiale et communautaire, où le terme «communauté», signifie l'espace physique, mais aussi, le réseau, les relations et le sentiment d'appartenance et d'attachement symbolique.

Ces pratiques sont axées sur la famille dans la communauté locale, selon la logique de l'autonomisation communautaire.

Elles produisent également un bien-être relationnel psycho-physique et activent les processus d'autonomisation relationnelle et, *last but not least*, elles ont tendance à adopter des stratégies de gouvernance sociale.

#### 4. CONCLUSION

Pour conclure, il est possible de rappeler quelques points qui me paraissent essentiels :

- La question démographique a des répercussions importantes sur la charge des soins des familles, en particulier sur les femmes. Cette charge est destinée à augmenter dans les prochaines années, en raison de la réduction des réseaux familiaux ;

- Aujourd'hui encore, un nombre important des aidants appartient à la génération sandwich, qui doit s'occuper, en même temps, de leurs enfants ainsi que de leurs parents âgés ;
- Prendre soin des générations plus âgées peut signifier pour les familles plus qu'une expérience, mais aussi un enrichissement des relations familiales, la reconnaissance d'une histoire commune, à condition qu'il soit possible d'ouvrir un espace de réflexivité qui mène à la reconnaissance d'un « nous relationnel » ;
- Ces circonstances mettent en lumière la valeur de tous les services qui soutiennent les aidants naturels dans leur engagement de solidarité intrafamiliale ;
- Ces services doivent cependant produire de bonnes pratiques relationnelles, c'est-à-dire qu'ils peuvent non seulement répondre aux besoins des personnes âgées et des leurs soignants, mais aussi favoriser la réflexivité de la famille, pour permettre aux réseaux familiaux de comprendre le sens des soins au sein de l'autonomisation des relations.

#### BIBLIOGRAPHIES

Bramanti D. (ed.), (2004), *Passaggi di consegna*, Vita e Pensiero, Milano

Bramanti D., (2007), *Buone pratiche relazionali per la famiglia e per la comunità: tre casi a confronto* in Rossi G., Boccacin L. (eds.), *Capitale sociale e partnership tra pubblico, privato e terzo settore. Casi di buone pratiche nei servizi alla famiglia*. Volume I, Franco Angeli, Milano

Bramanti D., (2012), *Famiglie con anziani non autosufficienti*, Osservatorio Nazionale

BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE SOUTIEN AUX RELATIONS DE SOINS ENTRE LES  
GÉNÉRATIONS DANS LES FAMILLES AVEC DES PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

sulla Famiglia, Carocci, Roma Comitato per il progetto culturale della C.E.I (ed.), (2011), *Il cambiamento demografico*, Editori Laterza, Roma-Bari

Donati P. (2002), *L'equità sociale tra le generazioni: l'approccio relazionale*, in G.B. Sgritta (ed.), *Il gioco delle generazioni. Famiglie e scambi sociali nelle reti primarie*, Franco Angeli, Milano

Donati P. (2011), *Sociologia della riflessività*, Il Mulino, Bologna

Dykstra P. A., (2010), *Intergenerational family relationship in ageing societies*, United Nations

Economic Commission for Europe, New York-Ginevra

Da Roit B., Facchini C., (2010), *Anziani e badanti. Le differenti condizioni di chi è accudito e di chi accudisce*, FrancoAngeli, Milano

Facchini C., et all, (2002), *Anziani. Tra bisogni in evoluzione e risposte innovative*, FrancoAngeli, Milano

Facchini C. (2006), *Les soignants familiaux des personnes âgées atteintes de démence: entre stress et valorisation personnelle*, in Pitaud P., (ed.), *Exclusion, maladie d'Alzheimer et troubles apparentés: le vécu des aidants*, érès, Ramonville

Laville J.L., Nyssens M., (1996), *Les services de proximité: un enjeu de société*, «Wallonie», vol. 48, pp. 13 - 22.

OECD, *Panorama de la société 2011 – Les indicateurs sociaux de l'OECD*.

Rossi G., Boccacin, (eds, 2007), *Capitale sociale e partnership tra pubblico, privato e terzo settore. Casi di buone pratiche nei*

*servizi alla famiglia*. Volume I, Franco Angeli, Milano

Rossi G., Bramanti D., (2006), *Anziani non autosufficienti e servizi family friendly*, FrancoAngeli, Milano





# Primera Alianza: Programa para el fortalecimiento del apego en familias vulnerables

Amaia Halty Barrutieta; Carlos Pitillas Salvá y Ana Berástegui Pedro-Viejo<sup>1</sup>

Instituto Universitario de la Familia. Universidad Pontificia Comillas, Madrid.

## Resumen

El presente trabajo tiene como objetivo describir Primera Alianza, un programa de intervención familiar orientada al fortalecimiento de los vínculos tempranos en familias socialmente vulnerables. Para ello, revisamos los procesos básicos de la relación de apego y sus vicisitudes en el contexto de la exclusión social. Consideramos también un modelo de innovación en la intervención temprana, basada en tres herramientas metodológicas: atención a las fortalezas, intervención basada en la experiencia y brevedad. Basándose en estos principios metodológicos, Primera Alianza trata de incrementar las capacidades de los cuidadores para funcionar como refugio seguro y base segura en la interacción con el niño, así como su función reflexiva. Los resultados de las aplicaciones piloto de Primera Alianza aportan una evidencia preliminar de su eficacia, manifestada fundamentalmente en un aumento de la capacidad reflexiva de los cuidadores y en la mejoría del funcionamiento relacional del niño y del cuidador. Finalmente, se discuten las limitaciones de este trabajo, así como las líneas futuras por las que debe evolucionar la intervención temprana.

Palabras clave: apego; exclusión social; intervención temprana; innovación; aprendizaje basado en la experiencia.

A lo largo de múltiples investigaciones, la seguridad en el apego ha sido relacionada con diversas dimensiones del ajuste psicosocial. Algunos de los problemas que definen la exclusión social en adolescentes y adultos, tales como el abuso de sustancias, las dificultades en el rendimiento académico, o los problemas de violencia en la pareja (tanto en víctimas como en perpetradores de la violencia), entre otros, han demostrado estar relacionados con el estilo de apego de los individuos (Caspers, Yucuis, Troutman y Spinks, 2006; Dutton y White, 2012; Gore y Rogers, 2010). Asimismo, diversos problemas de salud mental (entre ellos los trastornos límite y antisocial de la personalidad), se asocian a estilos de apego inseguro o desorganizado (Dozier, Stoval-McClough y Albus, 2008).

Como sabemos, el estilo de apego adulto tiene su origen en la relación más temprana, aquella que se establece con el cuidador primario a lo largo de los primeros años de vida (Thompson, 2008). En este sentido, el primer vínculo afectivo se constituye como una potencial fuente de riesgo frente a los problemas que venimos de mencionar. Sin embargo, la evidencia clínica y la investigación nos demuestran que la relación temprana puede operar también como el primer escenario donde se instalan los pilares de la resiliencia, incluso en aquellas familias que están expuestas a riesgos psicosociales altos o donde los padres cargan con una historia traumática temprana (Fonagy, 2003).

---

<sup>1</sup> primeraalianza@upcomillas.es

El presente trabajo se basa en esta premisa, y desarrolla un modelo de prevención orientado a fortalecer las relaciones de apego entre niños de 1 a 6 años y sus cuidadores, en contextos de vulnerabilidad social. Nuestro programa, llamado Primera Alianza, tiene como objetivo último ofrecer, mediante el trabajo sobre la relación temprana, un freno a la transmisión intergeneracional de la exclusión.

### 1. FUNDAMENTOS TEÓRICOS DE PRIMERA ALIANZA: LOS PROCESOS ESENCIALES DE LA RELACIÓN TEMPRANA

La relación de apego se basa en la interacción de los sistemas motivacionales que ponen en juego tanto el niño como el cuidador. Por un lado, el niño realiza esfuerzos activos por conseguir y mantener la proximidad del cuidador, de cara a obtener protección y garantizar la supervivencia (sistema de apego) y, alternativamente, trata de explorar el entorno físico y social, de cara a desarrollar sus capacidades (sistema de exploración). La otra cara de la moneda la constituye el sistema de cuidados parental (caregiving), que incluye la motivación del padre para proteger a su hijo, y que le permite: detectar e interpretar sensiblemente las señales afectivas del niño, responder contingentemente a ellas y regular bioafectivamente los estados de activación del niño. De la interacción continua entre el sistema de apego del niño y el sistema de cuidados de la madre emergen patrones relacionales cristalizados, los cuales se caracterizan por niveles distintos de seguridad y de bienestar psicológico, así como por estrategias específicas para lidiar con el malestar interpersonal (estrategias de evitación, de aferramiento, de inversión de roles, etc.). En los casos donde el cuidado es incoherente o incluye formas diversas de maltrato, puede producirse un fracaso en la emergencia de un patrón de apego organizado (Main y Solomon, 1990).

La teoría y la investigación en torno al apego nos ofrecen evidencia acerca de algunas de las dimensiones de la parentalidad que pueden estar jugando un papel especialmente importante sobre la seguridad del niño y que, por lo tanto, serían el objeto de las intervenciones orientadas a fortalecer la relación temprana:

1. El cuidador funciona como un refugio seguro (safe haven) al que el niño puede dirigirse en momentos de malestar, fatiga o incertidumbre. El cuidador se constituye como regulador emocional externo que protege y consuela al niño frente al malestar o la amenaza. El cuidador organiza los sentimientos del niño y –algo que es muy importante–, disfruta al ejercer esta función (Powell, Cooper, Hoffman y Marvin, 2009).
2. El cuidador funciona como una base segura (secure base) sobre la cual el niño puede apoyarse para explorar el entorno. Para que el niño pueda desplazarse con autonomía, interactuar con otras personas o familiarizarse con el espacio físico, el cuidador debe ofrecerse como presencia que apoya la exploración, que guía al niño y cuida de él a distancia. El éxito del cuidador en el ejercicio de esta función depende también de que ésta sea vivida con sentido y disfrute (Powell et al., 2009)

El cuidador ejerce cada una de estas funciones mediante el despliegue de respuestas corporales (expresiones faciales que transmiten apoyo o rechazo, posturas corporales que hacen al cuidador más o menos accesible, la prosodia con la que habla al niño para darle indicaciones o consolarlo, etc.) que, conforme el niño crece, van combinándose con respuestas verbales. Estas conductas del cuidador suelen aparecer como respuesta a las señales mediante las que el niño indica que uno de sus dos sistemas motivacionales (apego o exploración) se está activando. Muchas de estas secuencias señal-respuesta se dan en períodos de tiempo cortísimos y, tal como hemos señalado, a

través de canales que prescinden de lo verbal: constituyen los llamados microsucesos de la interacción (Stern, 1995). Es difícil hablar de los microsucesos y, por lo tanto, trabajarlos según los esquemas tradicionales de la intervención clínica. Una de las necesidades básicas de cualquier programa de intervención en este ámbito es incorporar metodologías que localicen adecuadamente los microsucesos y permitan trabajar con ellos (véase apartado siguiente para más detalles).

Además de las respuestas observables de los cuidadores, sus representaciones acerca de sí mismos, del niño y de la relación constituyen otro factor de fundamental importancia frente al apego del niño. Los modelos operativos internos (Bowlby, 1980) del adulto respecto a la relación condicionan sus expectativas acerca del niño y el sentido que se da a sus señales. La evidencia clínica nos demuestra, una y otra vez, que en la aparición de respuestas patológicas por parte de los padres frente al niño, no es tan determinante lo que éste haga, sino más bien cómo sea interpretada dicha conducta por los padres (Fraiberg, Adelson y Shapiro, 1975). Los procesos mediante los que el cuidador aporta sentido al funcionamiento de su hijo están fuertemente saturados por sus propias experiencias tempranas (Lieberman y Van Horn, 2008).

En relación a esto, autores como Fonagy (2003) han dado especial importancia a la función reflexiva del cuidador como factor de transmisión de la seguridad o inseguridad del apego entre padres e hijos. Según este autor, la función reflexiva constituye la capacidad del cuidador para reflexionar acerca de la experiencia interna de su hijo y de sí mismo. Esta capacidad permite hacer una lectura de la conducta ajena en términos de estados mentales (motivaciones, necesidades, emociones). En las díadas donde el cuidador puede activar adecuadamente la función reflexiva, existe una mayor bondad de ajuste entre señales del niño y respuestas del cuidador, y una mayor regulación. Para

Fonagy (2003), este proceso constituye precisamente la bisagra de transmisión del apego entre una generación y la siguiente.

## 2. APEGO Y EXCLUSION

Los niños que crecen en condiciones de pobreza o exclusión social tienen más riesgo de desarrollar apegos inseguros que otros niños (Thompson, 2006). Las razones de esto probablemente tienen que ver con el impacto que tiene la exclusión sobre los procesos de la relación niño-cuidador que venimos de describir.

Podríamos agrupar los efectos de la exclusión sobre la interacción en tres niveles distintos:

En primer lugar, algunas familias en riesgo de exclusión se caracterizan por una baja disponibilidad física y/o psicológica de los cuidadores respecto al niño. Las situaciones de separación, por ejemplo, son más frecuentes en familias monoparentales, familias de migrantes o familias donde ambos cónyuges deben desempeñar varios trabajos precarios, que en familias más favorecidas socialmente. A lo largo de los tres primeros años de vida, estas situaciones cobran una especial relevancia para el niño, quien tiene dificultades para comprender la ausencia del cuidador o la separación con respecto a él, así como para predecir su vuelta (Howard, Martin, Berlin y Brooks-Gunn, 2011). Cuando esto se produce con cierta recurrencia, pueden emerger estrategias inseguras de apego en el niño o, paralelamente, deteriorarse los sentimientos de vinculación del cuidador respecto a su hijo.

En segundo lugar, las capacidades del cuidador para funcionar como refugio seguro y base segura para el niño, así como su eficacia en la regulación emocional de éste, pueden verse comprometidas en contextos de exclusión. Piénsese que las familias en exclusión presentan mayores niveles de caos doméstico y familiar (Howard et al., 2011), así como estructuras familiares más aglutinadas o dispersas. El caos doméstico o familiar suele traducirse, para el niño, en

cierta impredecibilidad respecto a lo que puede suceder, o en cierta dificultad para saber a quién acudir en momentos de malestar o miedo. Nuestra experiencia clínica nos confronta repetidamente con formas distintas de bloqueo en el sistema de cuidados. Por ejemplo, algunas familias que viven en condiciones de hacinamiento no pueden ofrecer al niño una base segura sobre la que explorar con autonomía el entorno, ya que el espacio es compartido con otras familias o no hay una frontera clara entre espacios de juego y espacios peligrosos. En otros casos, la inseguridad que viven algunas familias en cuanto a la salud, a la violencia barrial, a la violencia intrafamiliar o, sencillamente a la incertidumbre, comprometen las capacidades del cuidador para funcionar como refugio seguro, consolar al niño u organizar sus sentimientos.

En tercer lugar, la pobreza o la exclusión social pueden traer consigo alteraciones en la función reflexiva y en los modelos internos operativos de los cuidadores. El adulto no sólo va a experimentar dificultades para responder adecuadamente a su hijo, sino también para interpretar las conductas de éste de forma empática y haciendo sobre él atribuciones realistas. En estos contextos, el niño puede constituirse involuntariamente como representante de aspectos negativos de la vida actual o de las experiencias temprana de los cuidadores. En todos los casos, deja de verse al niño "real" y pasa a verse una amenaza o un símbolo de algo que es intolerable. Algunas de las variantes más frecuentes de este fenómeno son:

- El niño representa el fracaso del cuidador para conseguir una vida digna o próspera. Por ejemplo, las dificultades de conducta de un niño pequeño pueden ser para la madre adolescente un síntoma inequívoco de que ella es demasiado joven e incompetente para criar a un menor, de que cometió un error teniendo al niño o de que otros (sus padres, por ejemplo) siempre serán más eficaces que ella en el ejercicio de la parentalidad. Esto

puede conducir fácilmente al rechazo o al distanciamiento, o complicar la capacidad de la madre para comprender adecuadamente los estados internos de su hijo.

- El niño es un recordatorio de traumas interpersonales vividos tempranamente por el cuidador. Para los cuidadores que han sido víctimas de situaciones de maltrato, negligencia, abuso sexual, abandono, etc., las conductas desreguladas del niño pueden reactivar en el cuidador algunos afectos correspondientes a su trauma temprano, tales como la indefensión, el miedo o la rabia. Este es uno de los fenómenos explicativos que se han propuesto para dar cuenta de la transmisión intergeneracional del trauma (Fraiberg et al., 1975; Lieberman y Van Horn, 2008). En estos casos, se activan dinámicas donde la función de pensar acerca de lo que siente y necesita el niño es suspendida en favor de la tendencia a protegerse del mismo, de formas diversas: alejándose, aislándose psicológicamente, agredirlo, etc.

- El niño es una reedición de estresores o amenazas externas actuales. Por ejemplo, una madre víctima de violencia machista puede ver en las rabietas de su hijo pequeño una reproducción o el comienzo de los rasgos violentos propios del compañero sentimental. En estos y en otros casos, tal y como hemos señalado más arriba, es fácil que los cuidadores respondan al niño defendiéndose de él, de los afectos que él produce en ellos.

- El niño representa una oportunidad para superar la exclusión. Para algunos padres es importante superar la exclusión a través de la generación siguiente. Son padres que tratan de hacer de sus hijos personas fuertes, eficaces, formadas y exitosas. En algunas familias víctimas de exclusión a las que atendemos, esta representación del niño como oportunidad puede hacer que a los padres les cueste detectar o responder frente algunas de las emociones del hijo, sobre todo aquellas que denotan vulnerabilidad.

### 3. HACIA MODELOS INNOVADORES DE INTERVENCIÓN TEMPRANA EN EXCLUSIÓN SOCIAL

El foco de trabajo de los programas de intervención temprana (la relación de apego niño-cuidador) está definido por procesos específicos que no son comunes a otras fases evolutivas y, por lo tanto, no están contemplados en modelos más tradicionales de la intervención social (en los cuales se ha trabajado primordialmente con niños más mayores). Un buen programa de prevención temprana, por lo tanto, debe incluir una reflexión acerca de procesos específicos del apego (tales como las microinteracciones, la función reflexiva o las representaciones implícitas que organizan el vínculo niño-cuidador), y de las estrategias precisas que deben emplearse para incidir sobre los mismos.

Consideramos que existen cuatro elementos metodológicos que debe incorporar cualquier modelo de intervención sobre el apego, en contextos de riesgo o exclusión social.

#### 3.1. Atención a las fortalezas

Frente a un planteamiento focalizado en los déficits de las familias o en su distancia con respecto al funcionamiento familiar supuestamente “saludable”, una aproximación basada en fortalezas presta especial energía a la detección de las competencias parentales. Éstas pueden definirse como la capacidad de los padres de adaptarse con flexibilidad a las circunstancias contextuales en las que se desarrolla su parentalidad, por un lado, y a las necesidades y señales específicas de su hijo, por el otro. De este modo, el marco de la evaluación familiar cambia: dejamos de preguntarnos por cuánto se ajustan las familias a un modelo estándar, y pasamos a preguntarnos acerca de cómo se ajusta cada familia a las necesidades concretas de sus hijos, en las condiciones específicas en que viven sus miembros.

Un programa basado en fortalezas debe contemplar el hecho de que la competencia parental no es un constructo unidimensional o estático. Por el contrario, la competencia puede darse en niveles distintos (la educación, la organización doméstica, la búsqueda de apoyos, etc.) y se despliega de formas distintas en función de la fase evolutiva en que se hallan el niño y la familia (Rodrigo, Martín-Quintana, Cabrera y Máiquez, 2009). Así, por ejemplo, cuando trabajamos en grupos de padres podemos atender a: la habilidad que tienen algunos de ellos para detectar sensiblemente las necesidades de sus niños pequeños; la habilidad que tienen otros para proporcionar a sus hijos un espacio ordenado y seguro donde desarrollar su exploración; la habilidad que tienen otros para solicitar apoyo o buscar recursos que favorezcan el bienestar de sus hijos; etc.

El trabajo que puede realizarse sobre las fortalezas agrupa tres niveles distintos (Rodrigo et al., 2009): 1. Brindando oportunidades para el desarrollo de las mismas; 2. Entrenando habilidades específicas (por ejemplo, en la detección de las señales afectivas que emite el niño la interacción) y 3. Reconociendo las competencias que los padres van adquiriendo a lo largo de la intervención.

Estas ideas no son del todo nuevas. Los orígenes de la intervención vincular en contextos de exclusión social nos informan de la importancia que tiene establecer una buena alianza terapéutica con los pacientes/beneficiarios, como medio para mantener el tratamiento a lo largo de varios meses (Fraiberg et al., 1975). Según estos modelos, la mejor forma de establecer y consolidar dicha alianza es, por un lado, construyendo sobre habilidades que los cuidadores tienen y, por el otro, ofreciendo un apoyo externo que guíe y regule a estos cuidadores en el ejercicio de su parentalidad (Lieberman y Van Horn, 2008; Baradon, 2005). Según Stern (1995), este tipo de aproximación tiene un efecto profundo que va

más allá de mantener a los beneficiarios en el tratamiento: contribuye a transformar positivamente las representaciones que tienen los padres acerca de sí mismos como cuidadores. Los padres, en este encuadre sostenedor y basado en fortalezas, van experimentándose a sí mismo como más capaces, mejor vinculados a sus hijos, y viviendo su experiencia de parentalidad con más sentido.

### 3.2. Metodología experiencial

Ayudar a los cuidadores a constituirse como base y refugio seguro para sus hijos, exige que nuestras intervenciones les proporcionen una experiencia de seguridad (Powell et al., 2009). Por otro lado, ayudar a los cuidadores a desarrollar su función reflexiva exige que los programas se definan como espacios donde, lejos de recibir pasivamente una información, los padres pueden pensar, contando con el apoyo y la guía de los técnicos y el grupo. Para conseguir esto, es necesario que los programas se desarrollen en un marco de intervención basada en la experiencia. Según este marco, el aprendizaje y la capacitación de los cuidadores no se produce como el mero resultado de una transmisión de conocimientos o de técnicas, sino fundamentalmente a causa de experiencias de auto-observación, reflexión y seguridad que brinda el propio programa.

Dos son los elementos metodológicos fundamentales que contribuyen a un aprendizaje experiencial en programas de intervención temprana.

### 3.3. Grupo

El uso de la intervención grupal en programas de intervención temprana en contextos de riesgo social va más allá de sus ventajas económicas. El grupo puede, además, convertirse en un potente espacio de transformación, por varias razones.

En primer lugar, el grupo se constituye como una entidad que contiene y regula las emociones difíciles de los padres

participantes, por un lado, y que amplifica la eficacia y los logros, por el otro. En este sentido, el grupo ejerce funciones de especularización (Kohut, 1977) y de función reflexiva (Fonagy, 2003), similares a las que desempeñaría una figura de apego sana. El cuidador que participa en el grupo puede verse en la mirada de otros miembros que comprenden su situación, que dan sentido a su experiencia, y que la piensan con él e incluso por él cuando el cuidador experimenta mucha indefensión.

Asimismo, el grupo reduce los sentimientos de estigmatización que podrían asociarse a un trabajo donde los técnicos de la intervención tienen mucha visibilidad. Los aprendizajes que se producen en este encuadre provienen del grupo más que de los profesionales, y esto les resta la asimetría que hallamos en modelos de intervención más tradicionales.

El grupo constituye un espacio de intercambio donde emergen soluciones realistas y sensibles a las dificultades que vive cada familia. En esta dinámica donde padres ayudan a otros padres, se estimulan o refuerzan los lazos comunitarios, por un lado, y se abren vías de reflexión y deliberación que son coherentes con el marco cultural y el lenguaje de los participantes, por el otro.

### 3.4. Video-feedback

El videofeedback es una técnica diseñada para que los padres visualicen y analicen secuencias de interacción con sus hijos, que han sido grabadas previamente. El objetivo fundamental de esta técnica es ayudar a los padres a interpretar mejor el lenguaje no verbal de sus hijos, y reconocer en ellos mismos su forma de responder ante las señales afectivas del niño. La visualización de secuencias microinteractivas permite desgranar cuáles son los detalles que están funcionando en la interacción. La gran mayoría de las veces estos detalles suceden muy rápidamente y fuera del lenguaje, y tan sólo a través de procesos como éste, somos capaces de hacerlos conscientes. Dicho de

otro modo, esta técnica permite profundizar en el conocimiento de las representaciones internas que tienen los padres sobre su hijo, sobre sí mismos y sobre la relación (Beebe, 2003), facilitando así la comprensión de los momentos tanto difíciles como armónicos con su hijo. Beebe (2003) afirma que esta forma de acceder al conocimiento está generalmente ausente en otro tipo de tratamientos breves y que, incluso, en terapias individuales de larga duración es difícil acceder a ello. Esto puede deberse a que el videofeedback muestra de forma directa aspectos de la relación que son muy difíciles de negar, puesto que están grabados y pueden verse repetidamente. Y además, se le ofrece a esa persona un espacio de seguridad donde hablar de sucesos ocurridos en otro momento distinto al actual y que le permite rebajar la aparición de defensas.

Otras dos características que se observan en el empleo del videofeedback son, por un lado, la selección intencionada de determinadas microsecuencias; es decir; a los padres no se les ofrece un visionado de todo el material grabado sino que, los profesionales que llevan a cabo la intervención, seleccionan aquellas secuencias que puedan resultar significativas para los padres. La segunda característica a destacar, es el punto de mira que se tiene sobre la microsecuencia; no es tan importante la actuación aislada del niño o del cuidador, sino la interacción que entre ellos se produce. Dicho de otro modo, lo esencial es localizar y hacer consciente cuáles son los efectos que generan las acciones.

La aplicación del videofeedback en múltiples programas de intervención demuestra que esta técnica basada en la experiencia resulta altamente eficaz en el aumento de las capacidades parentales (los padres se sienten más capaces de interactuar con su hijo, encuentran menos problemas y desarrollan su rol parental con mayor satisfacción), sobre todo en programas de corta duración (Fukkink, 2008). Asimismo, cuando se comparan programas de intervención que

contienen video-feedback con otros que no lo aplican, se llega a la conclusión de que los primeros son más eficaces (Bakermans-Kranenburg, Van Ijzendoorn y Juffer, 2005).

Aunque la técnica de video-feedback lleva empleándose más de tres décadas (Beebe, 2003), no existe todavía un consenso en cómo ha de introducirse en los programas de intervención para la mejora del vínculo niño-cuidador. Por un lado encontramos programas estandarizados donde esta técnica es tan sólo un elemento más de la intervención (el programa Circle of Security, de Powell et al (2009) o el programa llevado a cabo por Brisch, Bechinger, Betzler y Heinemann en 2008 para madres cuyos bebés habían nacido con bajo peso), y otro tipo de programas que básicamente consisten en la aplicación de videofeedback (VIPP, VIPP-R, VIPP-SD, VIG). Todos han demostrado ser eficaces, al menos, en el aumento de la sensibilidad materna; no así en la mejora del vínculo de apego donde tan sólo el programa Circle of Security ofrece resultados concluyentes (Velderman, Bakermans-Kranenburg, Juffer y Van Ijzendoorn, 2006, Kalinauskine et al., 2009, Kennedy, Landor y Todd, 2010, Klein Velderman, Van Zeijl, et al., 2006).

No obstante, las edades de aplicación de cada programa son distintas (algunas se aplican en momentos anteriores al año de vida y otras en momentos posteriores al año) el número y duración de las sesiones también varía bastante entre unos programas y otros (de 3 a 20 sesiones), y la población con la que se trabaja también posee características diferentes (población clínica, población no clínica y de bajo riesgo, población seleccionada en función de su nivel de sensibilidad materna...). Por tanto, llegar a conclusiones unánimes sobre el efecto o repercusión que genera el empleo de video-feedback, se hace todavía bastante difícil.

### 3.5. Brevedad

Consideramos que otra de las características fundamentales para el éxito en la

intervención, es la duración de los programas de intervención.

Los programas de corta duración nos aportan fundamentalmente dos ventajas. En primer lugar, existen muchas más probabilidades de compromiso por parte de los participantes, pues sus condiciones familiares y contextuales dificultarían bastante la posibilidad de asistir con regularidad a un programa de larga duración. Dicho de otro modo, la motivación y entrega que exige un compromiso a medio o largo plazo, es mayor que la exigida por un compromiso a corto plazo.

En segundo lugar, evita que los participantes puedan vivirse como sujetos dependientes de un servicio sin el cual no serían capaces de llevar a cabo las tareas de parentalidad. La cronificación de la ayuda puede mermar su empoderamiento cuando, precisamente, lo que se desea es lo contrario.

Además, no por ello su eficacia ha de ser menor que los programas de larga duración. El metaanálisis realizado por Bakermans-Kranenburg et al. (2003) sobre distintos programas de intervención en la mejora del vínculo niño-cuidador, demuestra que no existen diferencias en su eficacia para mejorar la sensibilidad materna.

#### 4. PRIMERA ALIANZA: PROGRAMA PARA EL FORTALECIMIENTO DE LOS VÍNCULOS TEMPRANOS EN CONTEXTOS DE EXCLUSIÓN SOCIAL

##### 4.1. Objetivos

Primera Alianza es un programa breve de intervención familiar diseñado con el objetivo de reparar o mejorar los vínculos tempranos entre niños de entre 1 y 6 años y sus cuidadores primarios, en contextos de vulnerabilidad social.

Esta preocupación por la mejora del vínculo temprano se concreta en una serie de objetivos específicos:

- Mejorar la interacción. Primera Alianza se orienta a favorecer en los cuidadores un mejor desempeño de sus funciones como refugio seguro y base segura, así como sus habilidades para regular afectivamente al hijo.
- Estimular la función reflexiva. Primera Alianza trata de incidir positivamente sobre las capacidades representacionales de los padres, mediante el aumento de la capacidad de reflexionar acerca de los estados internos del niño, por un lado, y mediante la transformación positiva de sus modelos operativos internos, por el otro.

##### 4.2. Metodología

Primera Alianza posee una metodología que podemos definir como innovadora, pues incorpora los tres elementos expuestos en el apartado anterior; brevedad, basado en fortalezas y experiencial.

Su duración es aproximadamente de tres meses, en los que se desarrollan tanto los momentos de evaluación (pre y post) como el programa de intervención (8 sesiones de carácter semanal, de 90 minutos de duración), lo cual lo caracteriza como programa de intervención breve. Asimismo, se lleva a cabo con grupos de entre 4 y 8 cuidadores primarios.

Afirmamos que Primera Alianza es un programa basado en fortalezas porque durante toda su aplicación ponemos especial énfasis en rescatar cuáles son las capacidades parentales que posee cada participante. En concreto, y para hacer esto todavía más visible, la primera mitad de la intervención tan sólo se dedica a trabajar sobre esta cualidad de los participantes.

Por último, Primera Alianza realiza la intervención en grupo y aplicando la técnica de video-feedback. Todas las sesiones de intervención, excepto la primera, incluyen esta técnica con la que exponemos secuencias de interacción tanto armónicas (primera mitad del programa) como conflictivas (segunda mitad del programa). El empleo de video-



feedback es enormemente enriquecedor y movilizador gracias a la ayuda del grupo, pues cada participante no sólo recibe comentarios por parte de los técnicos, sino que un grueso importante de la información la recibe de los propios participantes.

### 4.3. Resultados preliminares

Primera Alianza ha sido aplicado en una serie de barrios madrileños caracterizados por niveles altos de exclusión social. Los grupos de cuidadores que han integrado los grupos están constituidos por madres, en su mayoría. Una proporción elevada de estas madres son inmigrantes. Hemos contado también con madres adolescentes solteras.

No disponemos de datos contundentes acerca de la eficacia del programa, debido a la escasez de la muestra sobre la que se ha aplicado hasta el día de hoy. Con todo, contamos con evidencia favorable a la eficacia de Primera Alianza. Esta evidencia proviene de dos fuentes: la valoración cualitativa de las usuarias del programa, por un lado, y los resultados del análisis observacional de cuatro díadas niño-cuidador, antes y después de la observación.

### 4.4. Valoración cualitativa de las usuarias

Finalizadas las aplicaciones del programa, se obtuvo un testimonio de las usuarias acerca de los beneficios y aprendizajes que habían obtenidos tras su participación en Primera Alianza. Las respuestas de las usuarias contienen dos categorías de experiencia, fundamentalmente: cambios en la relación con el niño, y beneficios del método. En cuanto a la primera, las cuidadoras refieren un incremento en su capacidad para interpretar la conducta del niño en términos de estados internos (Entiendo muchas cosas que yo no sabía antes), en su capacidad para regularse en la interacción (Ya no grito cuando hace cosas que no debe) y en su disfrute asociado al ejercicio de la parentalidad (Ahora sé disfrutar de ellos), así como un mejor funcionamiento psicosocial del niño (Le veo más tranquilo). En cuanto a la segunda, las cuidadoras

*La Revue du REDIF, 2013, Vol. 6, pp. 41-52*

mencionan lo provechoso del trabajo grupal, que permite el intercambio, la expresión y el apoyo emocional (Antes pensaba que estas cosas sólo me pasaban a mí, ver lo contrario me ayuda a estar más tranquila), así como del videofeedback, que permite percibirse mejor en la relación (No me hubiera dado cuenta si no fuera por el vídeo).

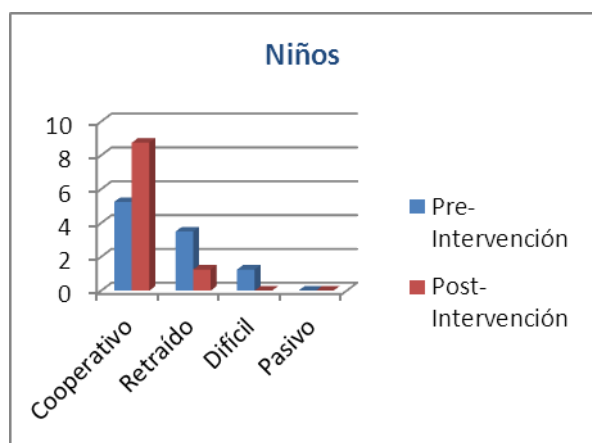
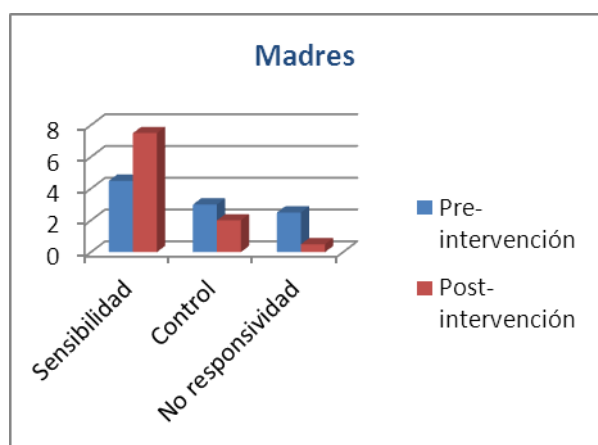
### 4.5. Evaluación observacional de la interacción niño-cuidador

Con uno de los grupos de cuidadores participantes de Primera Alianza, aplicamos un protocolo de evaluación observacional que está orientado a medir una serie de dimensiones significativas de la interacción entre niños y sus cuidadores primarios. Este protocolo, basado parcialmente en las categorías y el funcionamiento del CARE-Index (Crittenden, 2000), recibe el nombre de Primera Alianza: Instrumento de Observación, y sondea tres categorías del funcionamiento relacional en los cuidadores (sensibilidad, control y falta de responsividad), y cuatro categorías del funcionamiento relacional en niños (cooperación, retraimiento, dificultad/resistencia y pasividad). Primera Alianza: Instrumento de Observación sondea cada una de estas categorías a través de la expresión facial, la expresión verbal, la posición corporal, la implicación en la tarea y la regulación del afecto, tanto en el niño como en su cuidador). La evaluación se realiza sobre secuencias de vídeo de tres minutos de duración, durante los cuales el niño y el cuidador han recibido la consigna de jugar libremente.

Los cambios registrados por el instrumento en las cuatro díadas, entre los niveles de funcionamiento relacional antes y después de la intervención, se recogen en las dos tablas que aparecen a continuación.

Tal y como puede observarse, los registros observacionales de las madres recogen un aumento en la sensibilidad, y un descenso en los niveles de control y no responsividad tras

la intervención. Por su lado, los niños manifiestan una orientación más cooperativa hacia sus madres, así como un descenso en sus niveles de retraimiento y de dificultad/resistencia. Los niveles de pasividad del niño no mostraron cambios, ya que esta categoría corresponde a manifestaciones de desconexión socioemocional severa, propia de niños sometidos a situaciones de negligencia extrema, algo que no hallamos en ninguna de las familias beneficiarias de nuestro programa.



## 5. CONCLUSIONES Y DISCUSIÓN

*Primera Alianza* es un programa que busca frenar la transmisión intergeneracional de la exclusión mediante el fortalecimiento del vínculo temprano en familias vulnerables.

Para ello, *Primera Alianza* incide sobre algunos de los procesos fundamentales de la relación temprana, tales como las funciones de base segura y refugio seguro ejercidas por el cuidador, o la función reflexiva. *Primera Alianza* emplea metodologías innovadoras que contribuyen al aprendizaje mediante la experiencia, a la simetría entre técnicos y beneficiarios, y a la prevención de las dinámicas de dependencia y cronificación que con frecuencia se producen en el ámbito de la intervención socio-comunitaria.

Los resultados preliminares obtenidos mediante las aplicaciones piloto de *Primera Alianza* apuntan a altos niveles de eficacia del programa. La valoración cualitativa de las usuarias, así como los cambios registrados mediante evaluación observacional tras la intervención, señalan un aumento en la función reflexiva de los cuidadores y una mejoría en el funcionamiento relacional tanto de los cuidadores como de sus hijos. Estos resultados son provisionales, dado el tamaño reducido de la muestra con la que contamos a día de hoy y la ausencia de investigaciones que confirmen la fiabilidad de nuestros instrumentos de evaluación.

Creemos que el futuro de este tipo de programas pasa, en primer lugar, por continuar investigando acerca cómo se construyen las relaciones y qué hace que éstas sean espacios para el desarrollo y la resiliencia. Asimismo, debemos continuar preguntándonos cuáles son los niveles de la relación sobre los que conviene trabajar para fortalecerla, y cuáles son las estrategias apropiadas para generar cambios en estas dimensiones.

La alta aplicabilidad y el éxito preliminar de *Primera Alianza* nos hablan de la pertinencia de intervenir tempranamente en contextos de exclusión. La intervención temprana garantiza una mayor eficacia preventiva, en varios sentidos: intervenir al principio de la vida del niño hace que nuestro trabajo pueda ser más breve, menos invasivo, o que los métodos

empleados se beneficien de la tendencia a vincularse con los hijos al principio de la vida, experimentada con fuerza por la mayor parte de los cuidadores, a pesar incluso de las circunstancias adversas o de sus propios traumas (Fraiberg et al., 1975). Por otro lado, además de una cuestión de eficacia, intervenir tempranamente es una cuestión de justicia: contribuyendo al establecimiento de una parentalidad funcional y saludable, este tipo de programas tratan de ofrecer al niño las condiciones necesarias para su desarrollo psicosocial.

## REFERENCIAS

- Bakermans-Kranenburg, M. J., Van Ijzendoorn, M. H. y Juffer, F. (2003). Less is more: Meta-analysis of sensitivity and attachment interventions in early childhood. *Psychological Bulletin*, 129, 195–215.
- Bakermans-Kranenburg, M. J., Van Ijzendoorn, M. H. y Juffer, F. (2005). Disorganized infant and preventive interventions: A review and meta-analysis. *Infant Mental Health Journal*, 26(3), 191-216.
- Beebe, B. (2003). Brief mother–infant treatment: psychoanalytically informed video Feedback. *Infant mental health journal*, 24(1), 24–52.
- Bowlby, J. (1980). *La pérdida afectiva*. Buenos Aires: Paidós.
- Caspers, K. M., Yucuis, R., Troutman, B., & Spinks, R. (2006). Attachment as an organizer of behavior: Implications for substance abuse problems and willingness to seek treatment. *Substance Abuse Treatment, Prevention, And Policy*, 1 (2) doi:10.1186/1747-597X-1-32.
- Dozier, M., Stoval-McClough, K.C. y Albus, K. (2008), Attachment and Psychopathology in Adulthood. En Hazan y Shaver (eds.), *Handbook of attachment: Theory, research and clinical applications* (2ª Ed.). Nueva York: Guilford.
- Dutton, D. G., & White, K. R. (2012). Attachment insecurity and intimate partner violence. *Aggression And Violent Behavior*, 17(5), 475-481.
- Fonagy, P. (2003). The development of psychopathology from infancy to adulthood: The mysterious unfolding of disturbance in time. *Infant Mental Health Journal*, 24(3), 212-239.
- Fraiberg, S., Adelson, E. y Shapiro, V. (1975). Ghosts in the nursery. *Journal of the American Academy of Child Psychiatry*, 14(3), 387-421.
- Fukink, R. G. (2008). Video feedback in widescreen: A meta-analysis of family programs. *Clinical Psychology Review*, 28(6), 904-916.
- Gore, J. S., & Rogers, M. (2010). Why do I study? The moderating effect of attachment style on academic motivation. *The Journal Of Social Psychology*, 150(5), 560-578.
- Howard, K., Martin, A., Berlin, L. J., & Brooks-Gunn, J. (2011). Early mother-child separation, parenting, and child well-being in Early Head Start families. *Attachment & Human Development*, 13(1), 5-26.
- Kalinauskiene, L., Cekuoliene, D., Van Ijzendoorn, M. H., Bakermans Kranenburg, M. J., Juffer, F. y Kusakovskaja, I. (2009). Supporting insensitive mothers: the vilnius randomized control trial of video-feedback intervention to promote maternal sensitivity and infant attachment security. *Child: care, health and development*, 35(5), 613–623.
- Kennedy, H., Landor, M. y Todd, L. (2010). Video Interaction Guidance as a method to promote secure attachment. *Educational & Child Psychology*, 27(3), 59-71.
- Kohut, H. (1977). *Análisis del self: el tratamiento psicoanalítico de los trastornos narcisitas de la personalidad*. Buenos Aires: Amorrortu.
- Main, M. y Solomon, J. (1990). Procedures for identifying infants as disorganized/disoriented during the Ainsworth Strange Situation. En

- Greenberg, M., Cicchetti, D. y Cummings, E. (Eds.), *Attachment in the preschool years: Theory, research, and intervention*. Chicago: University of Chicago.
- Powell, B., Cooper, G., Hoffman, K. y Marvin, R. (2009). The Circle of Security. En Zeanah, Ch. (Ed.), *Handbook of Infant Mental Health* (3ª ed.). Nueva York: Guilford Press.
- Rodrigo, M.J., Martín-Quintana, J.C., Cabrera, E. y Máiquez, M.L. (2009). Las competencias parentales en contextos de riesgo psicosocial. *Intervención psicosocial*, 18 (2), 113-120.
- Stern, D. (1995). *The motherhood constellation: A unified view of parent-infant psychotherapy*. New York: Basic Books.
- Thompson, R. (2008), Early Attachment and Later Development: Familiar Questions, New Answers. En Hazan y Shaver (eds.), *Handbook of attachment: Theory, research and clinical applications* (2ª Ed.). Nueva York: Guilford.
- Van Zeijl, J., Mesman, J., Van IJzendoorn, M. H., Bakermans-Kranenburg, M. J., Juffer, F., Stolk, M. N., Koot, H. M. y Alink, L. R. A. (2006). Attachment-based intervention for enhancing sensitive discipline in mothers of 1- to 3-year-old children at risk for externalizing behavior problems: A randomized controlled trial. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 74(6), 994-1005.
- Velderman, M. K., Bakermans-Kranenburg, M. J., Juffer, F. y Van IJzendoorn, M. H. (2006). Preventing preschool externalizing behavior problems through video-feedback intervention in infancy. *Infant Mental Health Journal*, 27(5), 466-493.

## Les liens entre frères et sœurs à l'épreuve de la Révolution

Isabelle Levêque-Lamotte

Louvain-La-Neuve

L'analyse des liens familiaux est abordée en histoire de la famille à travers, entre autres, l'étude des formes d'organisation familiale. Le fonctionnement du groupe familial dans le passé a constitué un champ de recherche fécond dès la fin des années 1960, grâce notamment à l'apport de la démographie historique<sup>1</sup>. Celle-ci a permis de démontrer la pluralité des structures familiales et leur variabilité géographique. Ainsi, à côté des formes familiales simples, comme les familles nucléaires, ont coexisté des familles complexes, prépondérantes dans certaines régions, notamment dans le Sud de la France. Plus particulièrement ont été étudiées les familles souches dans la France méridionale<sup>2</sup> : en milieu rural, le père de famille gère l'exploitation familiale et en garantit la perpétuation en désignant celui de ses enfants qui lui succèdera et héritera de ses biens. Celui-ci, le plus souvent le fils aîné, reste habiter avec ses parents tandis que les autres enfants quittent la maison paternelle par mariage et reçoivent une dot. Dans ce type de

fonctionnement, les relations entre les membres de la famille, et particulièrement entre les frères et les sœurs, sont fortement hiérarchisées, entre ceux qui héritent et ceux qui sont dotés, entre ceux qui restent et ceux qui partent<sup>3</sup>. Cet ordre est généré par un mode de transmission des biens inégalitaire, imposé par les coutumes de préciput ou par la puissance paternelle dans les pays de droit écrit où le principe de la liberté de disposer des biens est établi. Or, suite à la Révolution, le cadre juridique a profondément évolué: le droit de la famille a connu un bouleversement majeur et la succession des lois a été rapide. Comment ces familles ont-elles vécu ces changements? Jusqu'à quel point ceux-ci ont-ils remis en cause la spécificité de leur organisation interne et, par conséquent, eu un impact sur les liens familiaux? En particulier, comment évoluent les liens dans la fratrie si profondément structurés par la puissance paternelle?

Pour évaluer les conséquences des nouvelles lois sur les liens entre germains, j'ai choisi d'examiner les familles ayant vécu dans un village du Périgord (qui devient le département de la Dordogne à partir de 1790), Saint-Léon-sur-l'Isle, entre 1780 et 1839. Pour cette communauté rurale, les sources privilégiées sont les actes notariés, notamment les contrats de partage qui mettent en scène des frères et des sœurs. La majorité des familles dans ce village périgourdin s'apparentent aux familles souches. Sous l'Ancien Régime, en Périgord, les règles de succession relèvent du droit écrit. La puissance paternelle s'exprime avec force

---

<sup>1</sup> LASLETT Peter, *Un monde que nous avons perdu: famille, communauté et structure sociale dans l'Angleterre pré-industrielle (trad)*, Paris, Flammarion, 1969.

<sup>2</sup> par exemple: COLLOMP Alain, *La maison du père. Famille et village en Haute-Provence aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, PUF, 1983. CLAVERIE Elisabeth et LAMAISON Pierre, *L'impossible mariage. Violence et parenté en Gévaudan, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> siècles*, Paris, Hachette, 1982. BONNAIN Rolande, « Pratiques successorales dans les Pyrénées centrales (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) », *Mélanges de l'Ecole Française de Rome. Moyen-Age, Temps modernes*, t. 100, n°1, 1988, p. 357-371. DEROUET Bernard, « Le partage des frères. Héritage masculin et reproduction sociale en Franche-Comté au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle », *Annales. HSS*, vol. 48, n°2, 1993, p. 453-473.

---

<sup>3</sup> SEGALIN Martine et RAVIS-GIORDANI Georges (éd.), *Les Cadets*, Paris, CNRS Editions, 1994.

et permet d'imposer l'ordre dans la fratrie par l'élection de certains enfants seulement au rang d'héritiers privilégiés. Quelques mesures compensatoires permettent d'obtenir l'adhésion des enfants écartés de l'héritage à ce modèle d'organisation familiale. Cependant le consensus familial est fragile; il est menacé par l'affaiblissement de l'autorité paternelle aux moments clés du cycle familial. Plus encore, il est mis en péril par l'irruption des lois révolutionnaires qui imposent des nouvelles règles de succession sur des bases égalitaires dès l'an II. Le Code civil des Français a permis de restaurer une partie de l'autorité paternelle et réintroduit une certaine dose d'inégalité dans les partages successoraux. Cela suffit-il à restaurer l'ordre ancien ou bien l'introduction du principe égalitaire a-t-il modifié en profondeur les liens de germanité?

### 1. LE FONCTIONNEMENT DE LA FAMILLE EN PÉRIGORD

L'organisation familiale qui prévaut à Saint-Léon-sur-l'Isle sous l'Ancien Régime rappelle celle de la famille souche décrite pour la première fois par Frédéric Leplay<sup>4</sup>; elle est parfaitement illustrée par l'exemple de la famille Doche. Jean Doche et Gabrielle Doche, mariés en 1749, ont quatre enfants, trois filles et un fils. Le fils Jean est institué héritier général de ses parents dans son contrat de mariage avec Pétronille Senrem en 1783, qui stipule en outre la cohabitation avec les parents. Sa sœur aînée, Marguerite, s'est mariée dès 1780, mais, n'étant pas héritière, elle a reçu en dot 700 livres et quelques meubles, tout comme Marguerite la sœur cadette qui se marie en 1791. Quant à Jeanne, elle reste célibataire et vit avec ses parents et son frère marié. Ce modèle familial, basé sur

la co-résidence des héritiers et sur l'accès différencié au patrimoine, s'applique à une majorité de familles ayant vécu au village. Lorsque, à leur tour, Jean Doche et Pétronille Senrem organisent leurs successions, ils privilégient également certains de leurs enfants qui bénéficient d'une part plus importante de leurs biens: Jean, les deux fils aînés, et Pétronille, les trois fils qui vivent avec elle.

L'inégalité naturelle qui existe entre frères et sœurs par le sexe et le rang de naissance, est renforcée par les choix parentaux en matière successorale<sup>5</sup>. Ceux-ci engendrent une double partition au sein de la fratrie. D'une part, les rôles sont distribués entre ceux qui sont élus héritiers et ceux qui n'héritent pas. Pour reprendre la distinction des deux formes de transmission opérée par Georges Augustins<sup>6</sup>, les héritiers à Saint-Léon sont également les successeurs: ils recueillent non seulement la plus grande partie du patrimoine matériel paternel, mais ils bénéficient en outre de la partie immatérielle de l'héritage qui comprend la position sociale, l'autorité du chef de famille... Les héritiers sont les continuateurs de la famille et sont perçus comme tels par les frères et sœurs non héritiers. Chez les Doche, le fils Jean reste habiter dans la maison paternelle au décès des parents et adopte le même surnom « Tailleur » que son père. Il continue d'honorer les échéances de versement des dots de ses sœurs. Ainsi est conservé un lien de nature financière ou matérielle entre les membres de la fratrie. Toutefois, la fonction des frères héritiers ne se limite pas à celle de simples exécuteurs testamentaires. Par exemple, ils sont amenés à se substituer au père défunt pour constituer une dot de mariage à leur sœur. En même temps que les biens, ils

<sup>4</sup> BURGUIERE André, « Pour une typologie des formes d'organisation domestique de l'Europe moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) », *Annales. HSS*, vol. 41, n°3, 1986, p. 639-655.

<sup>5</sup> LETT Didier, *Frères et sœurs. Histoire d'un lien*, Paris, Editions Payot & Rivages, 2009.

<sup>6</sup> AUGUSTINS Georges, « La perpétuation des groupes domestiques. Un essai de formalisation », *L'Homme*, 1998, t. 38, n°148, p. 15-45.

héritent du pouvoir paternel opposable aux autres frères et sœurs non héritiers.

D'autre part, la fratrie se partage entre les enfants qui restent, qu'ils soient ou non héritiers, et ceux qui partent: dans nos familles de Saint-Léon, à l'époque étudiée, ils quittent le toit familial par mariage. La vie en communauté crée un lien privilégié entre les frères et sœurs habitant ensemble. En Périgord, pays à vocation essentiellement rurale, les familles forment des unités d'exploitation qui travaillent la terre soit en faire-valoir direct sur des propriétés le plus souvent exiguës, soit en métayage. Se crée une communauté de vie et de travail qui se prolonge entre les frères héritiers lorsque la succession paternelle est remise entre les mains de plusieurs fils. Dans notre famille Doche, les trois fils de Jean et de Pétronille poursuivent ensemble l'exploitation familiale après le décès du père. La communauté se poursuit également entre les enfants héritiers et non héritiers, comme celle qui s'établit entre Jean et Jeanne Doche, la sœur célibataire. Cette proximité tisse des liens privilégiés comme le prouvent les dispositions testamentaires des célibataires qui choisissent leurs héritiers parmi les frères et sœurs ou leurs descendants habitant près d'eux.

La hiérarchie au sein de la fratrie est tempérée par des mécanismes de compensation qui limitent le déséquilibre des rapports entre les germains. Ceux qui ne sont pas institués héritiers généraux, s'ils se marient, reçoivent en compensation un dot qui correspond en tout ou en partie à leur légitime. En droit écrit, la légitime représente la part réservée aux enfants dans les successions parentales. En cas d'insuffisance de la constitution dotale ou d'accroissement des biens patrimoniaux, ils peuvent percevoir un supplément de légitime. Dans certains contrats de mariage, les futurs mariés dotés s'engagent à se contenter de leur dot et à renoncer à de plus amples droits sur les successions paternelle et maternelle. En dépit de ces éventuelles clauses de renonciation, les enfants légitimaires conservent la possibilité de demander des

suppléments de légitime s'ils s'estiment lésés. Dans ce cas, ils adressent leurs revendications aux frères héritiers; s'engage alors une négociation qui peut parfois prendre un caractère conflictuel.

### 2. LA RÉVOLUTION DANS LA FAMILLE

La contestation surgit lorsque la puissance paternelle s'affaiblit, à des moments de changement dans l'organisation familiale, principalement suite aux sorties de la communauté familiale par mariage ou par le décès du père. Elle est portée principalement par les sœurs qui sont souvent exclues de l'héritage et qui bénéficient du soutien de leur famille par alliance. Chez les Doche, la protestation émane de Marguerite, la sœur aînée et ne tarde pas à s'exprimer. Un mois après le décès de son père en mai 1793, elle et son mari Mery Gayou réclament à son frère Jean, héritier institué des parents, un complément de légitime: ils obtiennent 300 livres. Dans les actes de partage, les demandes de supplément de droit conduisent parfois à une confrontation plus virulente qui menace l'union fraternelle.

La revendication des germains trouve une légitimation grâce aux lois révolutionnaires qui portent atteinte à la puissance paternelle. Plus particulièrement, la loi du 17 nivôse an II bouleverse les règles traditionnelles de transmission en supprimant la liberté de disposer offerte par le droit écrit: la loi prône l'égalité absolue entre les héritiers légitimes auxquels l'essentiel des biens est réservé. Les enfants ont désormais droit chacun à une part strictement égale dans la succession des parents et la part disponible est réduite à un dixième des biens. Le traumatisme provoqué par cette loi est d'autant plus profond qu'elle a un effet rétroactif à dater du 14 juillet 1789. Cet effet rétroactif est à son tour suspendu par le décret du 5 floréal an III, supprimé par la loi du 9 fructidor an III puis annulé par la loi du 3 vendémiaire an IV. La loi du 4 germinal an VIII revient sur le principe d'égalité en

étendant la portion disponible des biens au quart et surtout en permettant de la léguer à un héritier légitime par préciput, c'est-à-dire en sus de sa part réservée. Enfin, le décret sur les donations entre vifs et les testaments du Code civil des Français est promulgué le 23 floréal an XI. Le principe de la part réservataire au profit des héritiers est maintenu mais le droit de disposer est plus étendu par rapport aux lois révolutionnaires: il porte désormais sur une quotité variant entre la moitié et le quart des biens selon le nombre d'enfants.

Pendant la période révolutionnaire, les institutions judiciaires ont également subi des modifications. En effet, la loi des 16-24 août 1790 instaure une nouvelle organisation judiciaire conçue pour être plus simple et plus souple et basée sur le principe de la conciliation. Dans cet esprit sont créés, notamment, les tribunaux de famille: les litiges familiaux doivent désormais trouver une résolution amiable grâce à l'arbitrage de parents ou amis réunis en « tribunaux ». Mais, dans la pratique, cette nouvelle instance par nature extra judiciaire se « judiciarise<sup>7</sup> » par la substitution des hommes de loi aux parents dans le rôle des arbitres. Les tribunaux de famille sont formellement supprimés par le décret du 9 ventôse an IV.

La succession des lois est rapide: il ne s'écoule qu'à peine plus de trois ans entre la loi du 4 germinal an VIII et le décret d'application du Code Civil. L'effet rétroactif de la loi du 17 nivôse an II ne s'applique que pendant un an et un peu plus de huit mois. Malgré la fréquence des nouveaux décrets et la fugacité des tribunaux de famille, la législation révolutionnaire est à l'origine de nombreux actes notariés à Saint-Léon-sur-l'Isle, notamment des contrats relatifs au partage des

biens. La promulgation des nouvelles lois basées sur le principe de l'égalité a donné de la substance à la contestation des germains. Les revendications traditionnelles qui portaient sur des suppléments de droit se sont transformées en dossiers complexes, à rebondissements et aux procédures longues. Après avoir obtenu un supplément de légitime, dès le 12 germinal an II, soit moins de trois mois après la promulgation de la loi du 17 nivôse an II, Marguerite et son mari exigent le quart des biens auxquels elle a droit désormais dans la succession de ses parents. Finalement, ils cèdent sa part par licitation à Jean pour une somme de 2 950 livres. Ce contrat de licitation est à son tour annulé par un « accord portant remise de droits » conclu le 13 frimaire an IV huit mois plus tard: en vertu de la loi du 3 vendémiaire an IV, Jean est réintégré dans ses prérogatives d'héritier contractuel. Marguerite doit se contenter du supplément de légitime initialement négocié. La rapidité du changement des lois n'empêche nullement les époux Gayou de saisir l'opportunité qu'elles offrent pour augmenter la part des biens échus à Marguerite. Comme dans la famille Doche, la renégociation des contrats de partage puis le retour aux partages initiaux engendrent une inflation des actes de partage dans les minutes notariales de la région. Le nouveau contexte législatif révolutionnaire ouvre donc voix à l'expression des revendications des frères et sœurs exclus des héritages. Ce sont principalement les sœurs qui portent la contestation, accompagnées ou représentées par leurs maris.

Les négociations s'avèrent parfois plus difficiles. Les tensions sont perceptibles à travers même les mots du notaire; le conflit menace. En témoigne le nombre de contrats de partage rédigés dans le cadre d'une procédure judiciaire ou sous la menace d'une résolution judiciaire: sur 231 contrats de partage consultés, 58 actes sont concernés. Parmi ces derniers, 6 contrats sont rédigés après la

<sup>7</sup> FERRAND Jérôme, « La famille assemblée en tribunal, instance de pacification ou authentique juridiction arbitrale ? », *Centre d'Histoire Judiciaire @édition.électronique*, 2011, p. 27-39.



constitution d'un tribunal de famille pour résoudre les problèmes de partage liés à la loi du 17 nivôse an II. Malgré la souplesse qu'offre cette nouvelle instance, elle nécessite la réunion d'arbitres et d'experts. Les procédures sont coûteuses et parfois interrompues avant terme. La conciliation, laborieuse, est souvent obtenue grâce à la médiation de conseils, d'amis, de parents communs. Elle est finalement atteinte en considération des coûts engagés et en vertu du principe de l'entente fraternelle.

### 3. L'ADAPTATION AUX NOUVELLES RÈGLES JURIDIQUES

Comparées à la déflagration provoquée par les lois révolutionnaires, les dispositions du Code civil en matière de succession représentent un relatif retour à l'ordre ancien puisqu'une quotité des biens successifs est à nouveau disponible et peut être léguée à l'avantage d'un ou plusieurs enfants. Le changement reste cependant notable par rapport à la situation prérévolutionnaire car la part de l'héritier est plus réduite. Par exemple, en présence de trois enfants, la part maximale possible comprend la moitié de la masse successorale sous le Code civil contre  $7/9^{\text{ème}}$  des biens sous le droit écrit. Ces nouvelles règles permettent-ils la revanche des cadets? De fait, l'augmentation des quotités réservées aux héritiers légitimes induit un rééquilibrage en faveur des filles et des fils puînés antérieurement exclus de la succession. Certains partages sont menés en veillant au strict respect de l'égalité, au prix même d'une division des terrains et même des bâtiments: pièces divisées, murs déplacés, croisées condamnées... Cependant, malgré les pratiques égalitaires induites par le droit révolutionnaire, les contrats postérieurs à 1804 présentent toujours une majorité de partages conclus sur des bases inégalitaires au profit de certains enfants seulement qui héritent de la quotité disponible par préciput. La division des biens-fonds est problématique dans un pays de très petites propriétés comme la Dordogne. L'attribution de la quotité disponible à certains enfants reste donc une mesure pertinente pour

maintenir l'intégrité de l'exploitation familiale. Les protagonistes sont conscients du danger économique que représente la parcellisation des terres. Aussi constatons-nous, dans les contrats, l'adoption d'un certain nombre de dispositifs destinés à contourner les effets du Code civil. Devant l'étroitesse des fonds, les contractants peuvent renoncer à la division et recourir à la licitation des parts. Pour faciliter les partages ou concentrer les terres ils ont recours à la cession de droits. Pour reprendre l'exemple de la famille Doche, à la troisième génération, Jeanne, fille de Jean Doche et de Pétronille Senrem, fait cession de ses droits dans la succession de son père à ses trois frères aînés. Le frère cadet Méri fait de même après qu'il s'est installé suite à son mariage dans la famille de son épouse dans une autre commune. Plus marginalement nous avons remarqué que les lots ne sont pas systématiquement composés au hasard mais qu'ils sont dans certains cas clairement élaborés en prenant en compte la situation matrimoniale, familiale ou géographique propre à chacun des frères et sœurs: attribution des terrains excentrés, des maisons, des bâtiments agricoles... Enfin, la prolongation des périodes d'indivision permet de reculer le moment du partage. Ainsi, alors que Jean Doche décède en 1803, le partage de ses biens entre ses trois fils aînés n'intervient qu'en 1835. Les transactions entre les frères et les sœurs se sont donc accrues et diversifiées; plus équilibrés, les liens sont désormais plus électifs et négociés.

L'organisation familiale à Saint-Léon-sur-l'Isle n'a pas été fondamentalement transformée suite aux changements législatifs entraînés par la Révolution. Malgré l'introduction des lois égalitaires, les liens entre les frères et sœurs dans ces familles restent toujours hiérarchisés en fonction des conditions d'accès au patrimoine familial. Cependant, cet ordre entre germains paraît désormais moins imposé et repose plus largement sur le consensus familial. Celui-ci se manifeste par le contournement des règles de succession du Code civil. Ainsi, à la faveur

des les nouvelles règles de transmission qui confèrent aux cadets et notamment aux sœurs une plus large part d'héritage que sous le droit écrit, les relations entre les frères et sœurs sont plus équilibrées et plus largement basées sur la négociation.

## Rupture et continuité des liens familiaux dans le contexte migratoire : les migrations parentales internationales en question

Asuncion Fresnoza-Flot

Cirfase/Iacchos

Université catholique du Louvain

### Introduction

Les migrations parentales internationales, notamment depuis les pays en voie de développement, constituent un phénomène contemporain à l'échelle globale. Cette migration entraîne en général une séparation familiale qui a fait l'objet de nombreuses études en sciences sociales dans les pays d'origine et de destination des parents migrants<sup>1</sup>. Elle transforme également les familles des parents migrants en « familles transnationales » « dont les membres vivent tout ou partie du temps séparés les uns des autres, mais qui tiennent cependant et créent quelque chose qui peut être vu comme un sentiment de bien-être collectif et d'unité »<sup>2</sup>. La littérature sur cette forme de famille dévoile la façon dont le départ vers le pays étranger d'un ou deux des parents crée à la fois une rupture et une continuité dans les liens interpersonnels au sein de la famille.

D'une part, pour C. Coe et ses collègues, une « rupture » dans le contexte migratoire signifie « une interruption, un

changement, une distance, une division »<sup>3</sup> dans la vie des migrants et leurs familles. L'emploi de ce mot comme concept analytique attire l'attention sur la dynamique des relations familiales suite à la migration, notamment sur les ruptures, bouleversements et discontinuités dans la vie des membres de la famille et de leur société d'appartenance. D'autre part, la « continuité » suggère une persistance et une « cohérence qui accompagne la vie quotidienne »<sup>4</sup> en migration. Cette continuité relie les « tournants de l'existence », renvoie à « un processus de construction d'un sens de l'événement » qui permet de « tourner la page »<sup>5</sup>. Rupture et continuité caractérisent simultanément le processus migratoire des parents, ce qui souligne la capacité d'initiative (*agency*) des migrants et de leurs familles restées au pays pour s'adapter à leur nouvelle situation. Dans cet article, rupture et continuité s'entendent comme deux aspects du processus de vie au cours de la migration parentale. Afin de comprendre ce processus, cet article examine les études existantes sur les migrations parentales internationales, y compris sur les familles transnationales, et examine les questions suivantes : comment la migration parentale engendre-t-elle à la fois une rupture et une continuité des liens familiaux ? De quelle manière les individus

<sup>1</sup> Par exemple : Booth, M. Z. (1995). Children of migrant fathers: the effects of father absence on swazi children's preparedness for school. *Comparative Education Review*, 39(2), 195-210 ; Devi, U., Isaksen, L. W., & Hochschild, A. (2010). La crise mondiale du care : point de vue de la mère et de l'enfant. In Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Le Feuvre & Fatou Sow (Eds.), *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail* (pp. 121-136). Paris: Presses de Sciences Po.

<sup>2</sup> Bryceson, D. F., & Vuorela, U. (Eds.). (2002). *The transnational family. New European frontiers and global networks*. Oxford: Berg, p. 3.

<sup>3</sup> Coe, C., Reynolds, R. R., Boehm, D. A., Hess, J. M., & Rae-Espinoza, H. (2011). *Everyday ruptures. Children, youth, and migration in global perspective*. Nashville, Tennessee: Vanderbilt University Press, p. 1.

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Leclerc-Olive, M. (1997). *Le Dire de l'événement (biographique)*. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, p. 11.

affrontent-ils leur nouvelle situation familiale ?

Statistiquement parlant, il est difficile d'estimer le nombre de parents migrants dans le monde. On peut cependant se faire une idée de l'ampleur du phénomène migratoire parental au travers de quelques statistiques. En 2010, par exemple, 78,8 millions (36,8 pour cent) des 213,9 millions de migrants internationaux étaient âgés de 20 à 39 ans, période de la vie pendant laquelle les hommes et les femmes fondent en général une famille<sup>6</sup>. Parmi ce nombre, 42,8 pour cent étaient originaires des régions les moins développées dans le monde. La tranche d'âge de 20 à 39 ans comptait le nombre le plus élevé de migrants internationaux originaires de ces régions. Les femmes constituaient 47,9 pour cent de la population totale des migrants âgés entre 20 et 64 ans<sup>7</sup>. Au cours des vingt dernières années, les études sur ces femmes, notamment les mères migrantes, se sont multipliées en sciences sociales, ce qui est un indice de l'importance de ce mouvement migratoire qui se déroule en parallèle avec la migration classique des hommes célibataires et mariés. Les parents migrants laissent le plus souvent leurs enfants dans leur pays d'origine ; le nombre exact de ces enfants laissés au pays demeure inconnu.

Les études qui ont trait aux familles transnationales des parents migrants utilisent en général une approche qualitative et ethnographique qui permet aux chercheurs de se plonger dans la dimension familiale et l'univers privé des migrants. La construction d'espaces d'investigation pour ce type de recherche se base principalement sur une approche « multi-site » qui « suit les gens, les

objets, les métaphores, etc. »<sup>8</sup>. On peut également considérer cette approche comme « transnationale » car elle traverse les frontières politiques, sociales et culturelles<sup>9</sup>. L'intérêt croissant pour les migrations parentales et les familles transnationales a engendré une multiplication des méthodes de collecte des données : « méthodes mobiles »<sup>10</sup>, « ethnographie mobile »<sup>11</sup>, « transnationalisme méthodologique »<sup>12</sup>. Récemment, on constate l'emploi croissant d'approches quantitatives et mixtes, c'est-à-dire intégrant à la fois des méthodes qualitatives et quantitatives afin d'ouvrir des perspectives nouvelles sur les familles transnationales<sup>13</sup>. Quelles que soient les méthodes utilisées, les points de vue le plus souvent analysés dans les études existantes sont ceux des parents migrants et de leurs « enfants laissés au pays » (*left-behind children*).

Pour cette raison, cet article se place du point de vue des parents migrants et des autres membres de leur famille restés au pays, en se basant sur le corpus de connaissances sur les migrations parentales et les familles transnationales. Dans un premier temps, nous examinerons les causes du départ d'un ou

<sup>8</sup> Marcus, G. E. (1995). Ethnography in/ of the world system: the emergence of multi-sited ethnography. *Annual Review of Anthropology*, 24, 95-117.

<sup>9</sup> Voir Quiminal, C. (1991). *Gens d'ici, gens d'ailleurs. Migrations soninké et transformation villageoise*. Paris: Bourgois.

<sup>10</sup> Büscher, M., Urry, J., & Witchger, K. (Eds.). (2010). *Mobile methods*. Routledge.

<sup>11</sup> Blok, A. (2010). Mapping the super-whale: towards a mobile ethnography of situated globalities. *Mobilities*, 5(4), 507-528.

<sup>12</sup> Amelina, A. & Faist, T. (2012). De-naturalizing the national in research methodologies: key concepts of transnational studies in migration. *Ethnic and Racial Studies*, 35(10), p. 1708.

<sup>13</sup> Par exemple : Mazzucato, V. (2008). Simultaneity and networks in transnational migration: lessons learned from an SMS methodology. In Josh DeWind & J. Holdaway (Eds.), *Migration and development within and across borders: research and policy perspectives on internal and international migration*. Geneva: International Organization for Migration.

<sup>6</sup> UNDESA. (2012). *The age and sex of migrants 2011*. New York: Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nations.

<sup>7</sup> Ibid.

deux des parents en passant en revue études sur les migrations parentales. Dans un deuxième temps, nous analyserons les conséquences de cette migration sous l'angle de la rupture et de la continuité, notamment concernant les liens familiaux. Nous expliquerons également comment les membres d'une famille éclatée par la migration parentale s'adaptent et donnent un sens à leur situation. Nous concluons enfin en identifiant les lacunes à combler dans les recherches sur les migrations parentales internationales et sur les familles transnationales.

### Les logiques multiples des migrations parentales

Les optiques analytiques utilisées pour expliquer les causes de la migration parentale varient. La plupart des études sur cette question ont été menées suivant les perspectives de l'économie politique et du genre qui s'appuient fortement sur les expériences subjectives des migrants, des membres de leurs familles et de quelques acteurs sociaux en mettant en lumière leur capacité d'initiative et les facteurs qui façonnent leurs actions.

L'approche de l'économie politique tend à interpréter la migration parentale comme le résultat d'une inégalité sociale liée à la mondialisation et à l'écart entre l'offre et la demande de main-d'œuvre. De ce point de vue, la migration des mères de famille s'inscrit dans la migration globale des femmes en réponse au besoin de main-d'œuvre bon marché, notamment dans le secteur des services à la personne dans les « villes globales »<sup>14</sup>. Elle révèle la nouvelle division internationale du travail caractérisée par « le déplacement d'unités industrielles d'un pays à l'autre, la fragmentation des processus de production, le développement

des zones franches d'exportation » et par « l'expansion d'un marché mondial de la domesticité »<sup>15</sup>. Ce changement entraîne la « féminisation » de la lutte pour la survie<sup>16</sup>, un processus dans lequel les sociétés contemporaines dépendent de plus en plus du travail des femmes. De plus, l'écart entre le désir des mères de remplir leurs obligations envers leurs enfants et leur capacité financière les motive à émigrer, échangeant « amour » contre « or »<sup>17</sup>. D'après S. Horton<sup>18</sup>, c'est ainsi l'ambition des mères d'offrir à leurs enfants une « enfance idéale » caractérisée par le confort matériel qui les pousse à partir à l'étranger. Quant aux pères de famille, leur migration est également expliquée par la logique économique de satisfaction de la demande de main-d'œuvre des pays développés. Ces hommes se concentrent dans les secteurs agricole, maritime et du bâtiment, effectuant les travaux précaires et le « sale boulot »<sup>19</sup>. Comme certaines de leurs homologues féminines, ils font partie des salariés « bridés »<sup>20</sup> de l'économie néolibérale qui sont réprimés et qui ne bénéficient que d'une liberté partielle dans leur emploi. En dépit de cette condition, l'argent que les parents migrants envoient depuis leur pays d'accueil apparaît important non seulement pour leur famille, mais également pour renforcer l'économie de leur pays d'origine. En effet, certains états comme les Philippines et récemment l'Indonésie organisent la

<sup>15</sup> Verschuur, C. (2005). Entre rêves et droits, au-delà des frontières... Migrantes et nouvelle division internationale du travail et des soins. *Cahiers genre et développement* (5), p.13.

<sup>16</sup> Sassen, S. (2002). Women's burden: counter-geographies of globalization and the feminization of survival. *Nordic Journal of International Law*, 71(2), 255-274.

<sup>17</sup> Hochschild, A. R. (2005). Le drainage international des soins et de l'attention aux autres. *Cahiers genre et développement* (5), 75-82.

<sup>18</sup> Horton, S. (2008). Consuming childhood: "lost" and "ideal" childhoods as a motivation for migration. *Anthropological Quarterly*, 81(4), 925-943.

<sup>19</sup> Hughes, E. C. (1996). *Le regard sociologique. Essais choisis*. Paris: EHESS.

<sup>20</sup> Moulier Boutang, Y. (1998). *De l'esclavage au salariat. Economie historique du salariat bridé*. Paris: Presses Universitaires de France.

<sup>14</sup> Sassen, S. (2000). *The global city: New York, London, Tokyo*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.

migration de leurs citoyens vers des pays étrangers<sup>21</sup>.

L'approche de l'économie politique interprète également les migrations parentales internationales en termes de *care*, mot traduisible par « soins » en français, même si, d'après Y. Martin-Prével<sup>22</sup>, ce terme de soins renvoie surtout au « soins de santé » alors que le *care* « fait également référence aux notions de préoccupation, de responsabilité, d'attention ». Les chercheurs féministes considèrent le *care* comme faisant partie du « travail reproductif », c'est-à-dire des activités nécessaires à l'entretien quotidien des personnes et à leur reproduction. Ainsi, le *care* désigne « une activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre 'monde' de telle sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible »<sup>23</sup>. Cette perspective permet d'expliquer la migration des mères seules et des autres femmes vers le secteur de services à la personne. Par exemple, A. Hochschild a introduit le concept de « chaînes globales de care » (*global care chains*), c'est-à-dire les liens liés au travail de soins rémunéré ou non entre migrants et non-migrants produisant une relation inégalitaire<sup>24</sup>. R. Parreñas, quant à elle, explique cette relation asymétrique mais

interdépendante par le « transfert international de soins » qui connecte trois groupes de femmes : les travailleuses migrantes, leurs employeurs dans les pays développés, et les femmes qui s'occupent de leur foyer dans leur pays d'origine<sup>25</sup>. Ces deux points de vue théoriques interprètent la migration des femmes comme le résultat des inégalités sociales à l'intérieur d'un pays et entre les pays de Sud et de Nord. Leur focalisation sur les femmes néglige cependant la place des hommes et des membres de la parentèle dans la reproduction sociale de la famille<sup>26</sup>. L. Baldassar et L. Merla proposent ainsi une perspective différente de la « circulation de care » (*care circulation*) afin de saisir la dynamique de soins au sein des familles transnationales<sup>27</sup>. Dans cette perspective, les logiques de la migration des pères de famille peuvent être explicitées en prenant en compte leur rôle familial dans les échanges des soins (pratiques, matériels, symboliques...).

La migration parentale est également examinée dans les études des migrations sous l'angle du genre. Les perspectives féministes ont apporté une grande contribution sur ce sujet. Ainsi, d'après M. Morokvasic, l'oppression des femmes au sein de leur famille et de leur société d'origine liée à l'idéologie traditionnelle inégalitaire en termes de genre peut entraîner la migration féminine<sup>28</sup>. La migration des femmes leur sert

<sup>21</sup> Guevarra, A. R. (2010). *Marketing dreams, manufacturing heroes. The transnational labor brokering of Filipino workers*. New Brunswick, New Jersey: Rutgers University Press ; Silvey, R. (2006). Consuming the transnational family: Indonesian migrant domestic workers to Saudi Arabia. *Global Networks*, 6(1), 23-40.

<sup>22</sup> Martin-Prével, Y. (2002). « Soins » et nutrition publique. *Cahiers d'études et de recherches francophones / Santé*, 12(1), p. 86.

<sup>23</sup> Fisher, B., & Tronto, J. (1991). Toward a feminist theory of caring. In E. K. Abel & M. K. Nelson (Eds.), *Circles of care : work and identity in women's lives* (pp. 35-62). Albany, New York: State University of New York Press, p. 40.

<sup>24</sup> Hochschild, A. R. (2000). Global care chains and emotional surplus value. In W. Hutton & A. Giddens (Eds.), *On the edge. Living with global capitalism* (pp. 130-146). London: Jonathan Cape.

<sup>25</sup> Parreñas, R. S. (2001). *Servants of globalization. Women, migration and domestic work*. California: Stanford University Press.

<sup>26</sup> Manalansan, M. F. (2006). Queer intersections. Sexuality and gender in migration studies. *International Migration Review*, 40(1), 224-249 ; Yeates, N. (2004). Global care chains: critical reflections and lines of inquiry. *International Feminist Journal of Politics*, 6(3), 369-391.

<sup>27</sup> Baldassar, L., & Merla, L. (Eds.). (2013 à paraître). *Transnational families, migration and the circulation of care: understanding mobility and absence in family life*. New York: Routledge.

<sup>28</sup> Morokvasic, M. (2005). Émigration des femmes: suivre, fuir ou lutter. *Cahiers Genre et Développement*, 5, 55-65.

de ressource<sup>29</sup>, de moyen pour accomplir leur projet de vie<sup>30</sup>, et constitue une voie potentielle vers l'autonomie personnelle<sup>31</sup>. La migration maternelle apparaît façonnée par les attentes familiales et sociales liées à leur rôle de mère. L'idéologie genrée dominante dans leur société d'origine détermine ce qu'est une « bonne » ou une « mauvaise mère » et influence du même coup leurs pratiques de « maternage transnational »<sup>32</sup>. Quant à la migration des pères, elle est conçue en général comme faisant partie de leur rôle productif de pourvoyeur du revenu familial (*breadwinner*), et comme un moyen de renforcer leur identité dite « masculine ». Pourtant, ces hommes sont capables de modifier leur rôle paternel en ajustant leur vie en migration<sup>33</sup>. Leur mouvement géographique possède une signification tout aussi affective que celui des mères migrantes : par exemple, l'investissement dans la construction d'une grande maison pour la famille est un « rappel physique » de leur sacrifice et de leur absence<sup>34</sup>. Ces hommes qui remplissent leur rôle productif tendent à faire plus de tâches domestiques et de jouer davantage avec leurs enfants à chaque fois qu'ils rentrent au pays. La migration les permet de transgresser leur rôle genré dans la famille<sup>35</sup>.

<sup>29</sup> Morokvasic, M. (2004). 'Settled in mobility': engendering post-wall migration in Europe. *Feminist Review*, 77, 7-25.

<sup>30</sup> Mozère, L. (2005). Des domestiques philippines à Paris: entrepreneures d'elles-mêmes sur le marché transnational de la domesticité. *Cahiers genre et développement* 5, 155-162.

<sup>31</sup> Voir Roulleau-Berger, L. (2010). *Migrer au féminin*. Paris: Presses Universitaires de France.

<sup>32</sup> Hondagneu-Sotelo, P., & Avila, E. (1997). "I'm here, but I'm there": the meanings of Latina transnational motherhood. *Gender & Society*, 11(5), 548-571.

<sup>33</sup> Battaglini, A., Gravel, S., Poulin, C., Fournier, M., & Brodeur, J.-M. (2002). Migration et paternité ou réinventer la paternité [version électronique]. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 15, 165-179.

<sup>34</sup> McKay, S. (2010). 'So they remember me when I'm gone': remittances, fatherhood and gender relations of Filipino migrant men. In *Transnational labour migration, remittances and the changing family in Asia*. Singapore: Asia Research Institute, National University of Singapore.

<sup>35</sup> Ibid.

### Les liens familiaux reconfigurés suite à la migration parentale

Les pratiques transnationales de paternage se distinguent de celles de maternage, et ce indépendamment de la manière dont les parents migrent (seuls ou en couples)<sup>36</sup>. Les pères migrants ont tendance à accorder plus d'importance à l'augmentation du revenu familial et du confort matériel de la famille que les mères migrantes<sup>37</sup>. Malgré cette différence, l'accomplissement à distance du rôle parental s'accompagne toujours d'une reconfiguration des liens familiaux (parent-enfant, époux-épouse, parent-famille étendue) caractérisée à la fois par une rupture et une continuité.

Comme le montre la plupart des études, la durée de la séparation affecte l'intimité dans la relation parent-enfant : ceux qui grandissent sans voir régulièrement leurs parents ressentent en général une distance affective avec eux<sup>38</sup> et ce d'autant plus qu'ils étaient jeunes au moment de cette séparation. Ceci s'explique par le fait de ne pas avoir été en contact physique et de ne pas avoir partagé leur vie quotidienne. Le fossé émotionnel entre les pères migrants et leurs enfants s'aggrave encore lorsque les premiers adoptent une discipline stricte sans permettre à ces derniers de s'exprimer<sup>39</sup>. Dans le cas de

<sup>36</sup> Les facteurs qui influencent cette pratique sont les normes genrés, arrangement de soins, législation, appartenance de classe, communication et moralités qui concerne le transnationalisme, relations conjugales et parenté. Voir Carling, J., Schmalzbauer, L., & Menjivar, C. (2012). Central themes in the study of transnational parenthood. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 38(2), 191-217.

<sup>37</sup> Par exemple : Pribilsky, J. (2012). Consumption Dilemmas: Tracking Masculinity, Money and Transnational Fatherhood Between the Ecuadorian Andes and New York City. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 38(2), 323-343.

<sup>38</sup> Fresnoza-Flot, A. (2013 à paraître). *Mères migrantes sans frontières. La dimension invisible de l'immigration philippine en France*. Préface de Maryse Tripier. Paris: L'Harmattan.

<sup>39</sup> Parreñas, R. S. (2008). Transnational fathering: gendered conflicts, distant disciplining and emotional

la migration maternelle, la distance affective augmente lorsque les mères migrantes ne parviennent pas à satisfaire les attentes des enfants, par exemple en étant absentes lors d'événements importants dans la vie de leurs enfants. Le statut juridique irrégulier de certaines mères migrantes est en partie responsable de cette situation. Ces femmes en situation irrégulière ne rendent pas visite à leur famille, car elles ont peur de ne pouvoir facilement retourner par après dans leur pays d'immigration. Pourtant, la souffrance des enfants est aussi liée à leur société d'appartenance : les enfants de migrants subissent moins de difficultés émotionnelles dans les pays connaissant une forte migration parentale comme les Philippines et l'Indonésie qu'en Thaïlande où la migration parentale n'a pas encore atteint une telle ampleur<sup>40</sup>.

Certaines études montrent que les enfants restés au pays ne souffrent pas automatiquement de l'absence de leur parent migrant<sup>41</sup>. En effet, l'argent envoyé par ce dernier leur assure l'accès à l'éducation et au système de santé de leur pays d'origine. Dans le cas de la migration maternelle, un donneur ou une donneuse de soins s'occupe des enfants, ce qui progressivement entraîne une relation proche entre eux et limite les problèmes psychologiques<sup>42</sup>. En fait, l'enfant est généralement placé sous la garde d'un

membre de la famille étendue. Cette personne est le plus souvent une femme (grande-mère, tante, cousine), mais il y a également des pères qui s'occupent de leurs enfants suite au départ de leur épouse. Lorsque le père part, c'est son épouse qui assure en général le bien-être des enfants<sup>43</sup>. L'intimité dans la relation père-enfant se développe lorsque le père s'implique dans la vie de ses enfants et communique avec eux. Ainsi, la migration parentale ne se traduit pas toujours par une véritable rupture des liens parent-enfant.

Un autre aspect de la vie familiale des parents migrants qui se modifie lors du processus migratoire est la relation conjugale. Lors de la migration des pères de famille, des études montrent que les épouses restées au pays gagnent du pouvoir dans le processus de décision au sein de la famille, deviennent plus indépendantes, prennent en charge la responsabilité du budget familial et accèdent (si elles souhaitent) au travail productif<sup>44</sup>. Cependant, d'autres études suggèrent qu'au contraire la migration des pères renforce l'inégalité genrée au sein de la famille : les femmes deviennent plus dépendantes économiquement de leur mari et subissent davantage de contrôle familial et social<sup>45</sup>. Ceci suggère que la migration du père ne modifie pas vraiment le rapport de genre au sein de la famille. D'autre part, dans le cas de la migration des femmes, l'autonomie financière et le statut élevé qu'elles

---

gaps. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 34(7), 1057-1072.

<sup>40</sup> Graham, E., & Jordan, L. P. (2011). Migrant parents and the psychological well-being of left-behind children in Southeast Asia. *Journal of Marriage and Family*, 73, 763-787.

<sup>41</sup> Voir Asis, M. (2006). Living with migration. Experiences of left-behind children in the Philippines. *Asian Population Studies* 2(1), 45-67 ; Graham, E. et Jordan, L. (2011). Migrant parents and the psychological well-being of left-behind children in Southeast Asia. *Journal of Marriage and Family*, 73, 763-787.

<sup>42</sup> Suárez-Orozco, C., Todorova, I. L. G., & Louie, J. (2002). Making up for lost time: the experience of separation and reunification among immigrant families. *Family Process*, 41(4), 625-643.

---

<sup>43</sup> McKay, S. (2010). 'So they remember me when I'm gone': remittances, fatherhood and gender relations of Filipino migrant men. In *Transnational labour migration, remittances and the changing family in Asia*. Singapore: Asia Research Institute, National University of Singapore.

<sup>44</sup> Voir Pribilsky, J. (2004). 'Aprendemos a convivir': conjugal relations, co-parenting, and family life among Ecuadorian transnational migrants in New York City and the Ecuadorian Andes. *Global Networks*, 4(3), 313-334.

<sup>45</sup> Menjivar, C., & Agadjanian, V. (2007). Men's migration and women's lives: views from rural Armenia and Guatemala. *Social Science Quarterly*, 88(5), 1243-1262.



obtiennent au sein de leur famille grâce à leur migration<sup>46</sup> affectent souvent leur relation conjugale. Leurs maris restés au pays remettent en question leur place dans la famille, ce qui les pousse à redéfinir leur masculinité<sup>47</sup>. Pour certaines femmes migrantes, migrer représente parfois un moyen de mettre fin à une relation conjugale conflictuelle<sup>48</sup>. Ceci implique que le lien conjugal a commencé à se déliter avant même la migration ; le départ à l'étranger marque et légitimise la rupture du couple.

Par ailleurs, on constate dans la migration parentale des cas d'infidélité maritale (supposée ou réelle) et d'échec des parents à envoyer de l'argent à leur famille qui n'entraînent cependant pas toujours la dislocation du couple. Par exemple, pour les épouses de migrants guatémaltèques et arméniens restées au pays, ce qui semble le plus important « n'est pas la liberté sexuelle de leurs maris mais leur engagement à soutenir leurs enfants à la maison »<sup>49</sup>. Dans cette situation, l'intimité dans la relation conjugale semble absente et le couple devient « parental »<sup>50</sup>. La qualité et la fréquence des communications transnationales apparaissent importantes pour renforcer la relation conjugale à distance. Cependant, l'écart technologique entre le pays de destination et le pays d'origine ainsi que le peu de connaissances en informatique des migrants et de leurs familles peuvent entraver une interaction transnationale régulière.

<sup>46</sup> Oso Casas, L. (2000). L'immigration en Espagne des femmes chefs de famille. *Cahiers du CEDREF* 8/9, 89-140.

<sup>47</sup> Fresnoza-Flot, A. (2011). Le vécu masculin de la migration des femmes : le cas des maris philippins restés au pays. *Cahiers du Genre*, 3(hors-série n° 2), 199-217.

<sup>48</sup> Lutz, H. (2011). *The new maids. Transnational women and the care economy*. London & New York: Zed Books.

<sup>49</sup> Menjivar, C., & Agadjanian, V. (2007). Men's migration and women's lives: views from rural Armenia and Guatemala. *Social Science Quarterly*, 88(5), p.1253.

<sup>50</sup> Marquet, J. (2010). Couple parental - couple conjugal, multiparenté - multiparentalité. *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 41, 51-74.

Les relations entre les parents migrants et les membres de leur famille étendue semblent également reconfigurées par la migration. Dans la migration paternelle, on observe une moindre dépendance envers la famille étendue en raison de la présence de leurs femmes à la maison. Au contraire, dans la migration maternelle, les mères migrantes comptent beaucoup sur leur famille étendue pour la garde des enfants et pour s'occuper de leur maison. En échange du travail de soins fourni par un membre de la famille étendue, ces mères migrantes l'aident financièrement et lui font des cadeaux, voire parfois le rémunèrent<sup>51</sup>. Elles envoient également de l'argent pour les besoins de leurs propres enfants. On observe également cet arrangement de soins lorsque les deux parents se trouvent à l'étranger. La relation entre les parents et les donneurs de soins est basée sur la réciprocité et la confiance mais finit parfois par se rompre pour diverses raisons : par exemple parce que le donneur de soins ne s'occupe pas de manière satisfaisant des enfants qui lui sont confiés ou utilise l'argent qui lui est envoyé depuis l'étranger dans son intérêt personnel ; ou encore parce que les parents migrants n'envoient pas ou pas suffisamment d'argent au pays<sup>52</sup>.

De façon générale, on comprend que la durée de la séparation familiale, l'âge des enfants au moment du départ des parents, l'aide des membres de la parentèle, le statut juridique des parents migrants, la qualité de la communication familiale à distance, le contexte social et les normes genrées représentent les principaux facteurs qui influencent la rupture et la continuité des liens familiaux. Cet impact de la migration

<sup>51</sup> Yépez, I., Ledo, C., & Marzadro, M. (2011). « Si tu veux que je reste ici, il faut que tu t'occupes de nos enfants ! » Migration et maternité transnationale entre Cochabamba (Bolivie) et Bergame (Italie) *Autrepart* (57-58), 199-213.

<sup>52</sup> Par exemple, Moran-Taylor, M. J. (2008). When mothers and fathers migrate North: caretakers, children, and child rearing in Guatemala. *Latin American Perspectives*, 35(4), 79-95.

parentale nécessite certaines « tactiques »<sup>53</sup> qui permettent à chaque membre de la famille de s'adapter à cette situation et qui assurent éventuellement la survie de la famille en tant qu'unité sociale.

### **La reproduction sociale de la famille transnationale des parents migrants**

La rupture et la continuité des relations familiales liées à migration parentale soulignent à la fois la fragilité et la résilience de la famille transnationale. Ces deux aspects de cette famille apparaissent inséparables, car il n'est pas facile d'identifier de manière stricte l'instant où les liens familiaux commencent à se distendre et celui où ils finissent par se rompre. Le moment auquel chaque membre de la famille transnationale affronte sa situation et la manière dont il y fait face semblent importants à prendre en compte pour pouvoir appréhender ce processus.

Ayant le plus souvent conscience des conséquences de leur départ sur leurs relations affectives avec leurs enfants, les parents migrants adoptent certaines tactiques pour y remédier. Tout d'abord, ils essaient de prolonger leur migration pour assurer la stabilité du revenu familial et remplir ainsi leurs obligations de *care* envers leur famille nucléaire et étendue. En effet, certains projets familiaux comme la construction d'une maison et la scolarisation des enfants jusqu'à l'université requièrent beaucoup de temps et d'argent pour se concrétiser. Ensuite, les parents dont la situation administrative le permet font des allers-retours réguliers vers leur pays d'origine, ce qui leur permet de « rattraper le temps perdu » avec leur famille. Une autre tactique répandue consiste à faire venir les enfants comme touristes dans le pays d'accueil ou de les faire immigrer via un programme de regroupement familial. Les

<sup>53</sup> De Certeau, M. (1990). *L'invention du quotidien* (Vol. 1. Arts de faire). Paris: Gallimard.

quelques travaux scientifiques qui se sont penchés sur cette réunification montrent qu'elle ne met pas vraiment fin au fossé émotionnel entre parent et enfant, mais qu'au contraire le fossé dans les relations perdure tandis que de nouvelles tensions apparaissent<sup>54</sup>. Cependant, l'étude de P. Bonizzoni sur les mères migrantes latino-américaines, européennes de l'Est et philippines en Italie suggère que les relations familiales s'améliorent avec le temps suite au regroupement : le fossé émotionnel du début de la réunification est remplacé petit à petit par une relation amicale, notamment lorsque les enfants atteignent l'âge adulte. Faire venir dans leur pays d'accueil la personne qui s'est occupé de leurs enfants (leur grand-mère par exemple) représente pour certains parents migrants une stratégie qui contribue à apaiser la relation tendue entre parents et enfants. Enfin, les parents s'efforcent de gérer les effets indésirables de leur migration en acceptant leur situation, en contrôlant leurs émotions et dans quelques cas en recherchant une aide psychologique et/ou psychiatrique dans leur pays d'accueil<sup>55</sup>.

En ce qui concerne les enfants des migrants, les études existantes soulignent la diversité des comportements qu'ils adoptent pour faire face à leur situation. Certains enfants perdent tout intérêt pour leurs études et rencontrent des problèmes scolaires, d'autres manifestent des comportements à problèmes et quelques-uns tombent dans la dépression. Ces aspects considérés comme les conséquences de la migration parentale reflètent également la façon dont les enfants s'expriment. Par exemple, dans son étude sur les enfants équatoriens souffrant de *nervios*

<sup>54</sup> Par exemple, Agneau-Dunia, N. (2000). Les enfants en situation de migration. In T. Agossou (Ed.), *Regards d'Afrique sur la maltraitance* (pp. 153-160). Paris: Karthala.

<sup>55</sup> Horton, S. (2009). A mother's heart is weighed down with stones: a phenomenological approach to the experience of transnational motherhood. *Culture, Medicine and Psychiatry*, 33, 21-40.

(syndrome ressemblant la dépression) suite à la migration de leur père, J. Pribilsky explique que les enfants réagissent aux transformations de leur vie qu'ils ne comprennent pas complètement via le *nervios*<sup>56</sup>. C'est leur manière de donner un sens à l'absence de leurs parents. Par certains de leurs comportements, les enfants peuvent également influencer leurs parents migrants. En effet, ces derniers prennent en compte « les besoins changeants, les réactions et les difficultés » de leurs enfants « dans la distribution des ressources et dans les prises de décision » concernant la migration<sup>57</sup>. Ceci souligne que les enfants des migrants ne sont pas passifs, mais sont au contraire des agents et des acteurs capables d'influencer la vie familiale. Comme le démontre la majorité des travaux scientifiques sur la migration parentale, les enfants, leurs besoins et leur avenir motivent beaucoup de parents à migrer pour partir travailler à l'étranger.

Les enfants exercent également une influence sur le maintien de l'unité conjugale de leurs parents. Comme nous l'avons vu plus haut, la perte de l'intimité dans la relation conjugale liée à la migration ne suscite pas automatiquement la séparation du couple, car les parents prennent en considération le bien-être de leurs enfants. Cette attitude du couple permet le maintien des liens familiaux. De plus, les couples séparés géographiquement par la migration essaient d'accomplir leurs obligations parentales malgré les complications que la migration apporte dans la vie quotidienne de chacun. Ils remplissent également leur rôle d'époux ou épouse, notamment par le biais de communications transnationales ainsi que par l'envoi d'argent et de biens matériels. Ces pratiques apparaissent asymétriques, car c'est le partenaire qui se trouve en migration qui les effectue en général. En dépit de cette

asymétrie, on constate qu'il y a chez les couples une compréhension mutuelle et une acceptation de la condition socio-économique de chacun. Le maintien de l'unité familiale, l'avenir des enfants et la mobilité sociale de la famille représentent les facteurs principaux qui guident les actions des couples ou des parents dans le contexte migratoire.

## Conclusion

Les migrations parentales suscitent des modifications des liens familiaux en raison desquelles chaque membre de la famille des parents migrants fait l'expérience de certaines difficultés. Pourtant, ces individus parviennent à surmonter leur situation, ce qui suggère qu'il ne faut pas les traiter comme des victimes. Du point de vue biographique et émotionnel, il semble important d'éviter le sensationnalisme de leurs expériences de rupture des liens familiaux. En effet, comme le montre le présent article, la famille transnationale des parents migrants s'adapte avec le temps qui passe en adoptant des « tactiques » individuelles et collectives. La question du temps, qui est rarement prise en compte dans les études sur les migrations parentales, apparaît indispensable pour analyser et contextualiser de manière fine les données empiriques. De cette façon, la continuité des relations familiales peut se dévoiler de manière spontanée par la voix des acteurs et des actrices de la famille transnationale. La tendance actuelle à se focaliser sur la relation entre les mères migrantes et leurs enfants appelle à accorder plus d'attention aux perspectives des pères restés au pays, des donneurs de soins et des autres membres de la famille étendue<sup>58</sup>. De plus, les études qui mettent en avant les perspectives et les expériences des pères migrants concernant la paternité et la conjugalité à distance sont plus

<sup>56</sup> Pribilsky, J. (2001). Nervios and 'modern childhood'. Migration and shifting contexts of child life in the Ecuadorian Andes. *Childhood*, 8(2), p. 268.

<sup>57</sup> Dreby, J. (2007). Children and power in Mexican transnational families. *Journal of Marriage and Family*, 69(4), p. 1061-62.

<sup>58</sup> voir Mazzucato, V., & Schans, D. (2011). Transnational families and the well-being of children: conceptual and methodological challenges. *Journal of Marriage and Family*, 73, 704-712.

rare que celles sur les mères migrantes, même si la migration paternelle internationale s'est développée bien avant la migration maternelle. De même, la perspective des membres de la famille étendue des parents migrants apparaît encore sous-examinée. Le croisement des points de vue de ces personnes avec ceux des parents migrants et des enfants de ces derniers est susceptible d'apporter un

éclairage nouveau sur le phénomène en question. Une comparaison de l'expérience de la séparation familiale entre familles transnationales et non-transnationales représente également une autre piste à explorer pour approfondir notre compréhension sur les vicissitudes des liens familiaux dans des contextes différents.

## **Sobre la dolorosa escisión entre clínica e investigación en psicoterapia familiar: reflexiones sobre una evidente realidad.**

**Carles Pérez-Testor; Montse Davins Pujols; Ines Aramburu y Berta Aznar**

Grup de Recerca de Parella i Família  
Universitat Ramon Llull

### INTRODUCCIÓN

La interacción entre clínica e investigación es básica para el desarrollo de la Terapia de Pareja y Familia. Existen asociaciones a nivel internacional como la Society for Psychotherapy Research (SPR) o a nivel nacional como la Asociación Española para la Investigación y el Desarrollo de la Terapia Familiar (AEIDTF), o redes internacionales de investigación, como nuestra Red Europea de Institutos de la Familia (REDIF), que son una clara muestra de la apuesta que muchos clínicos e investigadores han hecho para integrar estos dos grandes ámbitos. Pocos son los que desde un punto de vista teórico muestran un rechazo a la mutua interacción. Pero cuando aterrizamos en la práctica diaria se ha evidenciado que esta relación no está exenta de dificultades.

William Pinsof reflexionaba, en un interesante artículo publicado en el *Journal of Marital and Family Therapy*, sobre la necesidad de superar el vacío entre la práctica y la investigación en terapia familiar (Pinsof, 2000). Pinsof identificaba algunos factores de la investigación que limitaban su relevancia para los clínicos y abogaba por modelos de investigación sobre procesos centrados en el cliente como alternativa a la investigación centrada en la eficacia o efectividad de los tratamientos. Según este autor, uno de los problemas que alejaban a los clínicos del interés por la investigación era precisamente un claro reduccionismo en los objetivos de la mayoría de las investigaciones.

En muchos otros foros hemos denunciado este reduccionismo en la investigación, pero ¿es

posible diseñar una buena investigación sin focalizar los objetivos? ¿es posible una metodología que nos permita profundizar en el conocimiento sin reducir el campo de estudio? A veces hemos utilizado el conocido relato “sufi” del hombre que ha perdido las llaves: Un hombre está buscando en la calle unas llaves que ha perdido. Cuando un vecino que justo pasaba por allí le pregunta si efectivamente ahí era el lugar donde las había perdido, el hombre le contesta: “No, las perdí en mi casa, pero aquí hay más luz”. Hammer (2004).

¿Cuántas veces vemos como el investigador no tiene mas remedio que trabajar bajo la luz, mientras el clínico se sumerge en la tinieblas del conflicto intrafamiliar? El investigador necesita un marco y unas metodologías muy claras. El clínico en cambio puede tolerar adentrarse en el caos y la confusión.

Julio Vallejo en una editorial de la revista “*Psiquiatría Biológica*” del 2001 insiste en que “lo ideal es que la investigación proporcione resultados verosímiles y útiles para los clínicos, que en su quehacer cotidiano pueden beneficiarse de ellos” (Vallejo, 2001), pero como el mismo autor reconoce, los datos que la investigación evidencian son valorados con escepticismo por los clínicos.

Vallejo insiste en que “antaoño el período de formación de los clínicos era parsimonioso, de forma que a lo largo de los años se gestaba una sólida formación, hasta que el profesional alcanzaba niveles académicos y/o asistenciales elevados. Fruto de su formación, integración en equipos solventes e inquietud, la

investigación era un subproducto de la clínica, que los profesionales maduros transmitían, a través de un pensamiento propio, a los discípulos más jóvenes. La necesidad de publicar no era tan apremiante como en la actualidad, cuando según los países, gran parte de los ingresos económicos y de supervivencia de los equipos radica en las publicaciones, por lo que publicar es no sólo el fruto maduro de una inquietud sino de una necesidad forzada por la situación” (Vallejo, 2001).

La disociación se produce por la aparición de la figura del investigador profesional cuya actividad no es asistencial sino que su trabajo se centra en investigaciones concretas y acotadas en psicoterapia de pareja o familia. Los investigadores empiezan su actividad muy jóvenes, algunos recién licenciados, entran en programas de doctorado, se vinculan a proyectos de envergadura y gracias a becas pre-doctorales y mas tarde pot-doctorales, se profesionalizan como investigadores sin haber pasado por una actividad asistencial que les permita relativizar procesos, procedimientos o resultados. Parafraseando la famosa frase de Claude Bernard “el que no sabe lo que busca, no entiende lo que encuentra”, nos podemos preguntar: ¿Se puede investigar en clínica de pareja y familia y entender los resultados, cuando el investigador no se ha formado como clínico o como terapeuta?

Stephen Soldz y Leigh McCullough (1999) en la introducción del libro que compilan se plantean las dificultades para integrar la investigación y la clínica e insisten en el papel que juegan las publicaciones en la evidente disociación entre investigación y práctica. Para estos autores, el objetivo de estas publicaciones es la acumulación gradual de conocimiento fiable mediante la diferenciación de las conceptualizaciones útiles de las menos útiles. Pero para los clínicos “leer revistas de investigación aunque loable, no es probable que sea la principal forma de que los clínicos se den cuenta de resultados de la investigación importantes aplicables al trabajo clínico” (Soldz y McCullough, 1999).

Algunos investigadores desearían que la práctica estuviera basada directamente en la investigación. En cambio, los clínicos, responden que la práctica tiene un cariz diferente y que los clínicos tienen poco o nada que aprender de la investigación. Un ejemplo de ello es la investigación en tratamientos psicoterapéuticos: “la psicoterapia implica una relación interpersonal compleja de manera que no puede reducirse a la aplicación de resultados de la investigación” (Soldz y McCullough, 2000), pero también es cierto que los clínicos no pueden ignorar el incremento de los conocimientos en psicología en general y en investigación en psicoterapia en particular.

Los investigadores buscan la precisión en su manera de comunicarse, en la manera de escoger a los pacientes que compondrán la muestra, con precisos criterios de inclusión y exclusión. En cambio los clínicos se comunican de forma mas metafórica ya sea en sesiones clínicas, supervisiones o en seminarios, trabajan con pacientes difíciles y no rechazan la patología compleja. Los criterios de inclusión y exclusión del investigador tienen poco que ver con los criterios clínicos del psicoterapeuta. Los intereses del investigador “publico, luego existo” (Pérez Testor, 1998) se alejan demasiado de los intereses del clínico.

D.A. Winter en uno de los capítulos del libro citado de Soldz y Leigh McCullough (1999) explica su experiencia de lo que él llama “un matrimonio armonioso” y que son reflexiones personales sobre 25 años de investigación y práctica terapéutica en el Servicio Público de Salud. En efecto, Winter relata como el hecho de ser clínico e investigador en el Servicio Nacional de Salud le ha comportado un buen número de frustraciones: muestras heterogéneas, tratamientos poco estandarizados, falta de control sobre variables relevantes, errores u olvidos en los sistemas de grabaciones de las sesiones, alargamiento de las listas de espera (aunque el mismo autor

## SOBRE LA DOLOROSA ESCISIÓN ENTRE CLÍNICA E INVESTIGACIÓN 71 EN PSICOTERAPIA FAMILIAR

afirma irónicamente que esto le permitió hacer un grupo control de lista de espera), etc. Pero a pesar de estas frustraciones, el hecho de investigar en el “mundo real” de la sanidad pública reforzó su perspectiva sobre la relevancia de la investigación en la práctica terapéutica (Winter, 1999).

Thimothy Anderson, describe una situación parecida en su trabajo sobre la integración de la investigación y la práctica en psicoterapia. Para este autor la investigación y la práctica clínica se perciben como ámbitos separados con carreras profesionales radicalmente diferentes. “Es extraño, por ejemplo, dedicar un año de formación full-time a la práctica clínica y entonces introducirse en el mundo de la investigación.” (Anderson, 2000).

Para este autor los condicionantes del mercado también intervienen. Un investigador puede frustrarse por la inclusión de postulados metateóricos que predominan en la práctica de algunos clínicos. Muchos de ellos se inscriben en la perspectiva teórica psicoanalítica o sistémica y tienen poco interés en la investigación empírica. Anderson opina que cuando la teoría incorpora procedimientos sistemáticos para la observación, su poder explicativo crece exponencialmente, a pesar de que el investigador tendría importantes dificultades si tuviera que ayudar al clínico a entender incidentes específicos que se escapan a nuestras metodologías actuales.

A pesar de ello Anderson comenta que cada vez la investigación es más aplicable a la práctica clínica sobre todo desde que el interés se ha desplazado de la comparación entre tratamientos de diversas orientaciones a prestar más atención a la identificación de procesos efectivos de la psicoterapia. Por ejemplo, la investigación sobre la alianza terapéutica ha mostrado repetidamente que una alianza terapéutica positiva entre terapeuta y paciente se relaciona con buenos resultados en la psicoterapia (Friedlander; Escudero y Heatherington, 2009). Esta relación entre alianza y resultado es ligeramente superior

cuando se mide con medidas interpersonales y un poco inferior cuando el resultado se mide con medidas sintomáticas.

Una interesante aportación de Anderson es que probablemente los que aplicarán más fácilmente al trabajo clínico las aportaciones de la investigación, serán aquellos clínicos que han participado directa o indirectamente en los procesos de investigación. Los clínicos que lean los resultados de una investigación sin haber participado en ella es más difícil que los apliquen en su práctica clínica.

¿A qué es debida la baja implicación del clínico en los procesos de investigación? ¿Al desinterés? Para Anderson el motivo es la actitud negativa de algunos investigadores sobre la práctica clínica. Mientras una gran mayoría de clínicos son respetuosos con la “ciencia” y leen revistas científicas, los investigadores, según Anderson, generalmente no reconocen el valor, ni tiene interés, en la práctica clínica. El objetivo del investigador es en general suprimir los aspectos contextuales para aislar los efectos de las técnicas específicas y los resultados. El clínico, por el contrario, tiende a tener más presente el hecho de que las técnicas se aplican siempre en el marco de una amplia variedad de contextos.

El clínico trata frecuentemente a pacientes que se excluirían de muchos estudios porque no reúnen los criterios de selección. Habitualmente se investiga con pacientes menos graves, sin diagnósticos múltiples y especialmente adaptables a la intervención que se quiere realizar; los tratamientos son de duración circunscrita y altamente controlados, a menudo mediante el uso de un manual de tratamiento.

La conclusión integradora parece evidente: dadas todas estas limitaciones comentadas sería necesario que clínicos e investigadores trabajaran de forma más integrada participando conjuntamente en los procesos de diseño de los análisis clínicos. Los terapeutas podrían aportar su experiencia de trabajo con

la complejidad y los investigadores podrían ayudar a los clínicos a acotar los objetivos de sus investigaciones.

#### 1- APORTACIONES DE LA INVESTIGACIÓN A LA TERAPIA FAMILIAR

Pinsof, en el artículo citado al principio de este trabajo, describe las principales aportaciones y dificultades. Por ejemplo, la investigación ha demostrado que la Psicoterapia de Pareja y Familia (CFT) es **mas efectiva** que el “no tratamiento” en las diversas situaciones en las que se ha aplicado (Pinsof, 2000). Esto puede ser interesante para las políticas sanitarias pero no deja de ser una obviedad para cualquier terapeuta.

Otro ejemplo, la investigación ha demostrado que la CFT es mejor que otro tratamiento estándar o convencional en un número determinado de trastornos. Otra obviedad para la mayoría de terapeutas de pareja y familia.

La investigación nos muestra que la inclusión de miembros de la familia y la terapia simultánea de la CFT con terapias individuales o farmacológicas mejora a pacientes con trastornos graves y severos. Esta es una aportación de la investigación demasiado general e inespecífica.

La investigación ha provocado el problema de los “mitos uniformes” donde sería necesario que los terapeutas fueran todos iguales y los pacientes sufrieran los mismos trastornos por idénticas causas. La manualización rígida de la terapia provoca irónicamente que sea menos relevante para los clínicos. Los terapeutas viven un proceso de integración o mestizaje que los aleja de los modelos puros. Aquí aparece el vacío anunciado por Pinsof. Los terapeutas no renuncian al porcentaje de pacientes que no mejoran adaptando la técnica a la situación personal del paciente mientras que el “ensayo clínico” tiende a la uniformidad y estandarización de la terapia. Es necesario

pasar de lo “estadísticamente significativo” a lo “clínicamente significante”.

Pinsof aporta a la investigación en CFT dos ideas básicas:

1.- Para considerar una terapia como efectiva no es obligado demostrar que sea eficaz. A veces es imposible diseñar un modelo de investigación que permita llegar a una conclusión clara. Tendremos que aceptar que a veces los diseños posibilistas son mas adecuados que los modelos perfectos.

2.- No es necesario que el tratamiento esté manualizado para poder investigarlo. Es evidente que la mayor dificultad en la investigación de una psicoterapia se centra en la imposible uniformidad. Pinsof cree que la terapia puede “operacionalizarse experimentalmente post-tratamiento”.

#### 2. LA EXPERIENCIA DE LOS TERAPEUTAS.

La experiencia del terapeuta es fundamentalmente idiográfica centrada en considerar casos individuales y específicos. El terapeuta basa sus intervenciones más en las reacciones de los pacientes que no en los resultados de la investigación. El terapeuta utiliza la atención flotante y la improvisación interactuando con el paciente de manera que el terapeuta no puede predecir como va a responder el paciente. Un observador externo no puede predecir como va a responder el paciente ni el terapeuta, por lo que no se puede predecir como va a funcionar una terapia en concreto.

Pinsof ve la terapia como una actividad “educativa” donde el terapeuta ayuda a los pacientes a pensar, a sentir, o a actuar de forma diferente. Aquí es donde reside el cambio para Pinsof, en el proceso de aprendizaje colaborador en el cual el terapeuta trabaja con el paciente para facilitar nuevos patrones de pensamiento, emociones o



acciones (Pinsof, 2000). Por esto Pinsof propone un modelo de investigación más cercano a la experiencia de los terapeutas y centrado en el paciente.

Para nosotros resulta evidente que la investigación en terapia de pareja y de familia que se desarrolla en los departamentos universitarios es diferente de la investigación que puede llevarse a cabo en ámbitos asistenciales. Y, dentro de los espacios asistenciales, también será diferente la investigación que se lleva a cabo en los hospitales universitarios de la que puede desarrollarse en otros hospitales generales o en los monográficos. Pero cabe señalar que, incluso en aquellos hospitales en los que se promueve la investigación, los proyectos que en este sentido se realizan en el ámbito de la salud mental en general y de la terapia familiar en concreto, suelen ser, proporcionalmente, minoritarios.

El panorama en atención primaria es peor. Aquellos que desean desarrollar una investigación sobre salud mental en el ámbito de la atención primaria han de oponer los diseños convincentes a los diseños perfectos. En los centros de salud mental, tanto infantiles como de adultos, pueden llevarse a cabo muy pocos diseños experimentales seleccionados al azar y muchos de los temas que pueden resultar más interesantes precisan otros paradigmas cualitativos. Los clínicos pueden encontrarse sin herramientas básicas: bases de datos, potentes ordenadores, paquetes estadísticos complejos y, sobre todo, metodólogos de la investigación, expertos en los diseños epidemiológicos. El otro problema es el tiempo. La presión asistencial con una demanda fuerte y constante dificulta sobremanera la planificación de un tiempo para dedicarlo a la investigación. Sería preciso que la Administración fuera sensible a esta problemática y que, de cara a futuros contratos, se diseñaran sistemas operativos que permitieran que, como mínimo, los equipos que desearan dedicar un tiempo a la investigación no fueran penalizados.

Pero tal como están las cosas en nuestro país y en nuestra sanidad esta reflexión parece una quimera, aunque todos conozcamos a terapeutas de pareja y familia que a pesar de todo siguen trabajando en la clínica e investigando en la universidad y publicando excelentes trabajos. Para un Se puede consultar el trabajo presentado en la mesa redonda "La investigación en Terapia Familiar" del XVIII Congreso Europeo de Psicoterapia celebrado en Valencia en julio del 2012 (Garrido y cols, 2012).

Ya en nuestro trabajo citado (Perez-Testor, 1998), siguiendo la propuesta de Luis Andrés López Fernández y sus compañeros de la Escuela Andaluza de Salud Pública (López y cols., 1993), proponíamos los siguientes puntos para acercar a los terapeutas a la investigación:

1. Generar un clima y una cultura favorables al estilo de investigación
2. Promocionar las líneas prioritarias de investigación.
3. Hacer posible la creación de "masas críticas" de investigadores.
4. Hacer accesibles los recursos materiales y de asesoría.
5. Facilitar la financiación.
6. Mejorar la formación en metodología de investigación.
7. Estimular la investigación mediante la creación de las condiciones laborales adecuadas.

El objetivo final sería conseguir grupos de investigación mixtos en los que docentes investigadores de las universidades y clínicos investigadores de la asistencia hospitalaria y de la atención primaria colaborasen en proyectos de investigación coordinados. Sin lugar a dudas, de esta manera se conseguirían cambios reales y se darían pasos significativos en la investigación en el ámbito de la terapia de pareja y familia. Siguiendo la metáfora sufí, sería una manera práctica de buscar las llaves donde verdaderamente se han perdido. Otras

estrategias, dirigidas a mantener la clínica fuera del ámbito de la investigación, solo pueden conducirnos a mantener una dolorosa escisión.

#### BIBLIOGRAFIA

Anderson T. (1999). "Integrating research and practice in psychotherapy". En: S. Soldz and L. McCullough, *Reconciling Empirical Knowledge and Clinical Experience: The Art and Science of Psychotherapy*. Washington, DC: American Psychological Association, 1999.

Hammer, O. (2004) "Sufism for Westerners", En: Westerlund, David. *Sufism in Europe and North America*. New York, NY: Routledge Curzon. pp. 136-138.

Friedlander, ML.; Escudero, V.; Heatherington, L. (2009). *La Alianza Terapéutica*, Barcelona: Paidós.

Garrido, M.; Perez-Testor, C.; Ochoa de Alda, I.; Martínez Pampliega, A. (2012) "La investigación en Terapia Familiar" XVIII Congreso Europeo de Psicoterapia celebrado en Valencia. 4 - 7 julio del 2012.

López, L.A., Martínez, JI., García, M<sup>a</sup>M., March, JC. (1993) La investigación en atención primaria en España. *Revisiones en Salud Pública*, 1993; 3: 135-154.

Perez-Testor, C. (1998). "La recerca en salut mental: canvis o compulsió a la repeticó". *Debats* (Fundació Catalana per la Recerca), 1998, n° 1: 55-63.

Pinsof, WM.; Wynee, LC. (2000), "Toward progress research: closing the gap between family therapy practice and research". *Journal of marital and family therapy*, 26, 1-8.

Soldz, S.; Leigh McCullough, L. (1999). *Reconciling Empirical Knowledge and Clinical Experience: The Art and Science of Psychotherapy*. Whashington DC: American Psychological Association (APA)

Vallejo, J. (2001). "Investigadores frente a clínicos", *Psiquiatría Biológica*, 8(6) 211, Noviembre 2001.

Winter, DA (1999). "A harmonious marriage; personal reflections on 25 years of research and therapeutic practice in a National Health Service setting". En: S. Soldz and L. McCullough, *Reconciling Empirical Knowledge and Clinical Experience : The Art and Science of Psychotherapy*. Washington, DC: American Psychological Association, 1999.

## Vicissitudes du droit français de la famille

**Sabine Robert**

Université Catholique de Lyon, Lyon

*Liberté, égalité, intimité*, telle pourrait être la devise de la «démocratie des sentiments» modèle post moderne de la famille de nos sociétés en cette aube du XXI<sup>e</sup> siècle (G.Eid, 2008). Selon les sociologues, cette famille, aux visages multiples et fondée sur «l'amour confluent» (A.Giddens, 2004) se construit dans la sphère privée autour des valeurs d'égalité et de liberté destinées à permettre l'épanouissement personnel de chacun dans le contexte d'une société individualisée et marquée par la réflexivité.

Désinstitutionnalisée, polymorphe et instable, axée sur la parentalité alors qu'elle était autrefois ancrée dans une conjugalité éloignée des sentiments, la famille a connu ces dernières décennies des mutations importantes réceptionnées par le droit positif français. Les concepts et institutions juridiques destinées à accueillir les liens familiaux et sur lesquelles pourront ensuite se développer des relations de famille sont marquées par des vicissitudes dont témoignent les réformes législatives et apports jurisprudentiels se faisant ainsi l'écho des mutations mises en évidence par les sociologues (cf. A.Giddens, U.Beck et E. Beck-Gernsheim, G.Eid, I.Théry, 1998).

Si le droit ni ne consacre, ni ne définit le concept de famille en tant que telle, il l'envisage au travers d'institutions, de concepts et de régimes juridiques offrant à celle-ci le cadre dans lequel les liens et les relations spécifiques qui la caractérisent peuvent se constituer et se développer. Ainsi se dessine, en creux, une famille dont les contours ont changé notamment au travers des réformes adoptées depuis les années soixante jusqu'à nos jours (cf. la récente réforme du

mariage et de l'adoption en date du 17 mai 2013, loi n° 2013-404 *ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe*).

Le droit traite de deux types de liens sur lesquels se fondent des relations de famille, au travers d'un ensemble de droits et d'obligations destiné à les autoriser et les organiser. D'une part, le droit régit le lien de parenté grâce au concept de filiation sur lequel pourra prendre appui la relation de parentalité au travers d'un ensemble de droits et de devoirs constitutifs de l'autorité parentale (cf. article 371-1 Cciv.). D'autre part, relativement au couple, le droit organise la création de liens juridiques destinés à organiser la relation conjugale par la création d'un ensemble de devoirs réciproques tant personnels que patrimoniaux. L'intérêt sera dans ces lignes porté aux liens familiaux instaurés par le droit. Les relations - conjugales ou parentales - destinées à se développer, tant juridiquement que dans le réel, sur le fondement de ces liens, elles ne seront qu'incidemment évoquées.

Alors que certaines parties du Code civil ont peu été modifiées, celles consacrées à la famille ont été plusieurs fois réécrites par le législateur afin d'adapter le droit aux évolutions majeures qu'a connu la famille se caractérisant notamment par un mouvement de diversification des représentations sous l'influence toujours plus grande des notions d'égalités et de liberté soutenues notamment par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

A l'image des liens familiaux qu'il régit, le droit français a connu ces dernières décennies

des vicissitudes qui ont profondément transformé et modernisé la matière. Tantôt avant-gardiste et ouvert, promoteur d'une représentation moderne voire post-moderne de la famille animé par une idéologie encore peu diffusée dans l'opinion sociale, tantôt conservateur et protecteur de l'ordre public, garant d'une représentation plus traditionnelle de la famille, il témoigne des grandes évolutions répondant ainsi au nécessaire besoin d'adaptation de la législation tout en apportant la régulation que les impératifs de protection de l'ordre public et d'enjeux juridiques notamment issus du droit de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH).

L'angle retenu permettra de montrer que les mutations des liens observées dans les réalités familiales se manifeste en droit d'un point de vue dynamique, c'est-à-dire celui des changements que les liens juridiques de familles ont connus ces dernières décennies. Il ressort des réformes successives du Code civil que la vicissitude des modèles des liens de famille a été accueillie par le droit français. En effet, des changements majeurs marquant le droit de la famille, d'autre part ces changements sont marqués par l'abandon d'un modèle familial unique (caractérisé par la famille institutionnalisée reposant sur le mariage et la filiation légitime) au profit de la reconnaissance juridique d'autres types de liens qu'ils soient de couple ou de parenté. Ainsi et en parallèle des mutations sociologiques dont elle suit les grandes tendances, cette vicissitude des liens juridiques de famille se caractérise par une grande diversité et variabilité des modèles, en même temps qu'elle traduit les revendications d'égalité et de liberté portées par l'émergence des nouvelles représentations familiales.

La diversité des situations familiales est non seulement admise par le droit positif tel qu'il ressort des réformes de ces cinquante dernières années, mais elle accède au rang de modèle

accueilli par droit français. La famille du Code civil a changé de visage, selon les mots du philosophe J.P.Pierron, la « famille modèle » a été remplacée par la « famille module ». Pourtant, si « la construction du nouveau Droit de la famille français ne fait pas l'ombre d'un doute » (M.Douris, 2009), le droit n'enregistre pas toutes les vicissitudes que les liens familiaux connaissent en pratique. En effet, la parenté notamment connaît, d'un point de vue juridique, des évolutions contenues et limitées par des considérations d'ordre public qui s'opposent à l'enregistrement pur et simple de l'émergence de formes nouvelles de famille résultant des évolutions tant scientifiques (en matière de procréation médicalement assistée notamment) que sociologiques (apparition de nouveaux schémas familiaux et de nouvelles figures notamment au travers des recompositions familiales dont le développement croît au même rythme que les séparations conjugales). Quant à la conjugalité, lieu privilégié du recul de l'ordre public au profit d'une plus grande place accordée à la liberté individuelle, le mouvement de dérégulation et d'auto-régulation n'est ni achevé, ni entier.

Ainsi, la famille post-moderne, fruit des mutations sociales caractérisées par un repli du couple dans l'intimité, ainsi que par la mise en avant d'une parenté fondée sur l'égalité tant des enfants que des parents, a conduit le droit du couple (1), mais aussi de la parenté (2) à se renouveler et diversifier ses modèles.

#### 1-DE LA DIVERSITE DES COUPLES A UNE PLURALITE NUANCEE DES LIENS CONJUGAUX

Alors que le sociologue constate la diversité des manières d'être et de faire couple, insistant sur la désinstitutionnalisation de ce dernier au travers du désintérêt pour le mariage, mais aussi sur la précarité des unions, en lien avec la fragilité du sentiment amoureux qui en est devenu le principal fondement ; sur l'émergence des couples homosexuels ; le

juriste voit le droit suivre une évolution similaire bien qu'inachevée.

L'évolution des liens conjugaux depuis ces trente dernières années semble avoir pour moteur la liberté, celle-ci étant associée à la sphère privée et l'intimité dans laquelle, selon les sociologues, le couple s'unit et se désunit dans une démarche volontaire. La liberté de vivre ou non en couple s'accompagne de celle de choisir la personne, mais aussi de décider de la forme et des modalités de ce dernier. Cette revendication de liberté qui constitue, parallèlement à la promotion de l'égalité conjugale et des conjugalités (des couples et dans le couple), un trait marquant du modèle moderne voire post-moderne du couple, trouve son écho en droit au travers notamment de la liberté matrimoniale, mais aussi du droit à la vie privée et familiale et au-delà la liberté personnelle (articles 2 et 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen-DDHC, articles 8 et 12 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales-CEDH, article 9 de la Charte européenne des droits fondamentaux, cf. également article 146 CCiv. exigeant un consentement libre et éclairé des époux).

Si jusqu'à la fin des années 1990 le droit français ne retenait qu'un unique modèle de couple, le mariage, il accueille aujourd'hui la diversité des formes et des types de couples, faisant ainsi évoluer le lien familial de couple au-delà de son acception traditionnelle de lien d'alliance fondé sur le mariage. Il en résulte que non seulement le mariage a récemment changé de visage, mais que celui-ci n'est plus l'unique d'union source, en droit français, d'un lien juridique conjugal.

Institution traditionnelle permettant aux couples de s'unir juridiquement par un lien familial d'alliance hétérosexuel et monogamique, le mariage s'est vu récemment profondément remanié dans ses caractéristiques essentielles.

Evidente pour les rédacteurs du code civil de sorte qu'elle n'a pas été inscrite dans la loi (cf. I Théry 2013), la différence de sexe des membres du couple a longtemps et majoritairement été considérée comme un élément essentiel du mariage. Ce principe constituait, selon la doctrine et la jurisprudence majoritaires, non seulement un aspect important du droit français interne s'opposant à la célébration du mariage d'un couple homosexuel (Civ.1<sup>ère</sup> 13 mars 2007 « Mais attendu que, selon la loi française, le mariage est l'union d'un homme et d'une femme », cf. également la rédaction de l'ancien article 144 Cciv. modifiée par la loi n°2006-309 du 4 avril 2006), mais également un principe d'ordre public en droit international privé justifiant le refus d'appliquer une loi étrangère qui y contreviendrait et dont la mise en œuvre a suscité la controverse (cf. *infra*).

Cette position traditionnelle renforcée par la bienveillance du conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'homme qui ont refusé de sanctionner sur ce point la loi française (cf. DC n° 201-92 qpc 28 janvier 2011 et Cour EDH 15 mars 2012, n° 25951/07, *Gas et Dubois c/ France*) a été récemment abandonnée par le législateur français, qui, à l'instar d'autres en Europe et ailleurs, a ouvert, malgré les résistances exprimées par une partie tant de l'opinion publique que des auteurs, a ouvert le mariage aux couples de personnes de même sexe (loi n°2013-404 du 17 mai 2013 abondamment commenté par la doctrine). Le nouvel article 143 CCiv. énonce que « Le mariage est contracté par deux personnes de sexe différent ou de même sexe. ». Cette modification du Code civil permet non seulement d'ouvrir le mariage aux couples homosexuels, mais également de clore le débat juridique relatif au mariage des personnes transsexuelles dont le changement de sexe a été juridiquement constaté ou qui sollicitent un tel changement alors qu'elles sont mariées (cf. sur ce point CEDH n° 28957/95 11 juillet 2002 *Goodwin c/ RU*; Rennes 16 octobre 2012 n° 11/08743).

L'institution du mariage demeure en droit français, mais son visage s'en trouve donc profondément transformé témoignant ainsi des vicissitudes des liens familiaux. L'évolution de la définition du mariage et de ses caractères essentiels consiste en l'abandon de l'hétérosexualité autrefois essentiel au lien d'alliance lequel était destiné à servir de fondement (le couple, marié, étant destiné à accueillir des enfants *légitimes*, conception traditionnelle de la famille, relayée par le droit et dont certaines dispositions du Code civil, témoignent encore aujourd'hui ; cf. article 203 CCiv.).

Il est intéressant d'observer que cette évolution législative, qui consacre le déclin de la condition de différence de sexe et donc de l'hétérosexualité du couple comme élément essentiel du mariage, s'accompagne, en jurisprudence d'un renforcement d'un autre élément constitutif du mariage en droit positif français, la monogamie (cf. article 147 Cciv.). En effet, si cette condition a toujours été considérée fondamentale et essentielle, il n'en demeure pas moins qu'elle pouvait faire l'objet, concernant les unions célébrées à l'étranger et conformément à la loi compétente, d'une certaine tolérance de la part du juge français qui, sur le fondement de la théorie dite de l'effet atténué de l'ordre public français en matière internationale ou encore de la condition de proximité, admettait de faire produire des effets à un mariage polygamique en reconnaissance des droits à la seconde épouse (cf. pour le droit de succession du conjoint survivant Civ.1<sup>ère</sup> 3 janvier 1980 *Benddedouche*, ou le droit à la pension de réversion, Civ. 1<sup>ère</sup> 14 février 2007). A cet égard, une récente évolution prétorienne va dans le sens d'une plus grande sévérité et un refus plus systématique de faire produire effet en France à des unions polygamiques étrangères (pour le droit à la pension de réversion reconnu au conjoint survivant cf. Civ. 2<sup>ème</sup> 1<sup>er</sup> décembre 2011 n° 10-27864). Ce double mouvement témoigne du déplacement du centre de gravité de la notion juridique de mariage et de la représentation sociale de ce

lien d'alliance, longtemps seule expression du couple en droit français.

Aujourd'hui redéfini, le mariage est également concurrencé. En effet, longtemps unique union offrant une existence juridique aux couples, le mariage a perdu son monopole et est depuis une vingtaine d'années concurrencée par d'autres formes juridiques de couple, dont le trait commun consiste en la communauté de vie (au cœur de la définition du concubinage, la communauté de vie apparaît comme un devoir essentiel tant du régime du mariage que de celui du PACS, cf. articles 215 et 515-1 CCiv.). D'une part par le pacte civil de solidarité (PACS, articles 515-1 s. Cciv.) et d'autre part par le concubinage.

Notons, que si trois formes juridiques de couple coexistent, seuls le mariage et le PACS offrent aux personnes un lien juridique de type conjugal sur lequel inscrire développer leur relation de couple. En effet, le concubinage est union de fait et n'emporte donc pas de lien juridique de couple au travers d'un ensemble de droit et d'obligations. Néanmoins, il s'agit d'une relation reconnue par le droit qui en donne une définition et lui fait produire un certain nombre de conséquences juridiques notamment sur le terrain des législations sociales et familiales (article 515-8 CCiv. « Le concubinage est une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité, entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple. »).

Une lecture attentive et comparée des dispositions légales conduit au constat qu'à la liberté, qui conduit à la diversité des formes d'unions, s'associe l'égalité, laquelle tend à l'alignement des effets de ces dernières.

Le pacte civil de solidarité (PACS) expression française du partenariat civil retenu dans de nombreuses législations étrangères, européennes et outre atlantique, a été instauré à la fin du XXe siècle (loi n°99-944 du 15

novembre 1999 introduisant dans le Code civil les articles 515-1 et suivants). D'abord doté d'un régime personnel et patrimonial peu attractif et axé sur les aspects patrimoniaux dont l'organisation s'avérait peu opportune, le PACS a pris un relief plus personnel et institutionnalisé se rapprochant du mariage au fil des réformes législatives qui se sont succédées à mesure de l'engouement pour cette institution par les couples hétérosexuels (cf. *infra*).

Le rapprochement du mariage et le PACS ne résulte pas uniquement d'un mouvement du régime du second vers celui du premier. En effet, parallèlement aux évolutions législatives qui ont progressivement conféré au PACS un régime approchant celui du mariage, le mariage a également connu des évolutions, notamment quant à sa dissolution, qui ont mis l'accent, à l'image du PACS, sur l'aspect conventionnel. Bien que la remise en cause du lien d'alliance créé par le mariage ne soit pas aussi entièrement soumise à une logique contractuelle comme celle du PACS (cf. article 515-7 CCiv. rupture conjointe ou unilatérale du PACS sans motifs), notamment en ce qu'elle est subordonnée à une décision judiciaire qui ne peut être obtenue de plein droit (maintien des causes de divorce, cf. articles 229 s. Cciv.), la dernière réforme témoigne de la volonté de simplifier et de pacifier la procédure de divorce en accueillant la diversité des situations de séparation et en privilégiant les accords des époux tant sur le principe que sur les effets de la rupture du lien matrimonial. Se faisant, le législateur admet la fragilité et la précarité du lien conjugal résultant d'une place plus grande donnée à la volonté des personnes, mais aussi de l'exigence de la qualité d'une relation mise au service d'une aspiration à l'épanouissement et à la réflexivité (le divorce-sanction consacré par la loi Naquet de 1884 s'accompagne aujourd'hui dans la loi d'un divorce-faillite, mais aussi d'un divorce-convention ; cf. loi n°2004-439 du 26 mai 2004 qui retient et privilégie par un système de passerelles, des causes de divorce mettant l'accent sur la

volonté, mais aussi l'altération de la relation-). Si le divorce semble s'assouplir et se désinstitutionnaliser, il demeure, malgré certaines propositions en ce sens, placé sous le contrôle de l'autorité judiciaire. A cet égard il est intéressant de relever que loin de réclamer un achèvement de l'évolution dans le sens d'une contractualisation et une privatisation de la rupture du lien matrimonial à l'instar de la rupture du PACS, certaines voix s'élèvent afin de réclamer, pour cette dernière, un traitement plus institutionnel à l'image du divorce (cf. X.Labbée)

Cependant, et nonobstant les apports du législateur du XXI<sup>e</sup> siècle, le régime du PACS n'est pas encore totalement aligné sur celui du mariage et qu'au-delà d'un rapprochement certain, d'importantes différences demeurent, laissant ainsi un certain espace place à la diversité des conjugalités. Ces dernières peuvent notamment s'expliquer par le fait que si la relation de couple qu'organise le PACS semble être placée par le législateur au rang des relations familiales, comme en témoigne par exemple la récente entrée des litiges relatifs au PACS dans la compétence matérielle du Juge aux affaires familiales (article L213-3 Code de l'organisation judiciaire modifié par la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 - art. 17), il n'accède pourtant pas à celui de lien d'alliance. Les partenaires ne bénéficient ainsi pas des droits et conséquences juridiques traditionnellement attachées à ce dernier (droit de succession, devoir de secours, obligation de fidélité et ses incidences sur le terrain de la filiation avec la présomption de paternité, articles 212 et 312 CCiv.). En outre, le Conseil constitutionnel a eu l'occasion de rappeler que le PACS ne saurait être regardé, malgré les réformes dont il a fait l'objet, comme une institution équivalente au mariage (cf. DC n° 99-419 du 9 novembre 1999 et plus récemment, DC qpc n° 2011-155 du 29 juillet 2011, également DC qpc n° 2013-312 du 22 mai 2013, qui considère que la loi qui refuse le bénéfice de la carte de séjour mention « vie privée et familiale » à un partenaire d'un ressortissant

français n'est pas contraire au droit à une vie privée et familiale ni à la liberté matrimoniale et au principe d'égalité).

Par conséquent et au-delà de la pluralité et de la diversité classiquement mise en évidence, il résulte du droit positif une tendance, mesurée, à l'égalisation des formes juridiques de couple dans une direction qui semble être à l'opposée de celle des mutations qui ont conduit à la diversité des conjugalités sous l'impulsion d'une revendication à l'intimité et à la liberté. En effet, tant l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, que le mouvement rapprochement du PACS et du mariage essentiellement marqué, bien que les vicissitudes du droit soient sur ce point complexes et multidirectionnelles (cf. *supra*), par un rapprochement du premier vers le second, à l'institutionnalisation du couple, ou du moins à nuancer l'intensité et l'achèvement du mouvement de désinstitutionnalisation souvent commenté. En effet, un tel constat interroge au regard de l'affirmation aujourd'hui classique et majoritaire d'une désinstitutionnalisation du lien conjugal souvent évoqué lorsqu'il s'agit notamment de commenter le déclin du mariage et le succès, notamment auprès des couples hétérosexuels, du PACS, témoignerait-il d'un inachèvement du mouvement de désinstitutionnalisation dont les obstacles et résistances mériteraient alors d'être explicités ? D'une analyse menée trop rapidement et sur laquelle il conviendrait de revenir ? De manière plus nuancée ne pourrait-on pas émettre l'hypothèse d'une dualité et d'une complexité jusque-là restée dans l'ombre produite par l'éclairage porté à l'une des directions prises par les représentations socio-culturelles du couple ?

L'alignement des régimes du mariage et du PACS, le regain d'intérêt pour le mariage, tant dans l'opinion publique dont les réactions ont été vives et passionnées sur la question du mariage des couples de personnes de même sexe, que par le législateur qui a porté une réforme centrée sur cette institution,

contrastent avec l'affirmation d'une tendance, soutenue par la valeur d'égalité, à la diversité du lien et au refus de l'institutionnalisation du couple. Sans rejeter cette position, il convient néanmoins de nuancer l'analyse et admettre la complexité et l'enchevêtrement des enjeux qui traversent la question du couple tant d'un point de vue sociologique que juridique, voire psychologique. Il apparaît en effet que l'égalité et la liberté, deux valeurs essentielles de la *démocratie des sentiments* qui orientent fortement les mutations de la conjugalité, entrent parfois en tension, imprimant ainsi aux évolutions des mouvements contradictoires ou, du moins, empruntant des directions distinctes. Ainsi, l'on peut émettre l'hypothèse que les soucis de reconnaissance sociale et d'égalité des couples relayés en droit par les principes d'égalité devant la loi et de non-discrimination aient été plus forts que celui d'intimité et de retrait du couple dans la sphère privée.

Si l'égalité apparaît ainsi à l'œuvre dans les vicissitudes du modèle du couple et la complexité des évolutions du droit de la famille, elle est également au cœur des mutations de la filiation.

## 2-DE LA DIVERSITE DES PARENTES A L'UNITE PROTEGEE DU LIEN DE FILIATION

Autrefois issue et ancrée dans le mariage, la parenté trouve aujourd'hui son autonomie et devient le cœur de la famille (cf. G.Eid). Cette importante mutation sociologique a été réceptionnée par le droit français de la filiation réformé de manière importante ces dernières années (cf. ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 et loi n° 2009-61 du 16 janvier 2009, mais également la loi n° 2013-404 du 17 mai 2013). Parallèlement à l'accueil, avec certaines limites, de la diversité actuelle des parentés et projets de parentalité, le droit consacre l'unité du lien de filiation qui exprime, en droit, cette parenté aujourd'hui



multiple. Cette évolution puise sa dynamique dans le principe d'égalité.

Fil rouge des réformes qui se sont succédées en la matière depuis la loi du 3 janvier 1972, l'égalité des filiations consacrée par le droit positif doit être comprise non seulement comme l'égalité des enfants du point de vue tant de l'accès à la filiation et que des effets du lien juridique ainsi établi, mais également l'égalité des couples quant à l'accès à la parenté. A cet égard, la diversité des conjugalités précédemment évoquée, mais également les aspirations d'accès à la parenté juridique de certaines personnes motivées soit par le désir d'enfant, soit par l'impératif de donner une existence juridique à une parentalité de fait ou sociale renforcées par le principe d'égalité, a conduit à de profondes mutations du droit sans pour autant que le législateur contemporain n'ait pas répondu à toutes les revendications. (cf. notamment le problème du « beau-parent » notamment dans les couples de personnes de même sexe dont l'un est parent)

Les évolutions ont permis au droit d'accueillir la variété des situations de parenté notamment au regard de l'existence ou de l'absence de couple parental et de la forme de ce dernier (famille monoparentale, homoparentale, famille biologique, famille adoptive..., procréation naturelle, procréation médicalement assistée). Elles suivent, mais aussi initient, les mutations de la parenté, qui imposent à chacun, spécialement le juriste, à s'interroger sur « ce qu'est un parent ou ce qu'il devrait être : est-il un parent « biologique » ou « social » ? » (cf. G.Eid). A cet égard il convient de relever que le droit résiste à certains mouvements relevés par le sociologue. Il refuse de reconnaître une relation juridique sans lien préalablement établi. En effet, juridiquement la parentalité est subordonnée à la parenté (cf. 371-1 qui vise les *parents*), il n'est donc pas possible de reconnaître des droits et devoirs de parentalité à une personne qui n'est pas liée à l'enfant par

un lien de filiation. Ainsi, le juriste refuse de reconnaître le parent social, même s'il a pu certaines avancées peuvent être relevées en ce sens (cf. relativement aux relations de l'enfant avec les tiers, l'article 9 de la loi n° 2013-404 a spécialement modifié l'alinéa 2 de l'article 371-4 Cciv. afin de viser spécialement ces situations ; cf. également, en matière d'autorité parentale, l'admission de principe, bien que conditionnée à l'intérêt de l'enfant, de la délégation partage d'autorité parentale au profit du partenaire de même sexe du parent de l'enfant, cf. articles 377-1 s. Civ.1<sup>ère</sup> 8 juillet 2010 n° 09-12623). Il en résulte que les revendications de parentalité fondées sur une réalité sociale et exprimées ces dernières années au travers de la question du statut du « beau-parent » ou de « l'homoparentalité » s'inscrivent nécessairement, d'un point de vue juridique, dans une logique de parenté ce qui explique que les débats se soient alors centrés autour de l'adoption, institution à laquelle le législateur ne s'était pas intéressé lors des dernières réformes du droit de la filiation. Celles-ci ont contribué à des évolutions que tant du régime de la parenté par procréation que de celui de la parenté sans procréation, qui se sont ouvertes à la diversité situations à l'origine d'une parenté.

La parenté par procréation a connu des vicissitudes sous l'impulsion des évolutions techniques et médicales qui ont conduit d'une part à des modifications des dispositions relations à l'établissement de la filiation fondée sur la procréation naturelle et d'autre part à reconnaître la filiation issue de la procréation médicalement assistée.

Suivant les mutations des comportements et des mœurs, les dernières réformes ont consacré le recul du souci de la légitimité de la filiation (parenté établie entre l'enfant et un couple marié) au profit de celui de la vérité-biologique de la filiation. Cette évolution, portée par le principe de l'accès aux origines promu par la CourEDH sur le fondement de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et

familiale, fondement du droit de connaître son ascendance consacré par le CourEDH, CEDH 16 juin 2011 *Pascaud c. France*; cf. également l'article 7 de la convention internationale des droits de l'enfant) et favorisée-du point de vue des enjeux probatoires-par les progrès scientifiques et techniques (apparition et développement de l'expertise biologique et génétique, cf. article 16-11 Cciv. et Civ. 1<sup>ère</sup> 28 mars 2000), participe d'un mouvement de renouvellement du modèle de la filiation par procréation parallèle à celui qu'a connu le modèle du couple. En effet, le recul du mariage, sur le terrain de la conjugalité, a dissipé, sur le terrain de la parenté, les préoccupations liées à la protection des apparences du modèle traditionnel d'une famille fondée sur le mariage, qui incitaient à privilégier une approche sociologique de la filiation. Les dernières réformes s'en font l'écho retenant un modèle de filiation par procréation fondé sur la vérité biologique et sur une représentation du couple parental. Cette orientation se manifeste non seulement à l'égard de l'établissement que de la contestation de la filiation par procréation.

Quant à l'établissement de la filiation, la présomption de paternité est conservée et demeure réservée aux couples mariés (cf. l'obligation de fidélité, sur laquelle nombreux s'accordent à fonder cette présomption, que la loi impose aux époux, mais pas aux partenaires, cf. articles 212 et 515-4 Cciv.). Cependant, les modifications qui lui ont été apportées à son régime ne sauraient être regardées comme anodines, car elles témoignent des mutations observées ces dernières décennies dans les modèles des liens familiaux. D'une part, le législateur est venu compléter la condition de conception dans le mariage par celle de la naissance dans le mariage, ce qui permet ainsi de faire jouer la présomption de paternité en vue de l'établissement de la filiation paternelle dans l'hypothèse où l'enfant a été conçu hors mariage, mais que le couple parental s'est marié avant la naissance. Cette évolution du droit rend compte de celles des mœurs. En

effet, il est aujourd'hui fréquent que les couples aient une communauté de vie préalablement au mariage qui sera célébré plusieurs mois, voire années, plus tard suite à une période de concubinage. D'autre part, la modification d'une disposition technique relative aux exceptions à la présomption de paternité aboutit, dans certaines hypothèses, à faire primer la reconnaissance, et donc la filiation avec un tiers, sur la présomption laquelle emporte la filiation avec le mari de la mère, contrairement au jeu des anciennes dispositions (cf. la nouvelle rédaction des articles 313 et 314 CCiv).

Quant à la contestation de la filiation, le législateur a entièrement refondu le régime des actions judiciaires destinées à remettre en cause un lien de filiation préalablement établi soit par la loi (présomption de paternité notamment) soit par la volonté (reconnaissance volontaire, article 316 CCiv.). Le régime de la prescription des actions en matière de filiation illustre avec force la primauté que le législateur moderne accorde à la vérité biologique et le sens dans lequel le droit français a évolué. En effet, la modification de la durée du délai de prescription s'est faite en la faveur de la remise en cause du lien de filiation légitime lorsque celui-ci n'exprime pas une parenté biologique (contrairement à ce qui était antérieurement admis sous l'empire de la loi antérieure-6 mois, la durée actuelle de 10 ans, cf. articles 321 et 333 CCiv. issus de l'ordonnance de 2005). Parallèlement, la logique des fins de non-recevoir quant à la prescription mais aussi la qualité à agir témoigne que le souci de vérité de biologique ne saurait être exclusif. Ainsi et au travers de la possession d'état le législateur limite le délai et les personnes admises à agir en contestation de filiation. L'approche sociologique l'emporte sur l'impératif biologique, la possession d'état étant mise au service de la consolidation d'un lien de filiation juridique qui ne repose pas sur un lien biologique (articles 311-1 et 311-2 ; 333 et 334 CCiv.). A noter également et inversement que

l'action en établissement de filiation, y compris lorsque le couple parental est marié, s'est vue limitée par un délai de prescription (10 ans cf. article 321 CCiv.). Ainsi, bien que l'orientation prise par le droit français soit nettement celle d'une consécration, moderne, d'une conception biologique de la filiation, l'on observe que l'évolution n'est pas unidirectionnelle et que la préoccupation, plus traditionnelle, la dimension sociologique du lien de filiation.

Par ailleurs, le développement, ces trente dernières années et grâce aux évolutions techniques et scientifiques de la médecine, de la procréation médicalement assistée (PMA) ont conduit le législateur à régir cette pratique, non seulement sous l'angle bioéthique, mais aussi celui de la filiation (cf. le code de la santé publique régit le don et l'utilisation de gamète que l'assistance médicale à la procréation, cf. articles L1244-1 s. et L2141-1 s. CSP qui limitent l'accès aux techniques de PMA aux couples hétérosexuels présentant une infertilité pathologique médicalement constatée). En effet, ces évolutions techniques « élargissent sans cesse l'éventail des variations socialement acceptables de parentés assistées » imposant ainsi au juriste de se positionner quant à la reconnaissance, dans de telles hypothèses, d'un lien de filiation. En effet, le souci de la vérité biologique qui oriente la législation moderne en matière de filiation ne contre-dit-il pas celui, motivé tant par l'intérêt de l'enfant qu'il s'agit de protéger par la fonction parentale que celui des personnes porteuses d'un projet de parenté, d'une reconnaissance d'un lien de droit entre l'enfant issu de la procréation médicalement assistée et le couple porteur du projet d'enfant, alors même que l'un des deux membre du couple n'est pas le parent biologique de l'enfant, du moins dans les hypothèses de conception grâce aux gamètes d'un tiers donneur ? Le législateur a clairement pris position en faveur de l'établissement d'un tel lien de filiation. Ainsi, les articles 311-19 et 20 Cciv. prévoient, voire imposent, l'établissement de la filiation avec le

couple ayant recouru à une technique d'assistance médicale à la procréation tout en faisant obstacle à l'établissement d'un tel lien avec l'éventuel donneur lequel est ainsi protégé, non seulement factuellement par la règle de l'anonymat, mais également juridiquement par une fin de non-recevoir à une action en établissement de filiation entre le tiers donneur et l'enfant issu de la procréation. Si au premier abord le droit semble s'éloigner de l'impératif de vérité biologique qui oriente pourtant le traitement juridique de la filiation par procréation, en définitive, les solutions retenues en la matière peuvent être conciliées avec ce souci d'autant que celui-ci bien qu'il soit mis en avant ne saurait exclure les autres approches du lien de filiation. En effet, relativement à la PMA le droit de la filiation s'inscrit dans d'une conception plus sociale que biologique de la parenté puisque c'est bien le projet parental porté par le couple, qui adopte déjà des comportements de parent outre le désir de parentalité qui l'anime, qui sert de critère pour établir le lien de parenté et non la référence à des critères biologiques.

D'une part, si la vérité biologique n'est pas, d'un point de vue concret, respectée, puisqu'en cas de recours à une PMA la parenté juridique ne correspond pas nécessairement à une parenté biologique (hypothèse d'un enfant, conçu à partir de gamètes d'un tiers dans le cas des PMA dites exogènes) ; en revanche, d'un point de vue plus abstrait et puisque la PMA est, en droit positif, ouverte aux seuls couples hétérosexuels, le lien de filiation unissant l'enfant au couple parental est, dans ces hypothèses, conforme à la parenté biologique laquelle impose encore aujourd'hui, la réunion de gamètes mâle et femelle et donc un couple parental hétérosexuel. D'autre part, du point de vue de la filiation maternelle, la filiation biologique peut renvoyer soit à la conception (gamètes et patrimoine génétique) soit à la gestation (au travers du critère de l'accouchement). Si pendant plusieurs siècles les deux critères étaient confondus, la technique médicale permet aujourd'hui de les dissocier. L'évolution scientifique, qui permet

de dissocier ces critères autrefois confondus grâce à la technique de la gestation pour autrui actuellement prohibée, incite le juriste français à porter sa réflexion sur le critère de la filiation maternelle (sur la prohibition de principe de la gestation pour autrui cf. l'article 16-7 Cciv. et la jurisprudence sur la pratique à l'étranger, qui refuse, sur le fondement de l'indisponibilité de l'état des personnes, la retranscription sur les registres d'état civil français de l'établissement de la filiation maternelle par adoption et paternelle par reconnaissance en raison de la fraude, que le projet soit mené par couple soit hétérosexuel ou homosexuel, . Civ. 1<sup>ère</sup> 6 avril 2011 n° 09-66486 ; Civ.1<sup>ère</sup> 13 septembre 2013 n°12-30138 - *refus de transcription des filiations paternelles et maternelles en cas de recours à la gestation pour autrui à l'étranger*). En effet, le droit français retient, conformément à une longue tradition, le critère de l'accouchement privilégiant la gestation sur la conception (cf. article 311-25 Cciv. reprenant l'adage romain *mater semper certa est*). Ainsi, lorsque le législateur admet l'établissement de la filiation maternelle entre la bénéficiaire du don de gamète et l'enfant, il ne remet pas en cause la conception traditionnelle de la maternité. A cet égard, il est intéressant de relever que, bien que sollicité en ce sens lors des récents débats d'opinion et parlementaire largement médiatisés autour de l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples des personnes de même sexe, le législateur n'a pas étendu sa réforme à la question de la gestation pour autrui. Cette frilosité se comprend au regard des enjeux de l'évolution du lien juridique de filiation qu'imposerait un changement de législation dans le sens de l'admission de la gestation pour autrui. En effet, au-delà du débat sur l'admission d'une filiation par procréation reliant juridiquement l'enfant à un couple parental homosexuel si elle était ouverte aux couples homosexuels (cf. *infra*) ; une telle réforme impose de revisiter le modèle de la filiation maternelle, laquelle ne pourrait plus être fondée sur le seul critère de l'accouchement. Au regard des vicissitudes du lien de filiation maternelles qu'elle implique,

une telle mutation du droit ne saurait s'envisager sans une évolution des représentations sociales et culturelles de la parenté biologique ce qui peut, outre les enjeux bioéthiques que pose l'admission de la gestation pour autrui, expliquer que le législateur n'ait pas encore envisagé une telle modification du droit positif préférant répondre aux revendications d'une parenté homosexuelle en faisant évoluer la filiation adoptive.

Depuis son admission par le Code civil napoléonien dans une optique essentiellement patrimoniale (succession), l'adoption a évolué dans le sens d'un élargissement à destination des personnes porteuses d'un projet de parentalité consistant en l'accueil d'un enfant qui ne leur est pas lié biologiquement. Filiation sans procréation, l'adoption, qu'elle soit simple ou plénière, crée un lien juridique qui ne repose pas sur une parenté biologique, mais sur la volonté (volonté de(s) adoptant(s), voire de l'adopté ; cf. l'exigence du consentement lorsque l'enfant a plus de 13 ans, articles 345 et 360 CCiv. ; outre celle des parents ou représentants légaux, article 347 Cciv.). Ces dernières années, cette institution suscité des controverses s'articulant autour de la question de l'homosexualité de l'adoptant.

Tout d'abord, l'adoption unilatérale, qui établit un lien de filiation entre l'enfant et un parent, les principes d'égalité et de non-discrimination ont dû être plusieurs fois rappelés par la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci a condamné à plusieurs reprises la France relativement au refus de l'agrément à l'adoption sollicité par une personne au motif de son orientation sexuelle (cf. CEDH n° 43546/02 22 janvier 2008 *E.B. c/ France*).

Ensuite, l'adoption conjointe, qui crée un lien de filiation entre l'enfant et un couple parental, par un couple homosexuel ou l'adoption unilatérale dans un couple homosexuel (hypothèse de l'adoption de l'enfant du partenaire) n'était jusqu'à récemment pas

envisageable. En effet, subordonnée à la condition du mariage des adoptants, l'adoption était réservée aux couples hétérosexuels, puisque le mariage, était, jusqu'en mai 2013 subordonné à la différence de sexe des époux (cf. les articles 343, 345-1 et 365 CCiv. tel qu'interprété par la jurisprudence Civ.1<sup>ère</sup> 9 mars 2011 n° 10-10385 ; solution considérée conforme tant à la Constitution, DC qpc n,°2010-39 6 octobre 2010, qu'à la Convention européenne des droits de l'homme, CEDH n°43543/02 22 janvier 2008). Le droit positif français a évolué ces derniers mois permettant indirectement aux couples de personnes de même sexe d'accéder à l'adoption. Bien que la loi du 17 mai 2013 ne traite pas directement de la question de l'adoption par un couple homosexuel, elle le permet abandonnant la condition de différence de sexe du couple marié (l'introduction de l'article 143 Cciv. relatif au mariage a permis une réforme inédite et majeure du droit de la filiation sans que les dispositions relatives à l'adoption aient été modifiées dans leur rédaction). La filiation adoptive s'en trouve profondément modifiée quant à ses fondements et son articulation avec la filiation par procréation.

Véritable « réforme de civilisation » (cf. I.Théry 2013), cette mutation du droit de la famille implique un renouvellement de la représentation de la filiation et plus spécialement une remise en cause de l'hégémonie traditionnelle du modèle, ancré dans l'approche biologique, de la filiation par procréation naturelle laquelle suppose l'hétérosexualité du couple parental. En effet, une telle suprématie de cette représentation de la filiation et l'adoption d'un modèle unique et biologique de lien de filiation, interdit de concevoir une filiation homosexuelle, qu'elle soit symbolique et volontaire (adoption) voire génétique (PMA), ou du moins conduit à considérer cette filiation comme nécessairement mensongère au regard de l'impératif biologique. A l'inverse, dès lors que la filiation adoptive se dégage de la représentation biologique qu'impose le modèle de la filiation par procréation, alors il devient

possible et acceptable au regard du souci de vérité biologique de se représenter une filiation rattachant l'enfant des parents de même sexe. Ainsi, sans modification textuelle de grande ampleur, le législateur de 2013 a profondément modifié la filiation adoptive se faisant ainsi le promoteur d'une mutation des modèles et représentations du lien de filiation. Si cette réforme témoigne de vicissitude des modèles et du rôle moteur que le droit peut jouer du point de vue de l'évolution des représentations sociales, il reste que celle-ci porte une évolution sociologique de la filiation, qui, eu égard aux réactions provoquées dans l'opinion publique, que la modification du Code civil n'a pas achevée. Il n'en reste pas moins que les vicissitudes du droit de la filiation ont permis d'accueillir une parenté variée dans ses origines, mais dont le traitement juridique a évolué dans le sens d'une unification.

Nouveau centre de gravité d'un modèle familial qu'elle contribue à diversifier, la parenté s'inscrit juridiquement dans une filiation unifiée tant conceptuellement que dans son régime, dont l'évolution est guidée par des principes d'égalité et de non-discrimination entendus et mis en œuvre strictement. Ainsi, la diversité de l'émergence du lien de parenté, notamment au regard du couple parental (ou l'absence de couple parental) auquel l'enfant est rattaché biologiquement ou symboliquement, n'emporte pas de différences quant au régime juridique de la filiation dont l'évolution est guidée par le souci d'égalité qui s'est imposé tant en législation qu'en jurisprudence sous le contrôle intransigeant de la Cour européenne des droits de l'homme (cf. le mouvement en faveur de l'égalité, a initié par la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 et poursuivi par l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 et loi n° 2009-61 du 16 janvier 2009).

Expressément énoncée par l'article 310 du Code civil qui ouvre le titre consacré à la parenté, le principe d'égalité des filiations est

la pierre angulaire du droit positif français de la filiation protégée avec force par le législateur et le juge, notamment la Cour européenne des droits de l'homme (cf. les condamnations de la France sur le fondement des articles 8 et 14, notamment en 2000-célèbre arrêt *Mazureck c/ France* n° 34406/97 du 1<sup>er</sup> février 2000, mais également plus récemment sur la même question des droits successoraux de l'enfant adultérin cf. CEDH 7 février 2013 n° 1674/08 *Fabris c/ France*). Il se traduit en la matière par l'affirmation d'une autonomie de la parenté par rapport à la conjugalité, qui se manifeste non seulement par un régime juridique non subordonné à la situation du couple parental, mais aussi par un concept unifié de lien de filiation.

D'une part, et bien que demeurent certaines solutions différenciées selon la situation du couple parentale, le régime de la filiation est unifié. En effet, l'établissement, c'est-à-dire l'accès au lien de filiation et les effets de la filiation, sont soumis à des règles qui ne distinguent pas selon la situation de couple des parents et selon le type de couple parental (notamment en cas de parenté homosexuelle qui est régie, du point de vue du régime, par les mêmes dispositions en matière d'adoption et d'assimilation, quant aux effets, à la filiation par procréation, cf. articles 355 s. et 363 Cciv.). L'égalisation de traitement des effets de la parenté semble aujourd'hui achevée, trouvant sa seule limite dans les aléas d'une parentalité, qui, inscrite dans la réalité, ne saurait être régie par le droit sans considération de la situation des titulaires de l'autorité parentale et donc de l'existence ou non d'un couple parental (cf. les variations admises quant à l'exercice de l'autorité parentale et ses diverses conséquences en cas de parents séparés, articles 373-2 s. Cciv.).

D'autre part et au-delà du mouvement d'unification du régime de la filiation initié dans la seconde moitié du XXe siècle, c'est la notion de lien de filiation, initialement morcelé selon que la naissance de l'enfant était dans ou

hors du mariage des parents, qui a été unifié. Non seulement le droit positif ne distingue plus selon le couple parental, mais il a abandonné, terminologiquement et conceptuellement, la distinction traditionnelle filiation naturelle, légitime ou adultérine. En effet, le plan, mais aussi la sémantique du Code civil, tels qu'ils résultent des dernières réformes venant achever, à l'aube du XXIe siècle la mutation de la parenté juridique ont été remaniés de manière à consacrer une seule et unique notion de filiation.

En guise de conclusion, observons que la vicissitude du droit de la famille et les modèles de liens familiaux semble être, d'un point de vue statique, un trait majeur des liens familiaux tels qu'ils résultent des évolutions législatives et jurisprudentielles successives. La transformation des liens juridiques de famille se manifeste également au travers de l'instabilité que le droit français, miroir de la société dont il organise les relations interindividuelles, admet et qui caractérise voire définit cette famille moderne désinstitutionnalisée, privilégiant la liberté individuelle et l'égalité des relations, qu'elles soient de type conjugal ou parental. Ainsi, les mutations législatives et jurisprudentielles ont permis au droit d'accueillir, dans une certaine mesure, la vicissitude des liens juridiques de famille en autorisant l'instabilité de ces derniers. En effet, plaçant la volonté au cœur de la création et du maintien du lien familial et subordonnant celui-ci à l'existence et à la qualité de relation dont il sert de fondement, le droit autorise les vicissitudes caractérisant la famille *post-moderne* assise sur les valeurs démocratiques d'égalité et de liberté. Ainsi, la vicissitude des modèles a conduit à la prévalence d'un modèle qui, justement, permet, avec certaines limites, la vicissitude du lien familial tant conjugal que parental. *Liberté, égalité, instabilité*, telle pourrait ainsi être, suite aux mutations observées au cours de ces dernières décennies, la devise de la famille diversifiée issue Code civil du XXIe siècle.

## BIBLIOGRAPHIE

- U. Beck E. Beck-Gernsheim *The Normal Chaos of Love*. Cambridge: PolityPress, 1995.
- M.Douris, « La diversité des couples et l'unicité de la parenté : une évolution contenue du droit français de la famille ? », *in* L'évolution du concept de famille en Europe, depuis trente ans : étude pluridisciplinaire, dir. P. Boucaud. - Bruxelles : Bruylant, 2009, p.13.
- G.Eid, « La famille postmoderne : intimité et parentalité », REDIF, 2008 p.41.
- G.Eid, « famille, intimité et démocratie », CIRCF conférence Lyon, 2006.
- A.Giddens, *La transformation de l'intimité Sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes*, trad. J. Mouchard, Editions du Rouergue, 2004.
- X.Labbée, « PACS : l'injustice de la dissolution conventionnelle », libres propos, JCP ed. G, 2012 n°1-2, p.6
- P.Murat, « L'ouverture de l'adoption aux couples de même sexe... ou l'art de se mettre au milieu du gué », Droit de la famille n° 7, Juillet 2013, dossier 24
- I.Théry, *Couple, filiation et parenté, le droit face aux mutations de la famille et de la vie privée*, Editions Odile Jacob, 1998.
- I. Théry, « Mariage de même sexe et filiation : rupture anthropologique ou réforme de civilisation ? », Droit de la famille n° 7, Juillet 2013, dossier 17